

Document: EB 2015/116/R.11
Ordre du jour: 7 a)
Date: 30 novembre 2015
Distribution: Publique
Original: Espagnol

F



Investir dans les populations rurales

République du Paraguay

Programme d'options stratégiques pour le pays

Note pour les représentants au Conseil d'administration
Responsables:

Questions techniques:

Claus Reiner
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2797
courriel: c.reiner@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent seizième session
Rome, 16-17 décembre 2015

Pour: Examen

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA	iii
Résumé de la stratégie pour le pays	iv
I. Introduction	1
II. Le contexte du pays	1
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	1
B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel	3
III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays	4
A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures	4
B. Enseignements tirés	5
IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays	6
A. Avantage comparatif du FIDA	6
B. Objectifs stratégiques	6
C. Perspectives d'innovation	8
D. Stratégie de ciblage	8
E. Articulation au niveau des politiques	9
V. Gestion du programme	9
A. Suivi du COSOP	9
B. Gestion du programme de pays	10
C. Partenariats	10
D. Gestion des savoirs et communication	10
E. Cadre de financement SAFR	11
F. Risques et gestion des risques	11

Apéndices (Appendices)

I. Proceso de consulta del COSOP	1
II. Antecedentes de la economía del país	7
III. Marco de gestión de los resultados del COSOP	21
IV. Marco de gestión de los resultados del COSOP anterior	22
V. Áreas temáticas para posibles operaciones	23

Expedientes principales (Dossiers clés)

Expediente principal 1:	La pobreza rural y las cuestiones relativas a los sectores agrícola y rural	33
Expediente principal 2:	Matriz de organizaciones (análisis de las fortalezas, oportunidades, debilidades y amenazas)	36
Expediente principal 3:	Posibilidades complementarias de asociaciones o iniciativas con donantes	44
Expediente principal 4:	Identificación del grupo objetivo, cuestiones prioritarias y posible actuación	49

Sigles et acronymes

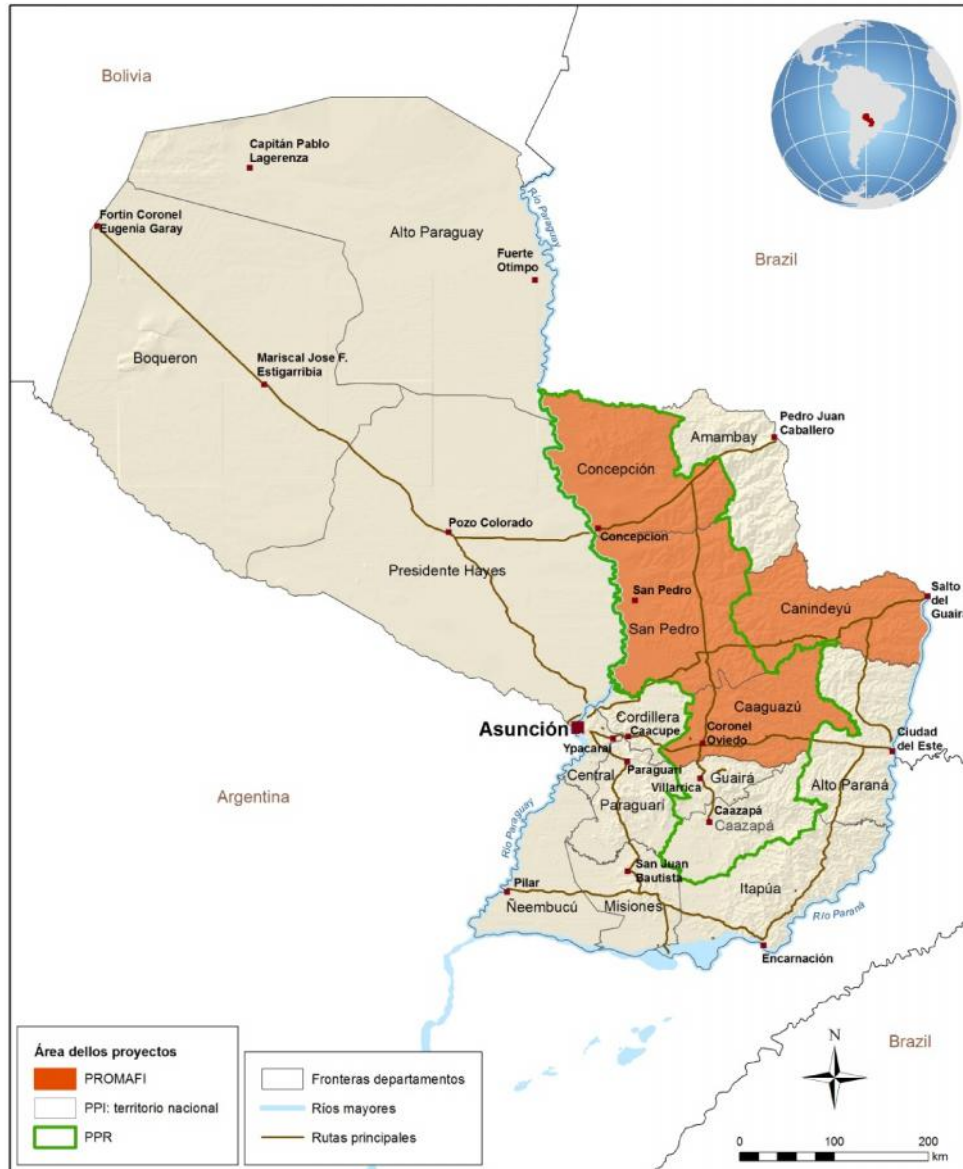
CAH	Crédito Agrícola de Habilitación (Institut de crédit agricole)
COSOP-AR	Programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats
DEAg	Dirección de Extensión Agraria (Direction de la vulgarisation agricole)
DINCAP	Direction nationale de coordination et d'administration de projets
FDC	Fondo de Desarrollo CAMPesino
INDI	Instituto Paraguayo del Indígena (Institut paraguayen des affaires autochtones)
MAG	Ministerio de Agricultura y Ganadería (Ministère de l'agriculture et de l'élevage)
PND	Plan Nacional de Desarrollo (Plan de développement national)
PPI	Proyecto Paraguay Inclusivo (Projet d'intégration de l'agriculture familiale dans les chaînes de valeur)
PPR	Proyecto Paraguay Rural (Projet d'autonomisation des organisations de ruraux pauvres et d'harmonisation des investissements)
PROMAFI	Proyecto Mejoramiento de Ingresos de la Agricultura Familiar Campesina e Indígena (Projet d'amélioration de la production familiale et autochtone dans la région orientale du Paraguay)
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact
STP	Secretaría Técnica de Planificación (Secrétariat technique de planification)

Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA

República del Paraguay

Mapa de las Operaciones Financiadas por el FIDA en el País

COSOP



Source: FIDA; 13/10/2015.

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé de la stratégie pour le pays

1. Le Programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) est le fruit d'un processus consultatif mené par le Ministère de l'agriculture et l'élevage (MAG) du Paraguay. Des consultations ont été organisées avec un large éventail d'acteurs du développement rural. La conception du COSOP-AR tient compte des enseignements tirés par le biais de développements dans le portefeuille du Paraguay et de la priorité stratégique visant à faire progresser la lutte contre la pauvreté dans le cadre du Plan de développement national (PND).
2. Le COSOP-AR repose sur un certain nombre d'accords sous-jacents. La politique publique en vigueur définie par le gouvernement dans le PND accorde la priorité à la lutte contre la pauvreté rurale. Les orientations stratégiques du MAG sont notamment le renforcement institutionnel, la réorganisation du système de vulgarisation et un recours plus important à la technologie, le soutien à la commercialisation et au développement des filières, l'accent sur l'agriculture familiale, le renforcement des organisations locales et la durabilité. L'Institut de crédit agricole (CAH) du MAG s'attache à simplifier les instruments de financement du secteur rural et à remplacer progressivement les transferts directs par des produits de crédit. L'approche de développement territorial actuelle implique une vision du monde rural qui va au-delà de l'agriculture. Le gouvernement, par le biais du Secrétariat technique de planification (STP), est en train de mettre en œuvre un programme de réduction de l'extrême pauvreté baptisé "Semer les opportunités" et d'élaborer une stratégie en faveur de l'inclusion financière.
3. À l'issue des consultations menées pour la conception du COSOP-AR, la priorité sera accordée à l'appui aux jeunes et aux femmes et à l'accroissement de l'aide aux populations autochtones. Conformément aux politiques et stratégies nationales, ce COSOP-AR privilégie les districts avec des poches de pauvreté, en appliquant une approche-cadre du développement territorial qui est complémentaire d'autres initiatives du MAG. Les deux objectifs stratégiques du programme de pays du FIDA au Paraguay sont les suivants:
 - a) Objectif stratégique 1: Des perspectives économiques durables pour assurer la durabilité de la production et du commerce.
 - b) Objectif stratégique 2: Renforcer le capital social, en donnant la priorité à la création et au développement du capital humain et social et à l'autonomisation des organisations rurales dans le domaine de la gouvernance, de l'administration et de la capacité à organiser des activités et fournir des services à leurs membres.
4. Le COSOP-AR propose d'assurer et de renforcer la concertation sur les politiques concernant: i) les marchés publics; ii) l'inclusion économique et sociale des populations rurales pauvres; iii) l'inclusion financière rurale; et iv) la gestion des risques climatiques et l'adaptation au changement climatique. Les actions prévues par la stratégie appuieront le processus d'institutionnalisation et les liens institutionnels.
5. L'objectif du COSOP-AR est d'atteindre quelque 55 000 familles rurales pauvres¹ de petits exploitants, de microentrepreneurs, de salariés agricoles et de communautés autochtones. La gestion et l'application des approches et des objectifs du COSOP-AR associeront le Projet d'intégration de l'agriculture familiale dans les

¹ Ce nombre pourrait être plus élevé si des ressources supplémentaires étaient disponibles pour financer le Programme national pour reproduire à plus grande échelle, renforcer et consolider les actions de développement de l'agriculture familiale et des communautés autochtones proposé.

chaînes de valeur (PPI) qui est en cours d'exécution et le Projet d'amélioration de la production familiale et autochtone dans la région orientale du Paraguay (PROMAFI) actuellement au stade de l'approbation, à la fois avec des contributions pertinentes pour la réalisation des objectifs stratégiques et des opérations futures identifiées à titre préliminaire en tenant compte des priorités, des politiques nationales, des possibilités, des ressources disponibles et de la perspective stratégique du COSOP-AR. Conformément aux objectifs stratégiques, les domaines prioritaires des futures opérations seront les suivants:

- a) inclusion financière rurale et accès aux services financiers;
 - b) reproduire à plus grande échelle, renforcer et consolider les actions de développement de l'agriculture familiale et des communautés autochtones;
 - c) développement des microentreprises rurales.
6. Le COSOP couvrira la période 2016-2022, qui correspond à trois cycles du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP).

République du Paraguay

Programme d'options stratégiques pour le pays

I. Introduction

1. Ce programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) énonce le cadre stratégique pour le programme de pays du FIDA au Paraguay pour la période 2016-2022, qui correspond à trois cycles de trois ans du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA.
2. À l'issue de la stratégie définie pour le COSOP 2004, le Paraguay et le FIDA ont renforcé leur collaboration avec une opération achevée, le Projet d'autonomisation des organisations de ruraux pauvres et d'harmonisation des investissements (Proyecto Paraguay Rural – PPR), une opération en cours d'exécution, le Projet d'intégration de l'agriculture familiale dans les chaînes de valeur (Proyecto Paraguay Inclusivo – PPI) et une opération au stade de l'approbation, le Projet d'amélioration de la production familiale et autochtone dans la région orientale du Paraguay (PROMAFI). Le gouvernement estime que le FIDA est un partenaire stratégique dans le développement rural et la réduction de la pauvreté rurale compte tenu de son mandat unique, de son expérience et des résultats obtenus sur les opérations, en particulier le PPR. Depuis les années 1990, le FIDA a contribué à environ 65 millions d'USD sur un total de 200 millions d'USD mobilisés, atteignant quelque 75 000 familles. La préparation de ce COSOP-AR a donné lieu à des consultations avec un large éventail d'acteurs du développement rural: institutions publiques, représentants des petits exploitants, peuples autochtones, secteur privé et agences de coopération internationale.

II. Le contexte du pays

A. Économie, agriculture et pauvreté rurale

Situation économique générale

3. D'une superficie de 406 752 km², le Paraguay comptait 6,8 millions d'habitants en 2014, dont près de 40% en milieu rural. Le Paraguay est divisé en deux régions bien distinctes: la région orientale, qui couvre environ 40% du territoire et abrite 97% de la population et la région occidentale (le Chaco), qui représente 60% du territoire, avec seulement 3% de la population. En 2013, le PIB par habitant était de 4 040 USD (méthode Atlas de la Banque mondiale). Au cours des dix dernières années, l'économie paraguayenne a connu une croissance annuelle moyenne de 4,8%, avec des écarts importants imputables aux résultats dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage, qui représentent 20% du PIB. La croissance économique en 2014 était d'environ 4%. Plus de 75% des recettes d'exportation de biens proviennent des produits agricoles et des produits agricoles transformés. Ces dix dernières années, le Paraguay a réalisé des progrès sur le plan macroéconomique en stabilisant les taux de change et en maîtrisant l'inflation et a entrepris des réformes sociales importantes, comme l'accès gratuit aux soins de santé primaires et à l'éducation de base et l'expansion des programmes de transferts monétaires soumis à conditions qui ont eu un impact positif sur les populations les plus vulnérables.

Agriculture et pauvreté rurale

4. Le secteur rural. La performance de l'économie paraguayenne ces cinq dernières années est en grande partie attribuable aux résultats du secteur de l'agriculture, qui a connu une croissance de 52% due à une demande mondiale soutenue pour les produits agricoles: soja, blé, maïs et viande de bœuf. Selon le recensement agricole le plus récent (2008), le pays compte 288 875 exploitations agricoles, dont 83% font 20 hectares ou moins, concentrées dans la région orientale.

5. Pauvreté. Selon l'enquête auprès des ménages effectuée en 2014², 22,6% des 6,8 millions d'habitants du pays sont pauvres et 10,5% sont extrêmement pauvres. Les zones rurales abritent 871 000 pauvres, soit 58% de la population nationale et 32% de la population rurale; et 19,2% de l'ensemble de la population rurale sont touchés par l'extrême pauvreté. Les indicateurs de pauvreté du pays montrent une tendance à la baisse, passant de 41,2% en 2007 à 22,6% en 2014. Sur la même période, la pauvreté rurale est passée de 51,8% à 32,0%. Ce recul est attribuable à la croissance économique et aux politiques publiques qui offrent une meilleure protection sociale. Bien que la pauvreté extrême ait suivi la même tendance, on a enregistré une légère hausse de 0,4% en 2014, soit une baisse de l'extrême pauvreté dans les zones urbaines et une hausse dans les zones rurales, de 17,6% en 2013 à 19,2% en 2014. Le coefficient de Gini est de 0,53 (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2012). La malnutrition chronique chez les enfants est élevée, à 17,5%, et encore plus prononcée chez les enfants autochtones à 41,7%.
6. Petits producteurs. La forte croissance enregistrée dans le secteur agricole au cours des dix dernières années est liée à la hausse des exportations des produits de l'agriculture et de l'élevage à forte intensité technique et capitalistique, notamment le soja. Les petits exploitants représentent 235 000 unités de production et leur nombre est en diminution constante. On estime que deux tiers de ces familles sont pauvres et risquent d'être déplacés de leurs terres par le développement de l'agriculture capitalisée. Les principales causes de la pauvreté qui touche les petits exploitants sont: i) la volatilité des prix des produits agricoles et une capacité de négociation limitée; ii) l'insuffisance des rémunérations et le caractère informel du travail agricole; iii) les faibles niveaux de production et des techniques après récolte, aggravés par les changements climatiques, en particulier la sécheresse, qui a des conséquences graves pour les petits exploitants; iv) l'utilisation limitée de la technologie et l'appauvrissement des sols; v) le manque d'accès aux services financiers; vi) des organisations rurales faibles et isolées; vii) l'offre limitée et insuffisante de biens et services publics; viii) les difficultés pour accéder à la terre en raison de la concurrence de l'agriculture commerciale, l'expansion des grandes cultures (comme le soja) et le manque de progrès réalisés par le programme de réforme agraire. L'augmentation de la dépendance salariale (la "salarisation") chez les paysans génère un double statut socioéconomique de paysan-salarié et entraîne une féminisation du travail de la terre.
7. Parité hommes-femmes. Les femmes apparaissent comme un groupe désavantagé: sur 100 ménages ruraux en situation d'extrême pauvreté, 34 sont dirigés par des femmes. L'inégalité d'accès aux biens et services publics persiste pour les femmes rurales. Dans la grande majorité des cas, les revenus des femmes sont soit inexistantes soit insuffisants pour assurer les besoins essentiels à la subsistance. La dégradation des petites exploitations due aux séparations familiales pour des raisons de travail, à la migration des hommes et à des taux de fécondité élevés chez les jeunes femmes aggrave les conditions de la pauvreté et se traduit par des mouvements migratoires parmi les plus jeunes. Les jeunes ruraux (hommes et femmes de 15 à 29 ans) représentent environ 27,5% de l'ensemble de la population. Ils rejoignent le marché du travail à un âge précoce, leur niveau scolaire est moins élevé que celui des jeunes urbains, ils sont souvent obligés de travailler sans être rémunérés dans les fermes de leurs pères et rencontrent des difficultés pour accéder à la terre.
8. Femmes autochtones. D'après le recensement des peuples autochtones de 2012, le Paraguay compte 115 000 femmes autochtones, dont plus de 90% vivent dans la pauvreté. La plupart des communautés sont dans une situation d'insécurité

² Principaux résultats sur la pauvreté et la répartition des revenus, Direction générale de la statistique, des enquêtes et des recensements (DGEEC), mars 2015.

alimentaire extrême: seuls 55% possèdent leur propre terre, 97,5% des foyers autochtones n'ont pas l'eau potable et 90,3% n'ont pas l'électricité. Le taux de fécondité est de 6,3 enfants par femme, soit le double du taux national, et la mortalité infantile est de 90 nourrissons de moins d'un an pour 1 000 naissances. La région orientale abrite 52% des femmes autochtones et la région occidentale les 48% restants. Il s'agit d'une population majoritairement jeune, dont 72% ont moins de trente ans. La constitution et la législation nationale reconnaissent l'existence des femmes autochtones, ainsi que leurs droits collectifs et individuels, mais elles ne sont pas toujours pleinement appliquées.

9. La situation environnementale et le changement climatique. La situation environnementale est critique et le changement climatique affecte principalement les petits exploitants. En 2014, l'Université du Maryland a déterminé que les taux de déforestation dans la région occidentale du Paraguay étaient les plus élevés du monde. Cette pression qui pèse sur les ressources naturelles, engendrée principalement par l'agriculture capitalisée, pèse également sur l'agriculture familiale. Le niveau de dégradation des sols est élevé. En ce qui concerne le changement climatique, on observe une hausse des températures et une baisse des précipitations dans le Nord et au Nord-est et des précipitations plus élevées dans le Sud, avec pour résultat une baisse du rendement des cultures et une accélération de la dégradation des sols. Quel que soit le scénario, la modélisation du changement climatique pour le Paraguay montre une hausse des températures, une concentration des précipitations et une diminution des précipitations pour la région de l'Est. Les études effectuées par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI, 2008) et la Banque mondiale (2012) indiquent une baisse des rendements des principales cultures du pays si les pratiques restent inchangées au cours de la période analysée.

B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel

Contexte institutionnel national

10. Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage est l'organisme de surveillance du secteur et a des politiques différenciées pour l'agriculture familiale, le développement rural et la réduction de la pauvreté rurale par l'intermédiaire du Vice-Ministre de l'agriculture. Le MAG est le partenaire institutionnel, politique et opérationnel du FIDA. La Direction nationale de coordination et d'administration de projets (DINCAP) est responsable de la mise en œuvre des projets. Pour sa part, la Direction générale de la planification du MAG est chargée de la politique de secteur public. La Direction de la vulgarisation agricole (DEAg) est chargée des services de vulgarisation et est appuyée par le Département d'assistance technique aux communautés autochtones. L'Institut paraguayen de technologie agricole est responsable de la recherche agricole, y compris l'agrométéorologie. Les autres institutions autonomes de la région sont l'Institut national des forêts, le Service national de qualité et de santé des végétaux et des semences et le Service national de qualité et de santé animale. L'Institut de crédit agricole (CAH) est l'organisme financier du MAG. En 2014, le FIDA a préparé une analyse institutionnelle du CAH, qui a conclu à la solidité de l'institution, de ses instruments et de son portefeuille actuel. Outre le MAG, l'Institut paraguayen des affaires autochtones (INDI) est responsable de la mise en œuvre des politiques relatives aux peuples autochtones. Le Ministère des finances est responsable de la politique macroéconomique et fiscale et le Secrétariat technique de planification de l'établissement des priorités et de la coordination des programmes de lutte contre la pauvreté extrême. L'agence nationale chargée des questions liées à l'environnement et au changement climatique est le Secrétariat à l'environnement.

Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale

11. La politique publique actuelle tracée par le gouvernement dans le PND donne la priorité à la lutte contre la pauvreté rurale. Les objectifs du Cadre stratégique

agricole 2009-2018, mis à jour avec le Cadre stratégique institutionnel du MAG, appellent à soutenir la sécurité alimentaire et le développement de l'agriculture familiale, en garantissant l'accès aux services et en promouvant la production alimentaire concurrentielle en vue de réduire de manière substantielle la pauvreté et l'exclusion sociale. Le MAG a un Registre national des bénéficiaires pour orienter ses politiques dans le sens de l'agriculture familiale et des producteurs vulnérables. En outre, les orientations stratégiques du MAG sont notamment le renforcement institutionnel et, ce qui présente un intérêt pour le FIDA, la réorganisation du système de vulgarisation et un recours accru à la technologie, le soutien à commercialisation et au développement des filières, l'accent sur l'agriculture familiale, le renforcement des organisations locales et la durabilité. Par le biais du CAH, le Ministère propose de simplifier les instruments de financement du secteur rural et de remplacer progressivement les transferts directs par des produits de crédit appropriés. Le MAG poursuit également une approche de développement territorial, incorporée dans ce COSOP-AR, qui va au-delà d'une vision limitée à l'agriculture. Le gouvernement, par l'intermédiaire du STP, a mis en œuvre le plan "Semer les opportunités" pour réduire la pauvreté extrême.

Harmonisation et alignement

12. Le programme stratégique du FIDA pour le Paraguay est intégré dans le cadre politique du gouvernement par l'intermédiaire du MAG et est orienté vers la lutte contre la pauvreté rurale, le renforcement des organisations locales, la modernisation des services de vulgarisation, l'élargissement de la vision territoriale du développement, l'inclusion financière et les politiques de financement du secteur rural, ainsi que l'adaptation au changement climatique. Les opérations et les activités du FIDA dans le pays accompagnent les politiques sectorielles tout en apportant des contributions et en encourageant la définition d'autres politiques et instruments avec un rôle actif et reconnu. La stratégie du FIDA prend en compte les stratégies et propositions des autres agences de coopération et promeut les échanges et s'articule avec elles à travers le groupe de coopération et des contacts institutionnels fréquents et réguliers. De plus, elle s'harmonise avec la vision stratégique du FIDA pour 2016-2025 dans la promotion d'un partenariat stratégique entre l'État et les organisations rurales, la collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur le reboisement, la mobilisation de ressources supplémentaires, y compris auprès de la Nouvelle-Zélande, l'accent sur l'efficacité des opérations et l'introduction de produits financiers innovants.

III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays

A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures

13. La FIDA a financé sept projets et un don au Paraguay (voir l'appendice V), soit une contribution de 66,3 millions d'USD au financement total de 205 millions d'USD. La première étape d'une collaboration était axée sur le financement rural, sous la forme de deux opérations cofinancées avec la Banque interaméricaine de développement. En 1989, elle a appuyé la création d'une banque de deuxième rang, le Fondo de Desarrollo Campesino (FDC), pour financer le secteur rural. Avec le COSOP 2004, le FIDA a favorisé le renforcement du capital humain et social, l'accès aux marchés et les filières dans le cadre des projets PPR et PPI avec un cofinancement de la Nouvelle-Zélande et du PROMAFI, actuellement en voie d'approbation. À travers le PPR, le FIDA a accordé un don à la Fédération des coopératives de production pour promouvoir l'accès au crédit pour les organisations rurales renforcées dans le cadre du PPR, grâce à son association d'affaires avec les coopératives.

14. Résultats. Les opérations terminées du FIDA ont atteint quelque 75 000 familles, en plus des 5 000 familles servies jusqu'ici par le PPI. Les résultats des premiers projets des années 1980 étaient limités, et ceux du FDC étaient mitigés: le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA indique que les objectifs du FDC n'ont été réalisés qu'en partie et que 30% seulement du groupe cible ont été atteints. Néanmoins, le FDC a représenté une transformation radicale du paysage institutionnel du financement public accordé au secteur rural. Le PPR a permis une autonomisation significative des organisations rurales participantes, en améliorant la qualité des initiatives d'investissement et la durabilité. Des avancées majeures ont été réalisées sur les méthodes de préparation participative et l'exécution efficace des plans d'activité. Avec le PPR, plus de 200 organisations ont établi des liens commerciaux avec des entreprises privées industrielles et d'exportation. La pauvreté a reculé de façon significative au sein de la population concernée, de 70% à 45%. L'un des résultats stratégiquement importants du PPR (et maintenant du PPI) est l'utilisation de certificats de dépôt d'épargne pour faciliter l'accès au crédit auprès des établissements d'intermédiation financière publics et privés.

B. Enseignements tirés

15. Les principaux enseignements qui suivent sont tirés de l'évolution du portefeuille du Paraguay:
- a) Un haut degré d'autonomisation est essentiel chez les bénéficiaires: leurs organisations doivent gérer leur propre développement et leurs membres, hommes et femmes, doivent être formés à la gestion des activités institutionnelles.
 - b) Pour générer un capital social³ solide nécessaire pour assurer la durabilité, il est important de travailler au renforcement des organisations et de mesurer leur évolution en fonction de leur degré de maturité.
 - c) Les procédures d'approbation des plans d'activité doivent être transparentes et reconnues par les bénéficiaires et leurs organisations rurales et reposer sur des critères techniques et économiques.
 - d) Pour réaliser les possibilités offertes par les partenariats avec les entreprises privées, les organisations rurales ont besoin d'un appui extérieur pour renforcer leurs capacités de négociation commerciale.
 - e) L'articulation des actions entre les différentes institutions de l'État permet d'améliorer l'application des instruments et l'optimisation des ressources.
 - f) L'importance du renforcement des liens entre les organisations rurales faibles et d'autres plus développées a été démontrée. Les partenariats font baisser les coûts de transaction et améliorent la capacité de négociation et l'accès au crédit. En outre, les organisations rurales constituées en réseaux ont plus de possibilités d'établir des liens avec les marchés si elles sont à leur tour soutenues par des plans orientés vers les marchés de proximité sûrs, grâce à des partenariats stables avec les entreprises.
 - g) Les certificats de dépôt d'épargne ont réussi à faciliter l'accès des organisations rurales au crédit commercial à des conditions et des taux d'intérêt accessibles. Toutefois, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour assurer la durabilité du système et l'inclusion financière.
 - h) Le MAG doit renforcer la coordination efficace de ses services, et il est important que le FIDA soutienne ce processus.

³ Le capital social permet la coopération entre producteurs, en particulier en matière de production, commercialisation, sécurité et vie culturelle. Le terme n'inclut pas les avoirs financiers des organisations rurales ou des communautés.

IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays

A. Avantage comparatif du FIDA

16. Les principaux avantages comparatifs du FIDA sont la spécialisation sectorielle, l'expérience dans le soutien aux investissements durables dans les systèmes de production et les organisations de l'agriculture familiale et l'alignement et la collaboration avec les politiques nationales sur la base des enseignements tirés. Le FIDA est reconnu comme un allié important pour le pays en matière de développement rural et de pauvreté, avec des expériences, des contributions et des approches répliquées par le gouvernement. Les avantages comparatifs des opérations financées par le FIDA sont: i) l'investissement dans le développement du capital humain et social pour réaliser l'intégration économique et sociale; ii) la diversité et la complémentarité des instruments financiers et non financiers offerts par les projets; iii) l'accompagnement et alignement sur les priorités et les politiques visant à promouvoir des plates-formes de dialogue politique et des méthodes avec des contributions méthodologiques et novatrices; et iv) la promotion de partenariats économiques entre les organisations rurales et les prestataires de services techniques, financiers et commerciaux.
17. Les opérations du FIDA recherchent les innovations susceptibles de contribuer à résoudre la complexité multisectionnelle et multithématique de la pauvreté rurale. Le gouvernement reconnaît la spécialisation et l'expérience du FIDA et apprécie ses modalités de mise en œuvre et la vision à moyen terme de ses activités. Le gouvernement et le MAG reconnaissent la capacité et l'expérience du FIDA dans la promotion du développement rural: les résultats et les enseignements tirés de la mise en œuvre de projets dans le pays informent l'élaboration des instruments de politique du secteur en matière de capital humain, de capital social, d'accès aux marchés et d'inclusion des femmes et des peuples autochtones, dans des propositions visant les petits exploitants dans le développement des filières et l'accès aux marchés, pour créer des emplois et favoriser l'inclusion financière.
18. Au cours du processus consultatif du COSOP, le gouvernement et les représentants des producteurs ont à plusieurs reprises demandé la collaboration du FIDA dans l'expansion des expériences réussies du PPR en matière d'autonomisation (capital humain et social) et de développement de la production, d'approfondissement des questions de durabilité, d'intégration au marché et de soutien pour toutes les activités économiques rurales, y compris les microentreprises. Une priorité toute particulière a été accordée à l'inclusion financière, en considérant que le FIDA avait acquis une expérience probante dans l'appui aux mécanismes d'accès aux services financiers ruraux au Paraguay et dans de nombreux autres pays. Par ailleurs, le FIDA a été invité à apporter des expériences et des connaissances pour appuyer la stratégie du gouvernement et du MAG visant à une rationalisation équilibrée du financement avec du crédit et des ressources non remboursables. Le Gouvernement a aussi demandé que se poursuive et soit renforcé le soutien apporté aux peuples autochtones, et que des avancées concrètes soient réalisées en matière d'adaptation au changement climatique pour réduire la vulnérabilité des paysans et leur production.

B. Objectifs stratégiques

19. La stratégie prend en compte les résultats du processus consultatif, le développement potentiel des populations rurales pauvres et les obstacles auxquels elles sont confrontées, les politiques et les objectifs de développement du gouvernement, les approches stratégiques des organisations partenaires, le contexte et les perspectives macroéconomiques, le cadre institutionnel, les enseignements tirés des précédentes opérations, ainsi que les politiques, perspectives et avantages comparatifs du FIDA.

20. Au vu de ce qui précède, les principaux domaines d'engagement pour le FIDA au Paraguay dans les sept prochaines années seront: le développement du capital humain et social, le développement de la production rurale et l'intégration au marché des petits exploitants et des microentreprises, l'inclusion financière rurale et la résilience des petits producteurs face au changement climatique. La priorité sera accordée au soutien des femmes et des jeunes, et un soutien accru sera apporté aux peuples autochtones. Conformément aux politiques et stratégies nationales, la priorité sera donnée aux districts à forte concentration de pauvreté, et une approche-cadre du développement territorial complémentaire d'autres initiatives du MAG sera appliquée.
21. Le but de la stratégie est de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale dans le pays pour que d'ici à 2022 au moins 31 340 familles, dont 5 780 familles autochtones, aient durablement amélioré leurs moyens de subsistance. Les objectifs stratégiques du COSOP-AR sont les suivants:
- a) Objectif stratégique 1: Possibilités économiques durables. Le but est la durabilité de la production et des échanges. Les opérations seront orientées vers l'amélioration du niveau des revenus et des actifs des petits agriculteurs et des communautés autochtones, en soutenant la sécurité alimentaire, en développant des systèmes de production pour la consommation et la commercialisation, et les microentreprises rurales. Pour assurer une production durable, l'accès aux services essentiels sera facilité, y compris des systèmes efficaces d'assistance technique comme les services relatifs aux technologies de l'information et des communications, le bon usage des intrants, les pratiques de conservation des sols, la remise en état des terres et des forêts, l'utilisation efficace de l'irrigation, l'utilisation de ressources génétiques essentielles pour la résilience face au changement climatique et la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement des systèmes d'information d'alerte rapide. Pour la durabilité liée au commerce, la stratégie appuiera l'intégration dans les filières et, en associant les organisations rurales au système financier formel, elle ajoutera une dimension rurale à l'initiative en faveur de l'inclusion financière du Gouvernement du Paraguay. Cette initiative, dirigée par la Banque centrale du Paraguay en collaboration avec d'autres institutions publiques et privées, inclut l'éducation financière rurale et le développement de l'épargne, du crédit, de l'assurance et d'autres services.
 - b) Objectif stratégique 2: Renforcement du capital social. La stratégie continuera à donner la priorité au développement et à la mise en valeur du capital humain et social et à l'autonomisation des organisations rurales en matière de gouvernance et d'administration d'organisations, ainsi que de capacité à organiser des activités et services pour leurs membres. Un soutien sera apporté pour constituer les organisations rurales en regroupements, réseaux et associations avec des organisations de grande taille établies. Par le biais des organisations renforcées, le groupe cible améliorera son positionnement sur les marchés des intrants et produits, renforcera sa capacité à défendre ses propres droits et intérêts, y compris en matière de propriété foncière et aura un meilleur accès aux services de l'État.
22. À partir de l'objectif stratégique et les possibilités concrètes permettant de tirer parti de l'expérience et de l'offre du FIDA, trois thèmes ont été retenus pour des opérations conjointes à l'avenir (voir l'appendice I): i) inclusion financière rurale; ii) développement organisationnel rural; production et commercialisation et iii) microentreprises rurales.
23. La stratégie implique un processus de reproduction à plus grande échelle des expériences réussies du FIDA au Paraguay. Le premier objectif stratégique inclut un financement à plus grande échelle des expériences d'intégration d'organisations de

producteurs dans des filières et relations commerciales et des processus associatifs dans la production intensive et durable.

24. La stratégie suppose un renforcement de la concertation sur les politiques mettant l'accent sur: i) les marchés publics; ii) l'intégration des populations vulnérables, en particulier les populations autochtones; iii) l'inclusion financière rurale; et iv) la gestion des risques climatiques et l'adaptation au changement climatique. Les liens institutionnels seront renforcés entre les projets et les directions du MAG et d'autres organismes comme le Secrétariat à l'environnement et les institutions financières. Des partenariats seront recherchés avec d'autres acteurs du secteur, notamment la Banque mondiale, le Fonds de l'OPEP pour le développement international, la Nouvelle-Zélande et l'Agence allemande de coopération internationale.

C. Perspectives d'innovation

25. Dans le cadre de l'objectif stratégique 1, il existe des possibilités d'innovation dans les partenariats avec les entreprises privées et les coopératives, outre l'accès aux marchés publics. Une approche novatrice sera suivie pour le MAG, en appuyant les activités économiques agricoles et en se concentrant sur le recours aux technologies de l'information et des communications pour atteindre les populations rurales dispersées. Des produits d'épargne et de crédit seront développés, tels que des banques communautaires, et des incitations seront offertes pour l'ouverture de comptes d'épargne. La proposition du PROMAFI visant à mettre en place et exploiter un fonds de garantie sera renforcée, et la diffusion de l'assurance rurale sera favorisée. En outre, l'innovation dans les domaines de la production et des technologies sera stimulée et développée pour la gestion des ressources naturelles et l'adaptation au changement climatique, sous la forme de systèmes d'information et d'alerte rapide et d'un système de gestion des savoirs.
26. Au titre de l'objectif stratégique 2, des méthodes d'analyse du degré de maturité organisationnelle seront appliquées pour appuyer le processus de renforcement durable et le regroupement des réseaux et des organisations rurales de petite taille. L'innovation sera encouragée pour renforcer les capacités des communautés autochtones à parvenir à la sécurité alimentaire et l'inclusion économique.

D. Stratégie de ciblage

27. Les familles rurales pauvres composent le groupe cible, qui est formé de petits exploitants, qui représentent environ 70% du groupe cible, de salariés ruraux, de microentrepreneurs ruraux et de communautés autochtones. Le ciblage des femmes et des jeunes fera l'objet d'une attention particulière. Les critères de ciblage inclus dans les politiques du gouvernement sont compatibles avec les directives du FIDA en la matière.
28. Sur un total d'environ 250 000 familles rurales pauvres, la stratégie vise à bénéficier directement à quelque 55 000 familles, dont 28 500 sont servies par des projets existants (le PPI avec 14 500 familles, dont 800 familles autochtones, et le PROMAFI avec 14 000 familles, dont 2 500 familles autochtones) et le reste avec de nouvelles opérations. Parmi elles, au moins 27 400 familles devraient voir s'améliorer leurs conditions de vie de manière durable d'ici 2022. Les critères de ciblage sont les suivants:
- a) Ciblage direct
 - i) répartition géographique-territoriale et critères sociaux, selon un ordre de priorité des districts par concentration de pauvreté rurale, déséquilibres territoriaux et les faiblesses des institutions;
 - ii) possibilités de regroupement des initiatives déjà soutenues par des activités antérieures, avec une reproduction à plus grande échelle selon les débouchés commerciaux et l'intégration aux filières;

- iii) critères sociaux, assurant la participation et l'inclusion des personnes les plus vulnérables pour un développement territorial équilibré, en tenant compte plus particulièrement des peuples autochtones.
 - b) Ciblage axé sur la demande réelle, avec la diffusion d'informations exhaustives pour générer de la demande, appuyé par un processus de formulation et une prise de décisions participative et répondant aux besoins et aux débouchés potentiels.
 - c) Autociblage, s'appuyant sur des critères de discrimination positive parmi les projets par type de proposition de soutien, en fonction des plafonds des transferts et des dons, des engagements de contributions de contrepartie, des liens associatifs locaux et des plans d'activité adaptés aux petits exploitants, ainsi qu'aux pauvres, aux femmes et aux jeunes.
29. Pour les peuples autochtones, une combinaison de ciblage direct et territorial pour sélectionner les communautés participantes en collaboration avec l'Institut paraguayen des affaires indigènes (INDI), le Département d'assistance technique aux communautés autochtones au sein de la DEAG et les fédérations et associations autochtones.

E. Articulation au niveau des politiques

30. La stratégie contribue directement à la réalisation des objectifs des politiques à moyen et long terme du gouvernement. Il existe un lien direct entre les objectifs stratégiques de ce document et le PND. L'objectif stratégique 1 contribue à la réalisation des objectifs 5 (emploi et protection sociale des groupes vulnérables: réalisation de l'inclusion financière), 6 (compétitivité et innovation: favoriser le développement de la sécurité agricole et alimentaire des familles) et 12 (habitat mondial durable: planification pour l'atténuation des effets du changement climatique et l'adaptation à ce changement) du PND. L'objectif stratégique 2 contribue à l'objectif 3 du PND: développement local participatif. Le soutien aux peuples autochtones répond également aux politiques nationales.
31. La stratégie renforce les politiques du MAG visant à renforcer les organisations, améliorer l'accès aux services et à la commercialisation, faire avancer l'inclusion financière, utiliser de manière efficace les ressources en réduisant les dons non remboursables, renforcer le CAH et cibler le développement rural de façon large et sans exclusive dans une vision à moyen terme qui s'efforce de surmonter les contraintes structurelles.
32. Il existe aussi des possibilités de renforcer les politiques publiques sur le développement rural, en particulier sur la mise en œuvre de systèmes d'enregistrement des bénéficiaires du MAG, le cadre de financement pour les transferts aux petits producteurs (ratio des dons/prêts), le démarrage effectif des marchés publics et la simplification des procédures de mise en œuvre des projets par les organisations de petits producteurs. Le FIDA appuiera les demandes du MAG pour l'élaboration de politiques publiques sous la forme d'expériences réelles avec des projets financés par le FIDA (par exemple, l'inclusion de plans d'achats publics dans le PPI et le PROMAFI) et une assistance technique pour analyser, adapter ou élaborer des stratégies de développement rural.

V. Gestion du programme

A. Suivi du COSOP

33. La mise en œuvre de la stratégie fera l'objet d'un suivi s'appuyant sur des résultats et des indicateurs définis dans le cadre de gestion des résultats inclus dans l'appendice III. Les indicateurs de performance seront définis en fonction des indicateurs du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) et des données issues des systèmes de suivi-évaluation des projets, qui feront appel à des indicateurs spécifiques qui pourront être regroupés pour mesurer les progrès

d'ensemble. Toutes les fois que cela est possible, des études seront commandées pour mesurer l'efficacité et le degré dans lequel les buts et les objectifs ont été respectés.

34. Afin de mesurer et documenter les progrès accomplis, le FIDA et le gouvernement, y compris le Ministère des finances, le MAG et la STP et des représentants des producteurs réaliseront un examen bisannuel de la mise en œuvre du cadre stratégique. Le rapport qui en résultera présentera de manière brève les progrès accomplis sur le programme de pays, en se référant aux résultats globaux et aux objectifs convenus.

B. Gestion du programme de pays

35. Par le biais d'une supervision directe et d'un soutien à la mise en œuvre du portefeuille de financement, le FIDA maintiendra un mécanisme permanent pour accompagner et renforcer la mise en œuvre de la stratégie. En outre, le FIDA continuera à fournir un appui aux activités de gestion financière et d'achat pour assurer que les projets respectent les procédures et adoptent de bonnes pratiques fiduciaires.

C. Partenariats

36. Le principal partenaire institutionnel du FIDA au Paraguay est le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, avec lequel il met en œuvre toutes les opérations dans le pays, par l'intermédiaire de la DINCAP. Le MAG dirige la politique sectorielle et est l'organisme de contrôle pour les directions compétentes intervenant dans la mise en œuvre des projets. Les activités seront coordonnées de manière transversale avec le directeur de la Direction de la planification pour la parité hommes-femmes et les jeunes ruraux. Le Ministère des finances, sa direction chargée de la politique de la dette et le Système national d'investissement public sont les partenaires du FIDA pour les ressources de contrepartie et le financement, et veillent à ce que les projets respectent les politiques économiques et financières du gouvernement. Le Secrétariat technique de planification est un autre organisme gouvernemental qui joue rôle de premier plan dans la lutte contre la pauvreté.
37. Sur les questions d'inclusion financière et de finance rurale, la stratégie propose une collaboration et des échanges avec la Banque centrale du Paraguay, l'Agence financière de développement, le CAH et le secteur financier privé. Le Secrétariat à l'environnement joue un rôle important pour les questions environnementales et l'adaptation au changement climatique, l'INDI pour l'aide aux peuples autochtones et le Ministère de l'industrie et du commerce pour les microentreprises. Dans le secteur privé, les partenariats les plus importants ont été établis avec la Fédération des coopératives de production et avec les entreprises intervenant dans les filières soutenues par les projets, les organisations de producteurs et les organisations représentant les peuples autochtones. Parmi les institutions financières multilatérales, des partenariats sont possibles avec la Banque mondiale et le Fonds de l'OPEP pour le développement international, et parmi les donateurs bilatéraux, le FIDA collabore avec l'Agence allemande de coopération internationale lors de réunions de coordination trimestrielles avec la Direction de la planification et la DINCAP. Le FIDA étudiera également la possibilité d'approfondir le partenariat avec la Nouvelle-Zélande.
38. Pour soutenir le développement de politiques publiques en faveur des ruraux pauvres s'appuyant sur des expériences avec des activités financées, la collaboration avec le programme régional du FIDA-MERCOSUR sera intensifiée.

D. Gestion des savoirs et communication

39. Pour réaliser les objectifs stratégiques, la gestion des savoirs produits par les projets est primordiale. Remédier aux insuffisances dans ce domaine exige une bonne gestion des savoirs. À cette fin, des thèmes novateurs ont été inclus et

devront être accompagnés d'un processus pour gérer l'analyse des expériences et des enseignements tirés dans le pays, la région et au-delà.

40. L'essentiel de la production et de la diffusion des savoirs mettra l'accent sur les actions des projets. Les actions envisagées en matière de gestion des savoirs incluent la compilation, le traitement et l'analyse des processus d'information et de communication. Les activités, qui seront définies suivant les principales interventions du projet, seront soutenues par le processus de suivi-évaluation régulier, par des études spécifiques, et par la mise en place de groupes thématiques.

E. Cadre de financement SAFP

41. Le COSOP-AR recouvrira trois cycles du SAFP: 2016-2018, 2019-2021 et 2022-2024. Le PPI en cours, avec un financement du FIDA de 10 millions d'USD et un don de 710 000 USD de la Nouvelle-Zélande, se terminera en 2018. Le PROMAFI, avec un prêt du FIDA de 17 millions d'USD et un don de 5 millions d'USD du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), se terminera vers 2021. Un nouveau projet sera financé par une allocation du SAFP d'environ 17 millions d'USD pour la période suivante. Des montants similaires sont prévus pour les cycles ultérieurs du SAFP, éventuellement en complément du cofinancement du Fonds fiduciaire du FIDA et d'institutions multilatérales.

Tableau 1

Calcul de l'allocation SAFP pour la première année du COSOP

<i>Indicateur</i>		<i>COSOP année 1</i>
Notes évaluant le secteur rural		
A i)	Dispositif politique et juridique encadrant les organisations rurales	4,25
A ii)	Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	4,25
B i)	Accès à la terre	3,75
B ii)	Accès à l'eau à usage agricole	4,00
B iii)	Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	3,33
C i)	Conditions propices au développement des services financiers ruraux	4,50
C ii)	Climat favorable aux investissements pour les entreprises rurales	4,33
C iii)	Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	4,00
D i)	Accès à l'éducation dans les zones rurales	4,00
D ii)	Représentation des femmes	4,33
E i)	Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	3,25
E ii)	Responsabilité, transparence et corruption dans les zones rurales	3,75
Moyenne des notes cumulées		3,98
Notation des projets à risque (PAR)		5
Note de l'évaluation des politiques et institutions nationales		-
Allocation annuelle (en millions d'USD)		5,03

Tableau 2

Relations entre les indicateurs de performance et la note du pays

<i>Scénario de financement</i>	<i>Note PAR (+/- 1)</i>	<i>Note de performance du secteur rural (+/- 0,3)</i>	<i>Variation en pourcentage du score SAFP du pays par rapport au scénario de base</i>
Hypothèse basse	4	3,68	-27%
Hypothèse de base	5	3,98	0%
Hypothèse haute	6	4,28	31%

F. Risques et gestion des risques

42. Le risque d'évolution de la situation politique et institutionnelle est modeste. Pour l'avenir immédiat, la politique actuelle de lutte contre la pauvreté devrait être maintenue, voire renforcée. La situation économique et financière ne devrait pas poser de risque élevé, à l'exception de la possibilité d'une croissance économique plus lente qu'à l'heure actuelle.

43. Le risque d'une baisse de la contribution de contrepartie du gouvernement sera minimisé par un dialogue continu et l'engagement entre les parties.
44. La concertation sur les politiques et le soutien au développement institutionnel minimiseront le risque d'une progression lente vers la réalisation de la vision stratégique du MAG en faveur d'une approche territoriale du développement rural à grande échelle susceptible de dépasser les limites d'une vision purement agricole de la pauvreté rurale, associée à un risque institutionnel de limitation des restructurations au sein du MAG et de ses services (par exemple la DEAg).
45. Le risque de lenteurs dans l'exécution de la Stratégie nationale d'inclusion financière est faible, compte tenu de l'engagement actuel et du soutien apporté par les organisations internationales. Toutefois, il sera minimisé par les opérations du FIDA.
46. Il existe des risques liés au marché, aux prix et au climat qui pourraient influencer sur le volume, la qualité et la durabilité de la production agricole. Les mesures visant à atténuer ces risques incluent, entre autres, la diversification de la production, l'introduction de technologies de gestion de l'eau et de protection des sols, l'orientation sur la demande du marché par le biais de liens avec les entreprises agroalimentaires et la promotion de l'assurance agricole.

Apéndice I: Proceso de consulta del COSOP

A. Introducción

1. En el proceso para la preparación del Documento sobre Oportunidades Estratégicas basado en resultados (COSOP-BR) del FIDA en el País, elaborado para guiar el programa país del FIDA en Paraguay durante el periodo 2016-2022, en el mes de marzo de 2015 una misión⁴ del FIDA desarrolló la primera etapa de consultas en el país. Una segunda ronda de consultas fue desarrollada en el mes de junio 2015 en base al primer borrador del COSOP-BR para recabar la opinión, las observaciones y recomendaciones de las contrapartes interesadas, y se tomaron en cuenta para la elaboración del documento final que se presentará para la aprobación al FIDA en el segundo semestre del 2015.

2. En la primera etapa se ha llevado a cabo un extenso trabajo de consulta con reuniones y talleres de trabajo, con la participación de un amplio espectro de actores, públicos y privados, involucrados en el desarrollo rural, en la reducción de la pobreza, y en la implementación de proyectos y programas. La consulta involucró casi cien personas y las Instituciones relevantes del sector público, los Organismos de cooperación y de financiamiento internacional y de la sociedad civil. En el Anexo 1 del presente documento se presenta el listado de personas, instituciones y organizaciones con quienes se ha tenido reuniones de trabajo y consulta.

3. Con la colaboración de la Dirección General de Planificación (DGP) del Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG) fue organizado un taller dividido en dos partes: i) una primera parte institucional con la participación de las diferentes reparticiones del MAG, ii) una segunda parte con representantes de los productores, técnicos y funcionarios de diferentes niveles. La misión, por su parte, realizó un taller con organizaciones de los pueblos indígenas y representantes del sector público y de instituciones de la sociedad civil, vinculadas con la atención a los pueblos indígenas. Así mismo, fueron desarrollados encuentros de intercambio de información con los principales donantes que tienen incidencia en el sector del desarrollo rural (BID, Banco Mundial, GIZ, JICA, FAO y IICA).

4. El intercambio con las Autoridades Nacionales permitió definir que el ámbito estratégico del FIDA en el país se adscribe al Eje 1 (Reducción de la Pobreza y Desarrollo Social) y en los siguientes objetivos del Plan Nacional de Desarrollo (PND): Objetivo 3 - Desarrollo local participativo, Objetivo 5 - Empleo y protección social para grupos vulnerables: alcanzar la inclusión financiera del 100% de los hogares en 2030, Objetivo 6 - Competitividad e innovación: que incluye fomentar el desarrollo de la agricultura familiar y de la seguridad alimentaria; y Objetivo 12 - Sostenibilidad del hábitat global que apunta planificar la mitigación y adaptación al cambio climático. En relación al Marco Estratégico Agrario, período 2009-2018 (recientemente actualizado) la estrategia del FIDA responde globalmente a los objetivos de desarrollo de la Agricultura Familiar (AF), a los objetivos de la seguridad alimentaria y a los objetivos de la reducción sustantiva de la pobreza y de la exclusión social.

5. Las consultas al más alto nivel, con la Superintendencia de Bancos del Banco Central del Paraguay (BCP) permitieron obtener informaciones e intercambiar criterios respecto a la Estrategia Nacional de Inclusión Financiera y recabar información respecto a las propuestas relativas a la creación de un Fondo de Garantía. Este último tema fue objeto, entre otros temas también relevantes, de análisis con la Agencia Financiera de Desarrollo (AFD) respecto a sus experiencias en la administración de un Fondo de Garantía.

6. La misión recabó informaciones sobre el Plan de Reducción de la Pobreza Extrema "Sembrando Oportunidades" a cargo de la Secretaría Técnica de Planificación (STP), que articula las intervenciones de lucha contra la pobreza extrema de todos los ministerios e instituciones e incluye las transferencias monetarias condicionadas del *Programa Tekoporá*, administrado por la Secretaría de Acción Social (SAS). El MAG, por intermedio de su Ministro, Vice Ministro de Agricultura y Directores Generales presentó a la misión los principales lineamientos de políticas con énfasis en el programa de transferencias a beneficiarios vía crédito y fondos no reembolsables, en la reforma y el futuro rol del Crédito Agrícola de Habilidadación (CAH), en la modernización de la Dirección de Extensión Agrícola (DEAg) y el rol de las otras reparticiones del Ministerio, incluyendo un Plan de Reforma Institucional del mismo.

⁴ Claus Reiner, CPM para Paraguay y jefe de misión; Pietro Simoni, consultor; Emily Baldassari, consultora; Jorge Bello, consultor y enlace del FIDA en Paraguay

7. La consulta con representantes de productores, con las autoridades del sector público y con los representantes de la sociedad civil, permitió confirmar el elevado interés en avanzar en la definición de la nueva estrategia del FIDA y acelerar la posibilidad de diseñar nuevas operaciones. Las conclusiones del proceso de consulta han sido reflejadas en el documento del COSOP-BR, en particular en los objetivos estratégicos del mismo y en los aspectos de gestión. En los apéndices temáticos se presentan detalles de la información recabada en las diversas etapas de la consulta.

8. Las principales recomendaciones del proceso de consulta pueden resumirse en las siguientes áreas principales de involucramiento del FIDA para los próximos siete años: a) Desarrollo del capital social (organizaciones rurales) y capital humano; b) Desarrollo de la producción rural, especialmente de la AF y de microempresas, con integración económica, especialmente en cadenas de valor; c) Inclusión financiera rural (instituciones, productos, educación financiera); d) Aumento de la resiliencia de los productores pequeños frente al cambio climático. Además, de forma transversal, se priorizará el desarrollo del capital humano, especialmente de los jóvenes, de las mujeres y el desarrollo de comunidades indígenas. Se considerará el potencial y las ventajas comparativas priorizando el trabajo en un marco de desarrollo territorial y en forma complementaria con otras iniciativas del MAG.

9. El Gobierno del Paraguay señaló el interés de que el proceso de elaboración del COSOP-BR continúe y se concrete con la preparación en 2015 o inicio del 2016 de una nueva operación que se enfoque en el tema de la Inclusión Financiera Rural. El proceso de consulta concluyó con la firma de una Minuta de la Reunión Final con el Vice Ministro de Agricultura, encargado del tema, que resume los principales hallazgos y conclusiones de la misión.

B. Taller de consulta con Autoridades del MAG y con organizaciones de productores (Asunción, 3 de marzo 2015)

10. El taller fue desarrollado en dos etapas: en la primera parte fue limitado a la presencia de Autoridades del MAG y en la segunda etapa se sumaron los representantes de las organizaciones de productores. En este taller la misión explicó los objetivos y los pasos a seguir para la formulación del Documento de Estrategia. Así mismo, se presentó un breve resumen y análisis de la estrategia anterior y de las operaciones concluidas y las que se encuentran en operación.

11. El taller contó con la presencia de Autoridades y técnicos del MAG (Direcciones, Programas y Proyectos como la DEAg, DEA, DGP, DINCAP, DCEA, Dirección Comercialización (DC), proyectos en implementación como: PRODERS, PPA, PPI, una funcionaria de la STP y representantes de organizaciones de la AF (Cooperativa Redonda, Asociación ACPAMA, Asociación San Marcos, IPTA, UMA, Asociación Santa Clara, Asociación de Agricultores Ecológicos, Comité 24 de mayo, OCRC., etc.)⁵

12. Las autoridades del MAG realizaron una exposición de las prioridades gubernamentales referidas a la pobreza y al desarrollo rural, ilustraron las políticas del ministerio, destacando las actuales políticas de transferencias (70% no reembolsable y 30% reembolsable), política de crédito del CAH, desarrollo de los servicios de asistencia técnica y aplicación general de las políticas del MAG con enfoque de desarrollo con visión territorial.

13. El diálogo con las organizaciones de la AF y los representantes de gobierno permitió analizar cuales son las expectativas de futuro en relación a la posible participación del FIDA, la existencia de nuevos proyectos de otros organismos, analizar los enfoques y las ventajas comparativas, desde el punto de vista de las instituciones y de los usuarios. El interés estuvo marcado en determinar qué alcance y que aspectos, componentes, herramientas, deberían integrarse o corregirse para el éxito de los mismos. El diálogo permitió avanzar además, en la identificación de los principales problemas vinculados con la producción y la diversificación, el rol de las organizaciones de base de los productores, el acceso, uso, tenencia y control de los recursos naturales en las zonas donde habitan y se desarrollan las actividades productivas, en las limitaciones en el acceso a los servicios, la escasa inclusión financiera, las limitaciones del mercado.

⁵ Ver anexo 1

C. Taller de consulta con pueblos indígenas (Asunción, 6 marzo 2015)

14. A este taller de consulta participaron las siguientes organizaciones de pueblos indígenas : Federación Guaraní (Region Oriental); Federación por la Autodeterminación de Pueblos Indígena (FAPI) (Region Occidental y Oriental); Coordinadora de líderes indígenas del Bajo Chaco (ClibCH); Organización Pueblo Nivele (OPN), Chaco, Mujeres Indígenas de Paraguay (MIPY) ; Organización Nacional de Aborígenes Independientes (Región Oriental); Asociación de Mujeres Artesanas Nivachei (Chaco). Estuvieron presentes las Organizaciones no Gubernamentales: Tekoha; Servicio de Apoyo al Indígena (SAI) (Región Oriental); Grupo de acompañamiento a Comunidades Indígenas de Itapúa (Región Oriental); Oguasu (Región Oriental). Por parte del Gobierno del Paraguay estuvo presente el INDI y el DATCI del MAG.

15. Las organizaciones de los pueblos indígenas señalaron su satisfacción por participar en el proceso de consulta. Fueron subrayados temas muy relevantes que el FIDA deberá tomar en cuenta en las operaciones en implementación y en las operaciones futuras: es prioritaria la seguridad alimentaria, la recuperación de tierras indígenas, la reforestación y recuperación de bosques nativos, detener la contaminación y desequilibrio ambiental, recuperar semillas nativas y desarrollo de la producción manteniendo la visión y costumbres indígenas. Se recomendó evitar la superposición de Proyectos y fortalecer el papel del INDI como organismo rector. En el Apéndice VI se presentan detalles de los resultados de este taller.

D. Consultas bilaterales

16. La Misión desarrolló un intenso programa de reuniones de consulta bilaterales con Ministerios y Autoridades de diferentes reparticiones del Gobierno del Paraguay (adicionalmente al MAG con el cual se ha mantenido un constante e continuo intercambio con todas las direcciones) para conocer las líneas de políticas y de prioridades nacionales. Entre las reuniones más significativas pueden señalarse las reuniones con el Programa de la Estrategia Nacional de Inclusión Financiera (ENIF) del BCP; reuniones de intercambio de información con el Ministerio de Hacienda, con la STP, con el Ministerio de Industria y Comercio en su Viceministerio de MiPyME, la Secretaría del Ambiente, la AFD, y con el CAH.

17. **Instituciones Financieras Internacionales.** Fueron llevadas a cabo reuniones multilaterales y sucesivos encuentros bilaterales con el Banco Interamericano de Desarrollo (BID) y el Banco Mundial (BM). De particular relevancia, además del intercambio de informaciones, de conceptos y de criterios, ha sido el elevado consenso alcanzado respecto a las posibilidades de articulación y de armonización de las diferentes actividades previstas por los proyectos financiados por el BM. Se encontraron posibilidades de articulación con la FAO y con el Instituto Interamericano de Cooperación Agrícola (IICA). En el ámbito de la cooperación bilateral se mantuvieron reuniones con la GIZ y con JICA. En el Expediente 3, anexo a este informe, se presentan las principales actividades y oportunidades de colaboración y de sinergias.

18. Los resultados, recomendaciones y conclusiones de los talleres y de las reuniones bilaterales fueron analizados en la reunión final entre la Misión y la DGP primero y sucesivamente con el Vice Ministro de Agricultura, contraparte formal del proceso de preparación del COSOP. Las conclusiones y acuerdos se resumieron en una minuta firmada por las partes, y forman parte del informe del COSOP en sus diferentes secciones, apéndices y expedientes principales.

E. Proceso y taller de consulta final

19. Entre el 22 y el 27 de junio del 2015 se realizó una misión de consulta, de revisión y de definición de acuerdos, con base en el documento del primer borrador del COSOP-BR para presentar, esclarecer y desarrollar, en conjunto con las contrapartes, un análisis detallado de los documentos. La misión concentró su trabajo en reuniones bilaterales, técnicas y políticas, con las Autoridades del sector, en especial con el Ministerio de Agricultura y Ganadería y con el Ministerio de Hacienda, con las dependencias especializadas de dichos Ministerios, en particular con la Dirección de Planificación del MAG y la Dirección de Crédito Público del MH y, con la colaboración del MAG fue organizado un taller de consulta abierto a todos los asociados, incluyendo las Agencias de Cooperación bilaterales y multilaterales.

20. El proceso permitió registrar un amplio consenso sobre los enfoques y los temas propuestos, con una apreciación positiva sobre el documento en su conjunto, y la Autoridades nacionales manifestaron su conformidad con el alineamiento del COSOP-BR a las políticas nacionales y sectoriales, evidenciando como el documento responde al Eje 1 (Reducción de la Pobreza y Desarrollo Social) del Plan de Gobierno y al Marco Estratégico Institucional del MAG. Hubo consenso respecto a los objetivos estratégicos: i) *Oportunidades económicas logradas*. Se mejoraran los niveles de ingreso y de activos de productores de la AF y de comunidades indígenas apoyando los sistemas de producción para consumo y renta, y de producción de microempresas rurales y la eficiencia de los servicios de extensión. Se buscará de manera estratégica la sostenibilidad y consolidación de los procesos. ii) *Capital social fortalecido*. Se priorizará la creación de capital humano y social y el empoderamiento de las organizaciones rurales (OR) y se impulsarán las agregaciones y la constitución de redes para la consolidación y sostenibilidad; iii) *Inclusión financiera rural*. Con base a las experiencias positivas de vincular las OR al sistema financiero formal, la estrategia apoyará la Estrategia Nacional de Inclusión Financiera con acciones de educación financiera, promoción del ahorro, acceso al crédito y seguro agrícola; iv) *Producción resiliente al cambio climático*. La estrategia aumentará las capacidades de adaptación al cambio climático de los pequeños productores con la difusión y el desarrollo de prácticas adaptadas, desarrollo de sistemas de información y de alertas, ampliación del alcance de los seguros agrícolas y articulación con las otras Instituciones que tienen responsabilidad en el tema.

21. Se acordó que para fortalecer una visión integrada de la estrategia y para mayor claridad en la redacción, se mantendrán los conceptos de los cuatro objetivos estratégicos, fusionando los Objetivos (2) y (4) en el objetivo (1). Por lo tanto, la redacción final presentará dos objetivos estratégicos que sintetizarán los cuatro actualmente presentados.

22. Se subrayó y se recomendó mantener una visión territorial de abordaje, la estrategias de sostenibilidad institucional, organizacional y económico productiva, mejorar los aspectos administrativos y burocráticos, incluir en la estrategia aspectos de fortalecimiento de las Instituciones del Sector, ampliar y fortalecer los aspectos de la estrategia para jóvenes y población vulnerable (indígenas) y de género, tomar en cuenta la especificidad de las comunidades indígenas y ampliar la posibilidad de intervención a la región Occidental.

23. Se expresó consenso respecto a las ideas y perfiles de proyectos, y se recomendó definir estas propuestas de proyectos como **áreas prioritarias de interés, evitando la utilización de la definición “proyecto” e introduciendo un concepto de mayor flexibilidad. De acuerdo a esa recomendación en el COSOP-BR se mencionarán: 1) Operación en el área de inclusión financiera rural; 2) Operación en el área de consolidación del desarrollo rural; 3) Operación en el tema de generación de ingresos y microempresas rurales.** Así mismo se recomendó tomar en cuenta que, en el área de la inclusión financiera rural es necesario coordinar y articular la propuesta con el Programa Nacional de Inclusión Financiera, y los donantes como el BM y el BID, además del MAG y el área de microempresas rurales deben tomarse en cuenta otras instituciones encargadas del sector como ser el MIC, en coordinación con el MAG.

Anexo 1: Personas, Instituciones y Organizaciones Consultadas

Evento 1 – Consulta MAG y Productores de la Agricultura Familiar – 3 de marzo de 2015

	Nombre y Apellido	Entidad	Correo electrónico	Nº Teléfono
1	Roberto Dávalos	Cooperativa Redondo Ltda.		0981818133
2	Adela M. Paiva	MAG/Vice Ministerio de Agricultura	adelapaiva@gmail.com	0994880162
3	Antonio Vargas	MAG/DC	avargasze@gmail.com	0981362838
4	Carmelo Rolon	PRODERS	carmelolorolon@gmail.com	0982912579
5	Crescencia Ortíz	Asociación ACPAMA		0982878150
6	María Cristina Peralta	MAG/DEAG	Cris1964peralta@gmail.com	0983426158
7	Leticia León	MAG/DEAG	letyleon@gmail.com	0981670842
8	Edgardo Nuñez	Director DCEA	Edgar70@gmail.com	0981523851
9	Digno Cuba	Asoc. San Marcos de Yuty		0982334310
10	Eunice Rivas	STP	erivas@stp.gov.py	0971168542
11	José Ortiz	DEA- MAG	Joseortiz200780@gmail.com	021512700
12	Juan C. Bordón	Asoc. Nueva Alianza		0971711998
13	Ramón Dávalos	IPTA	Ramondavalos56@hotmail.com	0981994102
14	Juliana Gamarra	VMA	julianagamarra@yahoo.com	021493226
15	Arnaldo Mendoza	Organización Zonal de agricultores ecológicos-Horqueta		0984580895
16	Anibal Figueredo	Beneficiario PRODERS-Repatriación-Caaguazú		0975341522
17	Carlos Trinidad	Asoc. Organización Comunitarias Oñondivepa – J.Eulog.. Estigarribia		0976490694
18	Esteban Ríos López	Asoc. Santa Clara		0975313285
19	Rubén Bordón Garay	Itapua		0982471890
20	Lucio González Núñez	Comité de Comercialización 24 de Mayo-Capiibary		0973696575
21	Luciano Penayo Leiva	Comité de Comercialización 24 de Mayo Capiibary		0971476823
22	Enrique Bareiro	PPI - MAG	ebareiro@gmail.com	0981291193
23	Edilberto Saucedo	Organiz. Campesina Regional de Concepción – Horqueta	Ocrc1995@yahoo.com	0976200926
24	Teddy Estigarribia	DINCAP – PPI	teddymoura@yahoo.com	0971116464
25	María de las Nieves Matta	DEAG – MAG	susimattavals@gmail.com	021583577
26	Milmar Cardozo	DEAG – MAG	Mcardozo57@hotmail.com	0981849985
27	Carmen Sosa	DEAG – MAG	Planificación.deag@gmail.com	0982607362
28	Petrona Fretes	DEAG – ATCI	petronafretes@gmail.com	0985126240
29	Lourdes Morinigo	DGYJR – DGP	generaojuventudmag@hotmail.com	0981530542
30	Raúl Arce	DGYJR – DGP	generaojuventudmag@hotmail.com	0991914513
31	Myrian Mendieta	MAG/DGP/UCT y RI	mendietabenitez@yahoo.com	0981673314
32	Carolina Mallada	MAG – DGP	C_mallada@yahoo.com	021450466
33	Justo Vargas	MAG-DGP-UCT y RI	Justovargas79@gmail.com	021452316
34	César Baranda	CAH	Cesar.baranda@cah.gov.py	0981181439

35	Hermenegildo Alonso	DINCAP		0991470655
36	Tosao Watanabe	DGP/MAG	Tosaowatanabe83@hotmail.com	0981190550
37	Emily Baldassari	FIDA	e.baldassari@ifad.org	+59899344805
38	Santiago Bertoni	MAG – DGP		0981256202
39	Ramón Alaudes	IPTA	Ramonalaudes56@hotmail.com	0981994102
40	María Cristina Colina	PPI – MAG	kikacolinas@yahoo.com.ar	0971929449
41	Esteban Ríos López	DEAG – MAG	Planificación.deag@gmail.com	0982607362

Evento 2 – Consulta con Representantes de Comunidades Indígenas e Instituciones Indigenistas de la Sociedad Civil - 6 de marzo de 2015

1	Catalino Sosa	Federación Guaraní		0972981430
2	Atilano Legal	Federación Guaraní		0975491230
3	Hipólito Acevei	FAPI	fapi@fapi.org.py	0981756350
4	Richard Baez	GACII	richardbaez@hotmail.com	0981290781
5	Emilio Caballero	SAI	sai@sai.org.py	0981432232
6	Petrona Fretes	DEAG - ATCI	petronafretes@gmail.com	0985126240
7	Jorge Servin	INDI	presidencia@indi.gov.py	0981813470
8	Florinda Alcaraz	OGUASU	florindaalcaraz@hotmail.com	
9	Benicia Almeida	INDERT/FAO	beniciaal@gmial.com	0981680515
10	Carlos Mareco	CLIBeH		
11	Leonardo Martínez	CLIBeH		0976923831
12	Fidel Gauto	ONAI		0982767563
13	Faustina Alvarenga	MYPY/TEKOPHA	tinaalvarenga@gmail.com mujeresindigenasPy@gmail.com	
14	Mario Ortellado	OPN		0976851656
15	Daniel Sanchez	GACII	danivichini@hotmail.com	0973803960
16	Mirtha Pereira	Asesora FAPI	mirtapereira@fapi.org.py	0981363450
17	Daniela Benítez	MIPY/Asoc.de Mujeres Artesanas Nivaclei	artedaniela@hormail.com	0983931960

Evento 3 – Taller de Consulta Final – San Lorenzo, 23 de junio de 2015

1	Liliana Ramirez	DEAg/DGT	Técnica	982241229
2	Edgardo Nuñez	DCEA	Director	981523851
3	Leticia León	DEAg	Coordinadora	981670842
4	Elvio Morínigo	Viceministerio Ganaderia	Jefe de Planificación	981562783
5	Victor Mayor	DINCAP	Técnico	975601185
6	Milner Cardozo	DEAg	Jefe Departamento	981849985
7	Carmen Sosa	DEAg	Técnica	982627362
8	Petrona Fretes	DEAg /Indígenas	Jefa Depto.	985126240
9	María Miers M.	DEAg	Técnica	982895555
10	Diosnel Sosa	INDI	Técnico	981925644
11	Zully Vargas	DEAg	Jefa de Planificación	982291701
12	Graciela Gómez	IICA	Especialista	981972308
13	César Duarte	DINCAP	Director	981511291
14	Alexis Sitzmann	GEOP S.A.	Director	984186521
15	Justo Vargas	DGP/Coop. Internacional	Jefe	981179169
16	Myrian Mendieta	DGP	Técnica	982673314

Apéndice II: Antecedentes de la Economía del país

A. El país y la economía

1. La República del Paraguay, con una superficie de 406.752 km², limita con Argentina, Brasil y Bolivia, y está situado en el centro de Sudamérica. En el año 2013, se estima una población de 6,7 millones de habitantes. El Río Paraguay divide su territorio en dos regiones: la Región Oriental que abarca aproximadamente el 40% del territorio concentra el 97% de la población, mientras que la Región Occidental o Chaco representa el 60% del territorio y el 3% de la población. El territorio está cruzado en toda su extensión por numerosos cursos de agua que constituyen la red hidrográfica de la Cuenca del Plata, donde se asienta el Acuífero Guaraní, considerada una de las grandes reservas de agua dulce del planeta.

2. Durante el período 2000 – 2013, Paraguay experimentó un crecimiento de su Producto Interno Bruto (PIB) por habitante de alrededor del 60%. En efecto, la economía ha crecido sostenidamente durante la última década con excepción del año 2009 (FMI, 2012). Durante este período se observa un mejoramiento en la distribución de la riqueza entre el conjunto de la población, reflejado en la disminución del valor del índice Gini a 0,53 (CEPAL, 2012).

3. En el año 2013, el PIB per cápita es de USD 4.040 (BM, Atlas Method) y Paraguay es clasificado como país de ingreso mediano-bajo, de acuerdo al BM. En la última década, la economía paraguaya ha presentado un crecimiento promedio del orden del 4,8% pero con una dinámica muy fluctuante en su PIB observándose cifras elevadas de crecimiento, hasta 14% en los años 2011 y 2013, y decrecimiento – 4% en el año 2009 y - 1,2% en el año 2012. El crecimiento promedio del 4,9%, ligeramente superior al promedio de los países del MERCOSUR para el mismo periodo (4,3%). Dicho crecimiento se ha basado en un modelo agroproductor con poca diversificación, donde el 25% de la generación del PIB y más del 60% de las exportaciones provienen de la soja y de la carne bovina. Luego de una contracción del producto de 1.2% en 2012, causado por la sequía. En el año 2013, el PIB creció del 13.6%, siendo el mayor crecimiento económico en América Latina y el Caribe. A pesar de ello, dado que la economía tiene una alta dependencia de la agricultura, sector que se ve fuertemente influenciado por los choques climáticos y por la variación de los precios internacionales, existiendo un alto grado de vulnerabilidad y volatilidad en el crecimiento. Se estima que en el año 2014 el crecimiento ha sido del 4%. La contribución del sector primario al PIB se mantiene en torno al 27%; en tanto que su participación en la ocupación de la Población Económicamente Activa (PEA) sigue siendo significativa, alrededor del 27%, aunque levemente decreciente.

4. El modelo económico y de inserción paraguaya en el mundo ha tenido históricamente tres rubros principales: la tradicional exportación de productos forestales, agrícolas y pecuarios; la exportación de la energía hidroeléctrica a los países vecinos y la intermediación comercial o triangulación. El incremento sostenido de las exportaciones del Paraguay a partir del año 2004 como también del PIB, si bien se ha debido mayormente al modelo mencionado y en algunos casos a incrementos de productos elaborados, con mayor valor agregado.

5. En 2013, el valor total de las exportaciones ha sido de aproximadamente USD 7.350 millones. Un importante componente de las exportaciones es la energía eléctrica, fundamentalmente a Brasil, por un monto aproximado de USD 2.100 millones en el mismo año. Las importaciones suman aproximadamente USD 12.300 millones y uno de los principales proveedores es China (Fuente CADEP). Son 25 los principales productos de exportación, de los cuales 8 son *commodities* agrícolas y 17 rubros del sector manufacturero. A las tradicionales exportaciones de semillas de soja y de carne congelada, se han unido otros rubros como el trigo, maíz, sésamo y arroz. Todos estos *commodities* agrícolas han representado en promedio el 58% de las exportaciones paraguayas en el último decenio. Las exportaciones manufactureras han representado el 30% de todas las exportaciones en el mismo período de tiempo, destacándose las agroindustrias (aceite de soja, azúcar orgánica, cueros, textiles) pero también los rubros de productos químicos y plásticos. La Unión Europea está incrementando sus importaciones. El 36% de las exportaciones se realizan en el marco de los acuerdos MERCOSUR y asociados.

6. Los importantes avances logrados en el aspecto macroeconómico, con sólidos resultados en el ámbito fiscal, monetario ha permitido el inicio de importantes reformas sociales. Entre las más

resaltantes en los últimos años, se encuentran el acceso gratuito a la atención primaria de la salud y a la educación básica, y la expansión de los programas de transferencia monetarias condicionadas con impacto sobre las poblaciones más vulnerables. El tipo de cambio se ha mantenido estable en los últimos años, con una leve tendencia a depreciarse en el 2014.

7. El resultado de la política monetaria de Paraguay se refleja en el logro de uno de los niveles de inflación más bajos a nivel latinoamericano. El país posee una política monetaria creíble, finanzas públicas sólidas y un sistema financiero sólido. La inflación se ha mantenido muy baja en los últimos diez años, con un valor del 5%, aproximadamente, en el año 2013. La tasa de cambio es muy estable, con tendencia a una revalorización del PYG frente al USD, pasando de aproximadamente PYG 5.000 por un USD en el año 2010, a PYG 4.400 por USD en el junio del año 2014.

8. La política fiscal se ha caracterizado por una buena dinámica de los ingresos y a un manejo prudente de los gastos, que ha permitido alcanzar una consolidación de la deuda, donde la misma ha disminuido sostenidamente desde 50,5% del PIB en 2003 a solo 11,5% del PIB en 2013, estimándose para el 2014 un aumento al 19,0% del PIB. Además de ello, se han dado continuos superávits fiscales a partir del 2003 hasta 2011, hecho que se revirtió en déficits sucesivos en 2012 y 2013 (1,6% y 1,9% del PIB respectivamente), y el estimado para 2014 que es de 1.7% continuando el déficit. La reversión de los resultados fiscales se debió a un fuerte crecimiento de los gastos y en especial de los gastos corrientes. El incremento de dichos gastos se origina en 2009, manteniéndose así los dos años siguientes y dando un salto importante en los años 2012 al 2014. A este resultado contribuye el hecho de que el sector que más impulsó el crecimiento del 2013 —el agrícola— sigue haciendo una contribución muy baja a la recaudación tributaria en términos relativos.

9. En la Ley de Responsabilidad Fiscal, aprobada a fines del 2013, cuyo principal objetivo es el de promover un manejo fiscal responsable, que contribuya a la estabilidad y sostenibilidad de las finanzas públicas, imponiendo un mayor grado de disciplina fiscal a través de una serie de reglas fiscales. Entre ellas, se estipula un tope del déficit fiscal de un 1,5% del PIB. Asimismo, se limitan los aumentos de los gastos corrientes a un 4% más la tasa de inflación. Adicionalmente, ante el riesgo de que el sistema tributario actual este llegando a su potencial de recaudación, serán requeridos ajustes en materia de ingresos, que permitan al Gobierno incrementar la presión tributaria, que actualmente representa alrededor del 12% del PIB, siendo una de las más bajas de la región.

10. El relacionamiento económico externo de Paraguay está caracterizado por la alta apertura comercial y la libre movilidad de capitales. Desde el 2002 hasta el 2013 se han registrados resultados favorables de Balanza de Pagos verificándose un aumento de 9 veces del monto de las Reservas Internacionales, pasando de USD 641 millones a un nivel de USD 5.871 millones, estimándose USD 7.240 millones para el 2014. En dicho periodo han predominado los superávits en cuenta corriente y en cuenta de capital. El alto nivel de reservas internacionales permitiría absorber posibles choques financieros y reales a la economía. Las reservas cubren ampliamente las obligaciones de deuda de corto plazo y a finales de 2013 representan el 20% del PIB y respaldan aproximadamente el 85% de la liquidez total del sistema bancario (depósitos totales en moneda local). Durante el 2013, los términos de intercambio evolucionaron favorablemente, presentando la tasa interanual un incremento del 12%, derivado principalmente del aumento de la importancia relativa en la exportación, de los bienes procesados a partir de la soja, como la harina y el aceite.

11. Para el 2014 y más allá, se espera que tanto las exportaciones como las importaciones sigan mostrando una dinámica creciente, considerando que la evolución de la economía mundial y regional podría abrir cierto espacio para que aumente el volumen exportado por la región, así como las exportaciones de servicios y la recepción de remesas. Sin embargo, el crecimiento de la demanda interna, asociado a cierto dinamismo del consumo y a un eventual aumento de la inversión, podría ocasionar un incremento en las importaciones de bienes y servicios. Por otra parte, la menor disponibilidad de liquidez a nivel internacional a partir de la reducción de la adquisición de activos por parte de la Reserva Federal de los Estados Unidos durante el 2014, podría incidir en un menor flujo de inversión de cartera y en nuevas salidas de flujos financieros por parte de inversores de países de la región.

12. Una característica relevante de la economía paraguaya es la generación de energía hidroeléctrica de las represas de Itaipú y Yacyretá, que representan entre el 10 y el 15% del total de las exportaciones y generan importantes royalties, así como la agricultura altamente mecanizada del

sistema sojero y la ganadería, que representan cerca del 50% de las exportaciones. Sin embargo, los altos índices de pobreza y desigualdad siguen siendo importantes desafíos de desarrollo. La pobreza alcanza a uno de cada tres paraguayos, mientras que la pobreza extrema, a uno de cada cinco.

13. Paraguay está entre los principales productores de energía renovable y actualmente tiene el superávit per cápita más alto del mundo en producción de energía eléctrica. En total, el consumo interno no supera el 16% de la producción. A esta dotación actual, se puede sumar el potencial adicional de los recursos hídricos interiores, así como otras tecnologías, como la eólica y la solar, para las cuales el país cuenta con condiciones propicias.

14. El consumo energético nacional está conformado por hidroenergía con 57% (Itaipú, Yacyretá, y Acaray), el 27% de biomasa (leñas y productos de caña) y el 16% de hidrocarburos (Diésel, gasolina y otros derivados). El 80,7% de la energía eléctrica paraguaya es exportada a Brasil y Argentina.

15. **El sistema financiero paraguayo** se ha venido fortaleciendo en los últimos años en términos de rentabilidad, liquidez y capitalización. Se caracteriza por un sector bancario y financiero regulado por el Banco Central de Paraguay (BCP) y un sector cooperativo regulado por el Instituto Nacional de Cooperativismo (INCOOP). Su profundidad en relación al nivel de ahorro privado (depósitos/PIB) alcanza 46% y de bancarización, como proporción de deudores en relación al PEA es de 30%, y como proporción de los depositantes es de 27%. En términos de intermediación financiera alcanza (38% créditos/PIB), y el plazo promedio de colocación (2 años), están entre los más bajos de la región, ya de por sí está caracterizada por un sector financiero por debajo de su nivel de desarrollo económico.

16. El sistema se caracteriza por el exceso de reservas de los bancos, lo que desvirtúa los incentivos del mercado y afecta la capacidad del BCP, que es el encargado de promover la estabilidad financiera y dirigir la política monetaria. Los bancos mantienen abundantes reservas líquidas como medida de precaución, debido especialmente a una alta proporción de depósitos a corto plazo (70,5%) y la falta de un instrumento eficiente para que el BCP pueda manejar la liquidez. Las cooperativas presentan importantes vulnerabilidades en la supervisión interna, especialmente la de ahorro y crédito, debido a que la entidad de supervisión externa, la INCOOP, presenta debilidades en cuanto a la falta de herramientas especializadas y la falta de una mayor capacitación del personal a cargo de la tarea. Las micro finanzas han ido adquiriendo importancia pero atienden solo el 17% de los potenciales clientes de sistema financiero. En el sector de pequeños productores las mujeres están en desventaja y sólo el 16% tienen acceso al crédito (los hombres el 26%).

17. El mercado de capitales de Paraguay es poco profundo con volúmenes negociados en la Bolsa de Valores y Productos de Asunción (BVPASA) por solamente USD 400 millones anuales, acciones negociadas equivalentes al 0,1% del PIB y capitalización en el mercado de 4,0% del PIB. Los inversores institucionales tales como fondos de pensiones, empresas de seguros, y el Gobierno prácticamente no participan en el mercado de capitales. Las cajas de pensiones y jubilaciones existentes carecen de un marco regulatorio con una visión global y sistémica, que permita integrarlas en un sistema nacional de pensiones, por lo que se ha transformado en un sistema muy fragmentado, con asimetrías en sus beneficios, y permanentes déficits financieros que significan una importante carga financiera para el Estado.

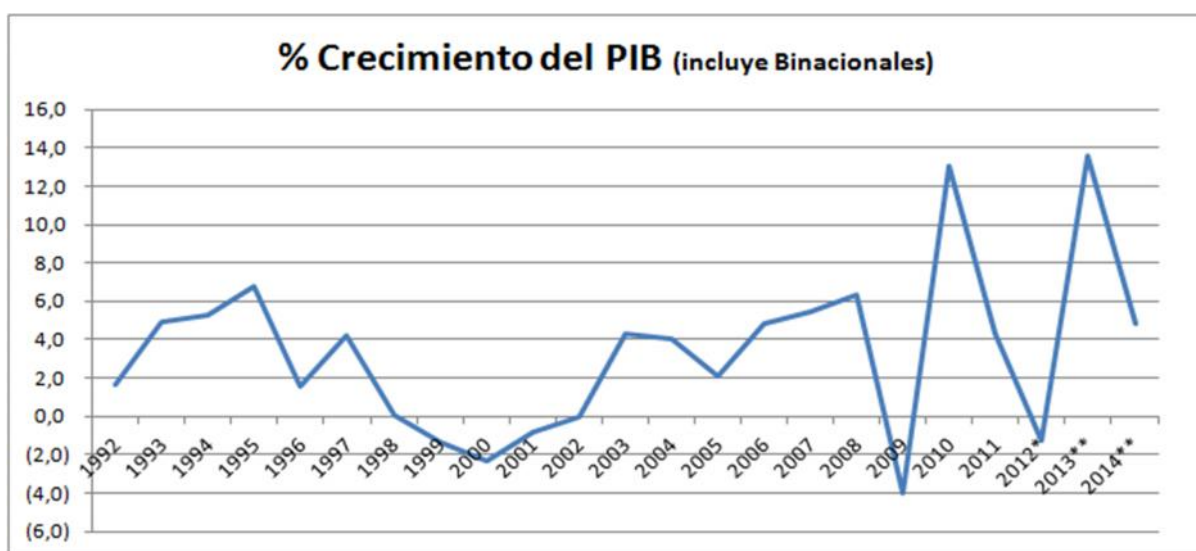
18. El objetivo del Gobierno es mejorar las condiciones de acceso al financiamiento de largo plazo y fomentar la inclusión financiera de una gran parte de la población, especialmente de sectores rurales, y MIPYMES que hasta hoy han estado excluidas. El Gobierno espera implementar un conjunto de reformas a las normas del sistema que incluyen al Banco Central del Paraguay, el mercado de capitales y el sistema de pensiones. Asimismo, quieren fortalecer la banca pública de primer y segundo piso de tal manera que desempeñe roles complementarios a la banca privada y buscan impulsar el desarrollo de productos financieros que incentiven la inclusión financiera de personas y MIPYMES, y el acceso al mercado de la vivienda.

19. **El desarrollo industrial** ha sido escaso en los últimos años. En efecto, la participación del sector en la generación del PIB ha venido disminuyendo como consecuencia de un mayor dinamismo presentado por los otros sectores de la economía. La estrechez del mercado local y la mayor competitividad de productos manufacturados importados del exterior y el ingreso ilegal de productos manufacturados limitan severamente el desarrollo de la industria local. El sector industrial produce aproximadamente 25% del producto interno bruto de Paraguay (PIB) y emplea a cerca de 18% de la

fuerza laboral. El país tradicionalmente de economía agrícola, está mostrando algunas señales de crecimiento industrial a largo plazo. La industria farmacéutica ya produce el 60% de lo que es consumido en el país, exportando por casi USD 40 millones anualmente. La industria metalmecánica también se afianza solo en el primer semestre de 2011, las exportaciones paraguayas de máquinas y equipamientos metalmecánicos e electrónicos alcanzaron USD 15 millones, siendo que está previsto alcanzar sobre los USD 50 millones al fin de año.

20. **Principales Indicadores socio económicos.** El desempleo formal es del orden del 5% con un 39% de ocupados en el sector informal y una población activa del 68,5%. El Índice de Desarrollo Humano con un valor de 0,761, coloca Paraguay en el puesto 107 a nivel mundial y en el puesto 15 para Latinoamérica. El gasto público social es del orden del 11% del PBI. La mortalidad materna, a un nivel de 100 muertes por 100.000 nacidos, es más del doble que en los países del Cono Sur. De manera similar, la tasa de mortalidad infantil, de 17 muertes por 1.000 nacidos vivos, si bien ha mejorado en la última década, sigue siendo significativamente superior al promedio de la región. Entre el 2009 y el 2011, el embarazo adolescente se incrementó en 4% según el registro de la cantidad de nacidos vivos de madres de 10 a 14 años. De los nuevos diagnósticos de VIH registrados en el 2010, 3 de cada 100 personas infectadas tienen menos de 15 años y 6 de cada 100 entre 15 y 19 años.⁶

Figura 1: Crecimiento del PIB de Paraguay, 1992-2014



21. **Las actuales políticas macroeconómicas y globales del GdP**, responden al Plan de Gobierno *Nande Paraguay*, la visión social y económica del país”, que son propuestas del gobierno actual. Consta de cuatro ejes principales: i) Capital Humano: salud con los objetivos sectoriales de ampliación de la cobertura y calidad de servicio; infraestructura sanitaria, sistema agua potable en zonas vulnerables, construcción de hospitales, ampliación equipamiento de punta, formación de médicos enfermeras y técnicos, mejorar la estructura salarial; ii) Capital humano: educación con el objetivo sectorial de educación de calidad con equidad para el desarrollo y la competitividad, infraestructura básica y mejora de la calidad enseñanza; iii) Instituciones y Regulaciones con el objetivo sectorial de promover las inversiones productivas y la competencias modernizando regulaciones y registros públicos, volver realidad los derechos de los consumidores, revisión de la carga tributaria, liberara sistemas de precios y de mercados regulados, modernizar el sistema de financiamiento mercado de capitales, profundización de la banca pública, mayor bancarización; iv) Gestión pública: servicios públicos eficientes y gestión por resultados: descentralizar recursos y gestión a gobiernos locales, reorganizar ministerios y secretarías, reorganizar empresas publicas asegurar sostenibilidad fiscal y monetaria.

22. De manera más específica el marco de políticas generales vigente considera prioritario y estratégico avanzar en la lucha contra la pobreza del medio rural y los objetivos prioritarios trazados

⁶ Cartilla Adolescente. Fondo de Población de las Naciones Unidas, Embarazos adolescentes en Paraguay: un reto para el logro del Desarrollo, Asunción, 2013.

por el Gobierno, entre los que se destaca el “Crecimiento económico sostenible” y el “Combate a la pobreza y a la exclusión social”, en armonía con los diversos programas focalizados para combatir la pobreza y específicamente la pobreza rural. El marco de estas políticas, imponen relacionarse e interactuar, a diferentes niveles y con numerosas instituciones públicas: las más relevantes, desde un punto de vista de la políticas son: i) La Secretaría Técnica de Planificación (STP) que responde directamente al Presidente de la República, con la responsabilidad de asegurar la implementación del Plan de Gobierno y, entre otras la responsable del plan “Sembrando Oportunidades⁷”. ii) La Secretaría de Acción Social, con rango de ministerio, es encargada de la ejecución de las políticas sociales y de lucha contra la pobreza, como es el programa Tekoporá. iii) El Ministerio de Hacienda, cuenta con el Sistema Nacional de Inversión Pública (SNIP) responsable de las autorizaciones para nuevos financiamientos externos y por medio de la Dirección de Inversión Pública, monitorea y coordina la ejecución de todos los proyectos con financiamiento externo, acompañando las gestiones para asegurar sus respectivas contrapartidas nacionales, y, iv) El Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG) es responsable de la aplicación de las políticas agrícolas, ganaderas, forestales y de desarrollo rural.

23. **Perspectivas económicas.** En líneas generales, las perspectivas macroeconómicas son favorables; sin embargo, la vulnerabilidad se mantendrá, en cierta medida, a corto plazo. En los próximos años el crecimiento económico del Paraguay regresará a sus niveles históricos de entre 4,5% y 5% (según los datos suministrados por el BCP, se estima un 4% para 2014). A mediano plazo, de mantenerse el marco macroeconómico del Gobierno, aumentará el PIB y se reducirá su volatilidad; asimismo, se prevé que las políticas estructurales fomentarán las inversiones privadas, mejorarán la productividad e incentivarán la diversificación económica. No obstante, las sequías, las inundaciones y otros fenómenos climáticos seguirán teniendo una incidencia importante en el crecimiento del PIB. El Paraguay es una economía pequeña y cada vez más abierta, por lo que continuará expuesto a riesgos como las fluctuaciones en la demanda internacional y los precios de los productos básicos en el caso de sus exportaciones agrícolas. En este sentido, una perspectiva económica desventajosa para Brasil y Argentina constituye otra fuente de riesgo para la economía paraguaya.

24. En su estrategia país del 2014, el BID estima que, sin considerar nuevas emisiones de bonos y un nuevo plan de inversión, las necesidades anuales de financiamiento del Gobierno requerirán USD 920 millones en 2014 a USD 418 millones en 2018. No obstante, en el informe se observa que la ocurrencia de shocks externos y desastres naturales podrían generar un incremento de las necesidades de financiamiento (especialmente, una mayor demanda por recursos externos), dada la vulnerabilidad de la economía paraguaya a estos eventos.

B. El sector agropecuario y lo rural

25. El sector agropecuario tiene una significativa participación en la estructura del PIB del país, con el 27%. En el año 2013, el sector experimentó un formidable crecimiento del 31% respecto al año 2012, muy superior al registrado por los sectores de la industria y construcción (8,3%) y al que mostrara el sector servicios (8,9%). El aprovechamiento de los recursos naturales en actividades agrarias adquirió una significativa expansión en los últimos años, alcanzando, según el Censo Agropecuario Nacional 2008, los 31 millones de ha (actualmente se estima aproximadamente 33 millones de ha, equivalentes al 76% de la superficie total del país). Debe señalarse que el potencial de expansión de la producción agraria sigue siendo significativo.

26. La estructura del sector en cuanto a número y tamaño de fincas muestra algunos cambios en el período intercensal 1991/2008, El total de fincas de acuerdo al Censo Agropecuario Nacional (CAN) 2008 se sitúa en 289.666, un 5,7% menos que las registradas en 1991. Se verifica un descenso del número de fincas de menos de 5 ha (3,9%) y de 10-20 ha (12,8%), en tanto se mantiene estable el estrato de entre 5 y 10 ha. En el otro extremo crecen significativamente la cantidad de fincas de los estratos de 100 a 500 ha (34,8%) y de más de 500 ha (56,9%). De acuerdo a la información del Censo Agropecuario 2008, el 62% de los productores son propietarios, el 24% ocupan tierras, el 3% alquilan tierras y el resto corresponde a diferentes combinaciones de propiedad, alquiler y ocupación.

⁷ Es el programa coordinado por la STP, ejecutado en varias dependencias ministeriales como: MAG, MOPC, SALUD PUBLICA, EDUCACION, etc.

27. La agricultura empresarial, que es la productora de soja, trigo y la ganadería extensiva está en continuo crecimiento, asentada sobre los mejores suelos agrícolas, en donde el 9% de los productores, concentran el 94% del territorio. En contraste, al otro 91% de los productores rurales le corresponde tan solo el 6% de las tierras, con suelos en degradación, y a cuyo segmento le corresponde la mayor parte de la Agricultura Familiar (AF) concentrados en los departamentos de Concepción, San Pedro, Caaguazú, Guairá y Caazapá. Estos departamentos constituyen una franja central de la planicie de la región oriental del Paraguay. Presentan una alta densidad de AF, al concentrar cerca del 70% de las familias que corresponden este grupo rural, según datos de la Dirección General de Censo y el Registro Nacional de la Agricultura Familiar (RENAF).

28. La política general del sector, responde al Marco Estratégico Agrario, período 2009-2018 cuyos objetivos son: “Incrementar en forma sostenida y sostenible, la competitividad de la producción agropecuaria y forestal orientada por demandas de mercado, con visión de sistemas agroalimentarios transectoriales, socialmente incluyentes y equitativos, orientados a satisfacer el consumo interno y apuntando igualmente a las demandas del sector externo, promoviendo otras producciones rurales no agrarias generadoras de ingresos y empleos en el medio local-territorial interior”, contribuyendo al objetivo específico de apoyar: “el desarrollo de la Agricultura Familiar y seguridad alimentaria como eje de la política sectorial, generar las condiciones institucionales adecuadas para el acceso a los servicios, promoviendo la producción competitiva de alimentos suficientes y de otros rubros comerciales, generadores de ingresos garantizando su inserción equitativa y sostenible en el complejo agroalimentario reflejado finalmente, en la reducción sustantiva de la pobreza y la exclusión social.” Este marco ha sido actualizado en el año 2014 con un documento en etapa de borrador denominado: “Marco Estratégico Institucional del MAG”.

29. Las Políticas de acceso a la tierra, se establecen por intermedio del Instituto Nacional de Desarrollo Rural y de la Tierra (INDERT ex-IDR) integrante del sistema MAG, como instrumento especializado, independiente y autárquico de acción técnica y legal. El GdP, hace mucho tiempo está abocado a desarrollar procesos de adjudicación de tierras, no siempre con éxito. La tierra en Paraguay es considerada como un “bien de capital” y por tanto su propiedad debe ser protegida por la Ley y el Estado. El acceso a ella implica, por un lado un compromiso económico a partir de un precio de mercado: no obstante se reconoce en relación a la tierra un fin superior, y un derecho de los ciudadanos, sobre el cual el Estado debe intermediar facilitando el acceso a la misma, regularizando y vigilando el buen uso y conservación de los suelos con fines productivos.

30. **La tenencia de la tierra y la pobreza en Paraguay.** En el cuadro 1 que se encuentra a continuación, se puede apreciar la cantidad de fincas por cantidad de superficie, y los datos para comparar en relación al total del país y específicamente las fincas de la región oriental.

Cuadro 1: Cantidad de Fincas por Estrato

Total del País		< de 5 ha	de 5 a <10 ha	de 10 a < 20 ha	> de 500 ha
CAN 2008	289.666	118.003	66.218	57.735	7.478
CAN 1991	307.221	122.750	66.605	66.223	4.765
variación %	-5,7%	-3,9%	-0,6%	-12,8%	56,9%
Región Oriental Total		< de 5 ha	de 5 a <10 ha	de 10 a < 20ha	> de 500 ha
CAN 2008	281.476	116.438	66.118	57.578	4.207
CAN 1991	300.523	121.874	66.364	65.932	2.641
variación %	-6,3%	-4,4%	-0,4%	-12,7%	59,3%

Fuente: Elaboración propia en base a Dirección de Censo y Estadística Agropecuaria. CAN 2008

31. La política vigente procura regularizar situaciones resultantes de procesos de “colonización espontánea”, que hoy ha creado un “estado de situación” de muchas familias de campesinos, ocupantes de tierras por más de una generación, pero sin ningún derecho “formal y legal” sobre la misma, lo cual le impide formalizar sus actividades productivas y empresariales. Esta situación dificulta el acceso al crédito y las decisiones de inversiones para el mejoramiento de la tierra. Las situaciones más comunes son: i) muchos pequeños productores campesinos, colonos del ex – IBR y actual INDERT, todavía sin título; ii) Ocupantes de tierras fiscales; iii) ocupantes de Propiedades intestadas o en proceso sucesorio vacante. El acceso a la tierra y la legalización de la tenencia, constituye hoy en el Paraguay una fuente de permanente tensión social y de conflicto político. Es un problema de difícil solución a corto plazo y su brazo ejecutor, el INDERT, no logra transformar las

declaraciones en acciones, y tiene dificultades presupuestales, legales, técnicas y burocráticas para cumplir su misión. En el Cuadro 1 se muestra el número de fincas por tamaño.

C. La Pobreza Rural

32. De acuerdo a los datos de la Encuesta Permanente de Hogares (EPH) realizada en 2014, la población total de Paraguay es de 6,77 millones de personas, de las cuales el 22,6% son pobres (extremos y no extremos). Comparativamente con la incidencia observada en el 2013, se nota una leve disminución (1,2 puntos porcentuales). El total de personas que se encuentran en situación de pobreza es de aproximadamente 1,53 millones de personas. El 40% de la población total (2,7 millones de personas) vive en el medio rural, de los cuales el 32% (871 mil personas) son pobres y 19,2% extremadamente pobres, valores mucho más altos que en el medio urbano. Del total de personas rurales pobres, el 40% (348.000 personas) son pobres por canasta alimentaria, mientras que 523.000 (60%) padecen una situación de extrema pobreza (alimentaria y no alimentaria). Los pobres rurales son el 32% del total de la población rural del país (detalles en los Cuadros 5 y 6). Se registró una leve reducción del nivel general de pobreza del 1,2% en el 2014, manteniéndose una tendencia decreciente durante los últimos 8 años. Pese a la disminución de la pobreza total durante el 2014 y la implementación de políticas públicas hacia los más vulnerables, el nivel de paraguayos en situación de pobreza extrema se situó en el 10,5% de la población, registrando un aumento del 0,4 puntos porcentuales respecto al 2013. La pobreza extrema abarca a las personas que viven con menos de 2,1 USD por día. Actualmente existen en el país 710.000 pobres extremos en comparación al 2013 que eran 677.000 personas. De la totalidad de pobres extremos, en el área urbana se observa un leve descenso de 5,1% a 4,6%, en tanto que en el área rural se observa un aumento de casi dos puntos, es decir de 17,6% a 19,2% de 475.000 a 523.000 personas.

33. En el informe de la STP, se destaca que a pesar de los buenos resultados de la economía, con un aumento por encima del 4% en 2014, que favorecieron a varios sectores de la población, el efecto “derrame” sobre la población más vulnerable tropezó con dificultades debido a la falta de sistemas mecanizados, tecnología para aumentar la productividad en el campo y a causa de condiciones climáticas adversas (especialmente inundaciones) que arrasaron cultivos agrícolas de la mandioca, sésamo, a los que se sumó el fracaso en la colocación de la chía por saturación del mercado. Otro hecho que afectó en 2014, fue el bajón de los precios de los *commodities* que incidió con fuerza sobre los ingresos de las familias rurales, no solo en Paraguay sino en todos los demás países productores de alimentos.

34. La tasa de analfabetismo también es más elevada en el área rural (8,1%), que en el área urbana (2,4%). El índice de masculinidad es algo superior tanto para los pequeños productores de la AF como en las comunidades indígenas. La falta de oportunidades del medio rural ha generado un fenómeno de migración campo/ciudad y a países vecinos, resultando en el aumento constante de hogares rurales con jefatura femenina. Por cada 100 hogares en situación de extrema pobreza, el 34,2% tienen mujeres como jefas de hogar.

35. Si bien la pobreza ha disminuido considerablemente en los últimos 8 años, las arraigadas desigualdades y la exclusión continúan creando obstáculos para las oportunidades. Las mejoras han sido particularmente fuertes en la reducción de la desigualdad de género. Sin embargo, la representación de las mujeres en la política y los negocios continúa siendo baja: ocupan apenas el 12,5% de los escaños parlamentarios y en apenas 1 de cada 5 empresas una mujer ocupó un puesto directivo en 2011. Las comunidades indígenas del Paraguay siguen (Informe Doing Business (2014), perfil del Paraguay: www.doingbusiness.org), careciendo de un acceso adecuado a los servicios básicos. Los pueblos indígenas tienen un índice de analfabetismo significativamente mayor que el de la población general y suelen ser identificados como el grupo más discriminado del país. El Paraguay posee uno de los regímenes de propiedad de tierras más sesgados del mundo y el más desigual de América Latina: el 2% de los establecimientos agrícolas ocupa el 82% de las tierras agrícolas explotadas.

36. Desde 2011 se han registrado mejoras considerables en los niveles de bienestar. Igualmente, la desigualdad se redujo por debajo de 0,48 por primera vez en los últimos 15 años. Estos cambios reflejan la tasa de aumento del ingreso entre las personas pertenecientes al 40% inferior de la distribución (los primeros dos quintiles), que fue 2,5 veces más alta que el de la persona promedio (14% y 5,6%, respectivamente).

37. Considerando los datos de años anteriores, se verifica que, pese a que los ingresos per cápita del Paraguay aumentaron un 22% entre 2003 y 2011, los niveles de pobreza extrema se mantuvieron persistentemente elevados. En 2011, 3 de cada 10 personas vivían por debajo de la línea de pobreza y el 18% no podía hacer frente al costo de la canasta básica de alimentos (los extremadamente pobres), con lo cual el país figuraba entre los más pobres de América Latina. En los ocho años transcurridos entre 2003 y 2011, los ingresos de las personas situadas en los dos quintiles inferiores de la población aumentaron a un ritmo ligeramente mayor que el de la persona promedio (4% y 3,3%, respectivamente), pero este crecimiento no fue suficiente para reducir de forma significativa los elevados niveles de pobreza extrema y desigualdad de ingresos.

38. En su mayoría, los pobres rurales son, varones y mujeres con limitadas cantidades de capital, tierra y conocimientos para generar negocios rentables. Muchos son productores de la AF y deben completar sus ingresos como trabajadores sin especialización, por jornal o asalariados fuera de sus fincas, quedando éstas a cargo de las mujeres.

39. La estabilidad macroeconómica ha sido la base para el crecimiento positivo, el empleo y la reducción de la pobreza. Las elevadas tasas de crecimiento económico generaron nuevas oportunidades laborales también para las numerosas personas pobres en los sectores mejor remunerados (como la construcción y la administración pública) y otros tipos de empleo (como la agricultura asalariada).

40. Las principales estrategias de subsistencia de los pequeños productores de la AF (235.904 unidades productivas) son: (i) actividad agrícola o ganadera en la propia finca (53,6%); (ii) trabajo fuera de finca solamente (2,2% incluyendo actividad agropecuaria y no agropecuaria); (iii) trabajo dentro y fuera de la finca (40,4%). Las principales actividades productivas son las hortalizas, granos y leche.

41. **Los pueblos indígenas** conforman alrededor de 115.000 personas, de los cuales 113.000 viven en comunidades en el medio rural, el 52% está localizado en la región oriental y 48% en la región occidental. Según datos de la Encuesta Nacional de la Dirección de Estadísticas Encuestas y Censos (DGEEC) y de UNICEF (mayo-junio 2008), hay 20 pueblos indígenas en Paraguay, divididos en cinco grupos lingüísticos diferentes. El pueblo Mbya es el de mayor población y más extendido (19% del total). Los pueblos indígenas del Paraguay constituyen el 24% de la población rural más pobre.

42. El “Diagnóstico y propuestas para el desarrollo de una política pública de seguridad alimentaria y nutricional de los pueblos indígenas en Paraguay” de la FAO (2014), con apoyo del INDI y del MAG, sostiene que la pobreza extrema entre los niños indígenas es 2,4 veces más que la pobreza extrema de la niñez paraguaya, en tanto la desnutrición crónica en niños no indígenas es del 17,5% mientras que en niños indígenas es del 41,7%. Esta pobreza extrema guarda relación directa con la falta de disponibilidad y acceso a alimentos en cantidades, calidades y variedades suficientes. Las principales actividades agrícolas de las comunidades indígenas son los cultivos maíz, mandioca, porotos y hortalizas, fundamentalmente para el autoconsumo de la propia familia. Las comunidades indígenas de Paraguay no cuentan con servicios básicos, como asistencia médica y escuelas y muchos miembros de los distintos pueblos carecen de certificados de nacimiento. Existen comunidades viviendo en aislamiento voluntario. Los departamentos de la región oriental con mayor número de población indígena son Canindeyú con 13.500 personas y Caaguazú con 9.400, que en conjunto representan el 46% de la población indígena de los departamentos del área del proyecto.

43. Los pueblos indígenas son afectados por el avance de la producción de soja, el uso de pesticidas y otros agroquímicos, con el consiguiente desplazamiento territorial y empeoramiento de condiciones de sobrevivencia. Aspecto que supone una nueva y peligrosa amenaza, considerando que la carencia, en muchos casos, de títulos de propiedad de territorios tradicionales de las comunidades indígenas, facilita el avance por parte de latifundistas y grandes terratenientes. Las dificultades para conseguir mejores salarios como trabajadores en las fincas de los grandes agricultores o ganaderos, sumadas al proceso de desplazamiento mencionado, obligan al abandono de comunidades y generan migraciones a las ciudades, donde los indígenas pierden valores tradicionales y entran en dependencias.

44. **Pobreza por departamentos.** Los datos con los que se cuenta, son los del Censo 2002. La distribución de la pobreza a nivel departamental no es homogénea. De acuerdo a los datos del Censo Nacional de Población y Viviendas de 2002, Itapúa, Paraguarí, Misiones, Guairá, Caaguazú y

Caazapá, son departamentos que tienen entre el 57,4% y el 63,3% de sus hogares rurales con al menos una NBI. De hecho, como se aprecia en el Cuadro 3 de más abajo, varios de estos departamentos concentran los distritos con mayor proporción de población pobre o mayor desigualdad. Los departamentos de San Pedro, Ñeembucú, Canindeyú y Concepción tienen entre el 66,7% y el 77,8% de hogares rurales con al menos una NBI. En general, las mujeres (al igual que en el área urbana) tienen un nivel de ingreso inferior al de los varones. Los datos se exponen en el cuadro siguiente:

Cuadro 3: Pobreza por Departamento

NRO	DEPARTAMENTO	POBLACION URBANA	POBLACION RURAL	POBLACION TOTAL	% POB. TOTAL	% POB. URBANA	% POB. RURAL	% POBRE	SUPERFICIE (km ²)	% SUPERFICIE
1	Concepcion	68.521	110.929	179.450	3,57	38,2	61,8	52,8	18.396,40	11,57
2	San Pedro	55.855	262.843	318.698	6,34	17,5	82,5	51,1	20.636,94	12,98
3	Cordillera	77.855	155.999	233.854	4,65	33,3	66,7	30,5	4.754,71	2,99
4	Guaira	61.341	117.309	178.650	3,55	34,3	65,7	36,0	3.971,95	2,50
5	Caaguazu	137.581	297.776	435.357	8,66	31,6	68,4	48,7	13.057,95	8,21
6	Caazapa	25.008	114.509	139.517	2,77	17,9	82,1	46,5	9.385,05	5,90
7	Itapua	139.045	314.647	453.692	9,02	30,6	69,4	41,1	15.665,63	9,86
8	Misiones	50.165	51.618	101.783	2,02	49,3	50,7	42,7	8.472,46	5,33
9	Paraguari	51.150	170.782	221.932	4,41	23,0	77,0	35,7	8.685,06	5,46
10	Alto Parana	370.589	188.083	558.672	11,11	66,3	33,7	29,1	14.162,17	8,91
11	Central	1.177.738	185.135	1.362.873	27,11	86,4	13,6	41,7	2.403,13	1,51
12	Ñeembucu	39.211	37.137	76.348	1,52	51,4	48,6	40,6	11.544,71	7,26
13	Amambay	77.504	37.413	114.917	2,29	67,4	32,6	39,8	12.660,64	7,96
14	Canindeyu	35.055	105.082	140.137	2,79	25,0	75,0	44,2	15.038,00	9,46
	Asuncion	512.112		512.112	10,19	100,0	0,0	24,8	123,85	0,08
TOTAL		2.878.730	2.149.262	5.027.992	100,00				158.958,65	100,00

Fuente: Censo Población 2002, DGEEC.

45. La distribución de la pobreza a nivel departamental no es homogénea. De acuerdo a los datos del Censo Nacional de Población y Viviendas de 2002, Itapúa, Paraguari, Misiones, Guairá, Caaguazú y Caazapá, son departamentos que tienen entre el 57,4% y el 63,3% de sus hogares rurales con al menos una NBI. De hecho, como se aprecia en el cuadro 4 más abajo, varios de estos departamentos concentran los distritos con mayor proporción de población pobre o mayor desigualdad. Los departamentos de San Pedro, Ñeembucú, Canindeyú y Concepción tienen entre el 66,7% y el 77,8% de hogares rurales con al menos una NBI. En general, las mujeres (al igual que en el área urbana) tienen un nivel de ingreso inferior al de los varones.

Cuadro 4: Los distritos más pobres y más desiguales del Paraguay

Distrito	Proporción de población pobre	Orden	Distrito	Coficie nte de Gini	Orden
Los más pobres			Los más desiguales		
San Pedro - Choré	68%	1	Caaguazú - Dr. J. Eulogio Estigarribia	0.71	1
Itapúa - Leandro Oviedo	67%	2	Itapúa - Pirapó	0.68	2
Concepción - Loreto	67%	3	Caaguazú - Dr. Juan Manuel Frutos	0.66	3
Itapúa - Alto Verá	63%	4	Itapúa - La Paz	0.66	4
Concepción - Horqueta	63%	5	Caazapá - Abaí	0.64	5
Caaguazú - La Pastora	63%	6	Itapúa - San Rafael del Paraná	0.64	6
Concepción - Belén	63%	7	Itapúa - Carlos Antonio López	0.63	7
Caaguazú - Carayaó	62%	8	Alto Paraná - San Cristóbal	0.62	8
Caaguazú - Simón Bolívar	62%	9	Itapúa - Bella Vista	0.61	9
Caaguazú - Dr. Cecilio Báez	62%	10	Itapúa - Ayolas	0.61	10

Fuente: Censo Nacional de Población y Viviendas de 2002

46. El avance de la agricultura mecanizada y capitalizada de exportación, en particular de la soja, está generando un proceso de desplazamiento de los pobres rurales de sus tierras. De acuerdo al Censo Nacional Agropecuario (CNA) 2008, las fincas de 500 ha y más aumentaron un 57%, entre 1991 y 2008, mientras que las fincas de 20 ha y menos disminuyeron en el período 17%. En la región

Oriental, el fenómeno de desplazamiento de los productores más pequeños (de hasta 5 ha) es aún más acentuado que para todo el país. Como puede verse en el Cuadro 1 más arriba, la cantidad de fincas de ese tamaño disminuyó 4,4% entre 1991 y 2008. Como resultado, el aumento en la concentración de la tierra deriva en el aumento en los niveles de desigualdad del ingreso. Para 2010, de acuerdo a datos del Banco Central de Paraguay, el quintil más rico de la población rural paraguaya concentraba más del 62% de los ingresos mientras que el quintil más pobre menos del 3%.

47. Las **mujeres rurales en Paraguay** sobresalen como grupo más desfavorecido y vulnerable. Se caracterizan por poseer bajos niveles de educación; el 10,1% es analfabeta, en comparación con el 7,7% de hombres rurales y el 3,7% de las mujeres urbanas. Las mujeres rurales de 25 años y más solo tienen un promedio de 5,9 años de escolaridad, que es casi la mitad de sus contrapartes urbanas. Además, inician su etapa reproductiva a temprana edad, el 33,8% de las adolescentes (15-19 años) y adultas jóvenes (20-24 años) en conjunto, declara haber tenido un embarazo o más.

48. Aunque no existan impedimentos legales para que las mujeres sean propietarias de la tierra, la vivienda o accedan a recursos tecnológicos, persiste una brecha de género que muestra una visión discriminatoria. Pese a la falta de datos cuantitativos, las mujeres rurales resultan ser frecuentemente víctimas de violencias psicológica y física, muy a menudo ocasionada por su propia pareja. La falta de empleo en el sector rural hace que 44,5% de la población femenina rural no tenga ingresos propios, y si los tienen son más bajos que los reconocidos a los hombres. Las mujeres, constituyen un grupo dentro de la población rural pobre, cuyos niveles y aportes a la economía familiar son especialmente destacables, aunque no siempre son visibles ni si quiera para las propias mujeres.

49. El papel de la mujer en la economía rural se caracteriza por un conjunto de particularidades: (i) cumple un rol estratégico para la manutención del hogar y de la mano de obra familiar (trabajo en la huerta, cría de animales menores y actividades económicas asociadas a la producción de autoconsumo en general); (ii) realiza actividades productivas en conjunto con su marido o compañero, que no se reconocen social ni económicamente; (iii) las pautas culturales y los estereotipos de género, tanto en varones como en mujeres, dificulta su identificación como sujetos de las políticas de desarrollo; (iv) presentan una baja participación en las organizaciones, debido en parte al aislamiento, a la baja autoestima, al desconocimiento de sus derechos, culturales y sociales; (v) a pesar de que sus capacidades administrativas y gerenciales son comprobadas, estas habilidades no se traducen en una jerarquización de su posición en la toma de decisiones; (vi) el acceso al crédito es incipiente y, en general, las mujeres toman créditos para autoconsumo, más que para el desarrollo de actividades productivas.

50. **Los objetivos de la estrategia de género** para dar respuesta a los desafíos de las mujeres rurales y que están alineados la política del país y del FIDA, estos son los objetivos de la estrategia de género: i) equilibrar la carga de trabajo del hogar, reduciendo la sobrecarga de la mujer mediante la sensibilización de la familia acerca de la división del trabajo reproductivo y dentro de la cadena productiva; ii) fortalecer e impulsar la incorporación y participación efectiva de las mujeres en las organizaciones rurales productivas, sean mixtas o únicamente de mujeres, reforzando sus capacidades en los procesos de toma de decisiones; y iii) estimular el empoderamiento económico de las mujeres a través del desarrollo de negocios o de la valorización de su papel dentro de los que ya existen.

51. Se debe lograr: (i) hacer visible el aporte económico de las mujeres rurales a la economía familiar y zonal; (ii) mejorar y hacer sustentable el acceso a los recursos productivos tales como la propiedad de la tierra, el crédito y la tecnología; (iii) fortalecer la asociatividad, la integración y liderazgo de las mujeres en los comités y asociaciones del Proyecto; (iv) el desarrollo de redes de mujeres productoras que faciliten el intercambio de información, la creación de nuevos negocios y la comercialización de los productos; (v) incorporar estrategias y condiciones para que la producción a cargo de las mujeres llegue al mercado en condiciones competitivas y; (vi) buscar una distribución más equitativa de la carga de trabajo.

52. **Los jóvenes** de entre 17 y 29 años representan un grupo prioritario, debido a su gran relevancia a nivel demográfico. Se encuentran insertos en la actividad productiva de la AF como productores agropecuarios o bien como prestadores de servicios a otros productores rurales. Entre los mayores problemas que los jóvenes rurales paraguayos enfrentan están la falta de oportunidades laborales, de acceso a la tierra, educación e infraestructura social. Estas limitaciones afectan a toda la

población rural pero tienen un impacto más relevante en las generaciones jóvenes del medio rural, en particular en las mujeres.

Cuadro 5: Porcentaje de pobres por localización, 2014

Localización	Población Total	Población pobre (1)	% de Población Pobre
Total del País	6.770.500	1.553.000	22,6
Área Urbana	4.062.300	659.000	16,2
Área Rural	2.708.000	871.000	32,0

(1) Incluye los pobres extremos y no extremos.

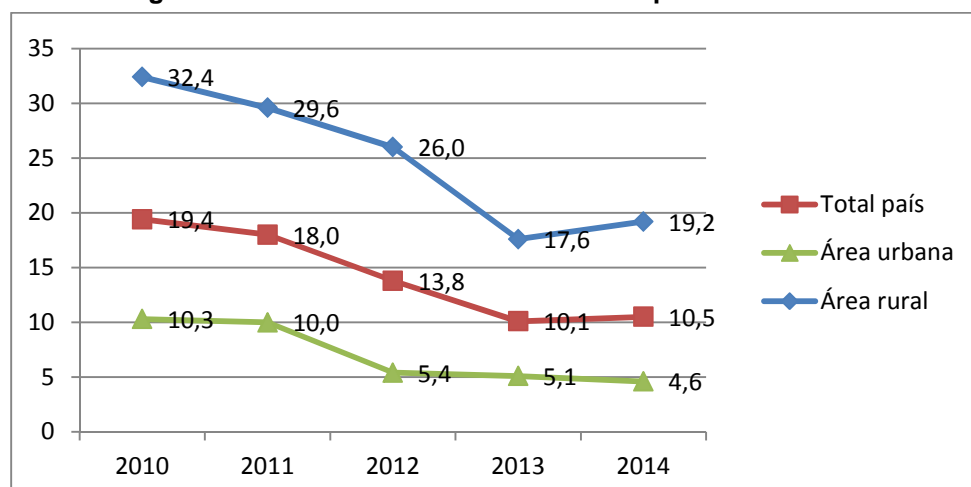
Fuente: Elaboración propia en base a "Principales Resultados de Pobreza y Distribución del Ingreso" DEEC.EPH 2014. Gob.Nac.de Paraguay.

Cuadro 6: Pobreza Rural - Extrema y No Extrema, 2014

	Pobres Rurales Total	Pobres Rurales no extremos	Pobres Rurales Extremos
Total personas	871.000	348.000	523.000
%	100	40	60

Fuente: Elaboración propia en base a "Principales Resultados de Pobreza y Distribución del Ingreso" DEEC.EPH 2014. Gob.Nac.de Paraguay.

Figura 2: Evolución de la incidencia de la pobreza extrema



Fuente: Encuesta Permanente de Hogares 2010/2014. DGEEC

Políticas de lucha contra la pobreza

53. El actual Gobierno de Paraguay ha definido como prioridad política la reducción de la pobreza, en particular la pobreza rural. En el Marco Estratégico Agrario (MEA) actualizado para 2014-2018 se establece que “El eje de la agricultura familiar asimila la noción de adecuación de la estructura agraria con el objetivo de promover una reducción sustancial de la pobreza y mejorar la calidad de vida haciendo énfasis en el apoyo a las mujeres rurales”.

54. El Plan de Gobierno de combate a la pobreza y a la exclusión social, establece entre sus objetivos estratégicos la generación de condiciones que permitan aumentar los ingresos familiares, promoviendo la igualdad entre hombres y mujeres, a fin de mejorar las condiciones de vida de poblaciones en situación de pobreza y vulnerabilidad.

55. **Programas sociales dirigidos a la pobreza.** El Gobierno Nacional, mediante la STP, está llevando adelante el Plan de Reducción de la Pobreza Extrema “Sembrando Oportunidades” para el ámbito urbano y rural. El mencionado Plan promueve el fortalecimiento operativo y de coordinación de acciones del gabinete social integrado, además de la propia STP, por parte las siguientes instituciones: MAG, Secretaria de Acción Social (SAS), Ministerio de Justicia y Trabajo (MJT), Ministerio de Obras Públicas y Comunicaciones (MOPC), Ministerio de Salud Pública y Bienestar Social (MSPBS), Ministerio de Educación y Cultura (MEC), Ministerio de Defensa Nacional (MDN), Instituto Paraguayo del Indígena (INDI), Secretaría Nacional de la Vivienda y el Hábitat (SENAVITAT), entre otros.

56. Se incorpora la noción de la gestión conjunta y rol activo de las autoridades departamentales y municipales, promoviendo la participación de empresas, cooperativas y ONGs y la creación y mantenimiento de redes interinstitucionales. En 2012, se puso en marcha el sistema Sâso Pyahu para reforzar los programas ya existentes de protección social, organizado en torno a tres ejes principales: i) mejorar los programas de protección y promoción social ya existentes, en particular, los programas de transferencias condicionadas (Tekoporâ, Ñopytyvô y Abrazo); ii) implementar programas de monitoreo y cuidado para las familias; y iii) facilitar el acceso a los programas de promoción social.

57. El programa Tekoporâ creado en 2005 por la SAS, focaliza sus acciones en familias en situación de extrema pobreza mediante transferencias monetarias, para proveer atención en salud y nutrición a embarazadas, adultos mayores y población con discapacidades, combatir la desnutrición en la primera infancia y mejorar la salud de niños y niñas en edad escolar. Es el Programa social de mayor cobertura territorial, atiende a cerca de 85.000 familias, tiene previsto ampliar su cobertura a 100.000 para el 2014 y se integra en el mencionado Plan “Sembrando Oportunidades”.

58. El programa Ñepytyvô (en Guaraní significa ayuda mutua), también creado en 2005, es otro programa de transferencias condicionadas de la SAS, focalizado en las comunidades indígenas y campesinas de la región de Alto Paraguay, dirigido especialmente a las comunidades Maskoy que viven tanto en zonas urbanas como rurales. Los beneficiarios del programa son familias con niños y niñas menores de 14 años y/o mujeres embarazadas en situación de extrema pobreza. El programa atiende a 700 familias (3.774 personas, de las cuales un tercio tiene hijos menores de 12 años).

59. El programa Abrazo, que en 2009 cubría 1.108 familias y 1.538 niños y niñas, tiene por objetivo combatir el trabajo infantil de niños y niñas que viven en situación de pobreza. Las prestaciones consisten en: (i) transferencia monetaria; (ii) atención en centros de salud para niños y mujeres embarazadas; (iii) suplemento alimentario, refuerzo escolar y de “recreación” para niños y niñas fuera del horario escolar en centros abiertos; y, iv) apoyo nutricional mediante la provisión de una canasta de alimentos equilibrada para las familias beneficiarias y la provisión de almuerzo y merienda para niños y niñas.

60. Complementario a los programas Tekoporâ y Abrazo, se crea el programa Paraguay Lee y Escribe, el cual es el principal programa de educación para adultos. Tiene dos componentes: i) alfabetización formal, que consiste en clases para adultos que siguen el sistema de la Educación Escolar Básica (EEB, del primer al cuarto ciclo) y ii) alfabetización informal, el cual se trata de un curso de ocho meses para que los jóvenes y adultos aprendan lenguaje (a leer y escribir) y matemáticas. Este programa en 2011 beneficiaba a 15.961 personas de 15 años o más, de las 85.000 personas que se proponía atender.

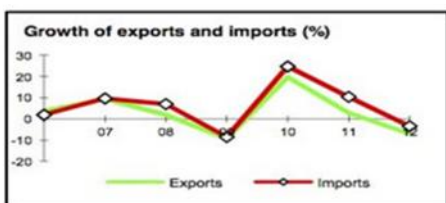
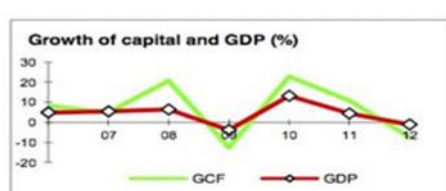
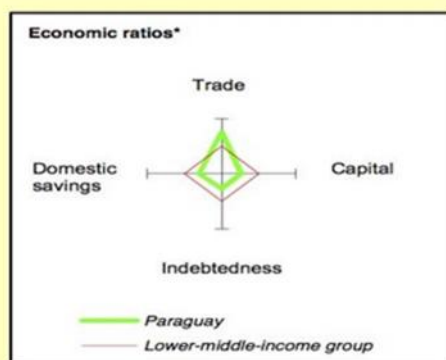
61. Adicionalmente, en el caso particular de los pueblos indígenas, el gobierno tiene en marcha un conjunto de proyectos dirigidos a estos grupos, como el Plan Integral de Pueblos Indígenas, con el objetivo de mejorar la nutrición y las condiciones sanitarias de estas poblaciones, o el Programa de Agricultura y Economía Indígenas de la DEAg, que brinda asistencia técnica con el propósito de impulsar el arraigo, promoción y desarrollo de los pueblos originarios a través de intervenciones sostenidas, acorde a las características culturales y concepciones tradicionales.

Anexo I
Principales indicadores económicos

Paraguay at a glance

3/15/14

	Paraguay	Latin America & Carib.	Lower-middle-income		
POVERTY and SOCIAL					
2012					
Population, mid-year (millions)	6.7	581	2,507		
GNI per capita (Atlas method, US\$)	3,400	9,070	1,893		
GNI (Atlas method, US\$ billions)	22.8	5,273	4,745		
Average annual growth, 2006-12					
Population (%)	1.8	1.2	1.5		
Labor force (%)	2.3	1.9	1.4		
Most recent estimate (latest year available, 2006-12)					
Poverty (% of population below national poverty line)	32	..	..
Urban population (% of total population)	62	79	39		
Life expectancy at birth (years)	72	74	66		
Infant mortality (per 1,000 live births)	19	16	46		
Child malnutrition (% of children under 5)	..	3	24		
Access to an improved water source (% of population)	94	94	88		
Literacy (% of population age 15+)	94	91	71		
Gross primary enrollment (% of school-age population)	95	113	106		
Male	97	115	107		
Female	93	111	104		
KEY ECONOMIC RATIOS and LONG-TERM TRENDS					
	1992	2002	2011	2012	
GDP (US\$ billions)	7.2	6.3	26.0	25.5	
Gross capital formation/GDP	18.5	15.1	16.2	15.0	
Exports of goods and services/GDP	49.8	52.9	48.9	46.6	
Gross domestic savings/GDP	28.7	31.6	16.5	14.7	
Gross national savings/GDP	..	24.2	14.8	12.4	
Current account balance/GDP	..	10.0	1.2	0.3	
Interest payments/GDP	3.5	1.7	0.6	0.7	
Total debt/GDP	23.6	48.1	22.8	24.8	
Total debt service/exports	..	9.8	3.4	6.3	
Present value of debt/GDP	..	..	..	21.3
Present value of debt/exports	..	..	..	42.6
	1992-02	2002-12	2011	2012	2012-16
<i>(average annual growth)</i>					
GDP	1.7	4.1	4.3	-1.2	6.5
GDP per capita	-0.6	2.2	2.5	-2.9	4.7
Exports of goods and services	0.1	5.0	2.8	-7.0	11.2
STRUCTURE of the ECONOMY					
	1992	2002	2011	2012	
<i>(% of GDP)</i>					
Agriculture	15.8	14.9	21.4	17.4	
Industry	37.6	40.5	27.5	28.1	
Manufacturing	14.9	13.5	11.7	11.6	
Services	46.6	44.6	51.0	54.5	
Household final consumption expenditure	63.3	59.3	73.3	73.0	
General gov't final consumption expenditure	8.0	9.1	10.3	12.2	
Imports of goods and services	39.7	36.4	48.6	46.9	
	1992-02	2002-12	2011	2012	
<i>(average annual growth)</i>					
Agriculture	2.9	4.3	3.7	-20.1	
Industry	1.6	2.5	3.0	4.7	
Manufacturing	0.3	1.7	-1.6	4.6	
Services	1.1	5.1	5.8	6.1	
Household final consumption expenditure	0.7	5.1	8.6	1.0	
General gov't final consumption expenditure	-0.5	7.4	5.3	21.0	
Gross capital formation	-1.2	4.5	10.8	-7.5	
Imports of goods and services	-3.1	7.2	10.4	-3.5	



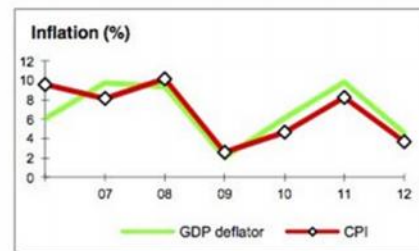
Note: This table was produced from the Development Economics LDB database.

* The diamonds show four key indicators in the country (in bold) compared with its income-group average. If data are missing, the diamond will be incomplete.

Paraguay

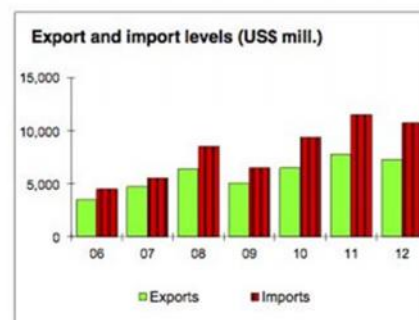
PRICES and GOVERNMENT FINANCE

	1992	2002	2011	2012
Domestic prices (% change)				
Consumer prices	15.2	10.5	8.3	3.7
Implicit GDP deflator	14.1	14.9	9.8	4.6
Government finance (% of GDP, includes current grants)				
Current revenue	12.0	14.0	16.8	17.9
Current budget balance	1.9	0.9	4.0	2.5
Overall surplus/deficit	-0.3	-2.6	0.7	-1.7



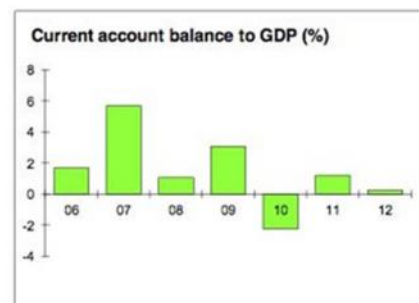
TRADE

	1992	2002	2011	2012
<i>(US\$ millions)</i>				
Total exports (fob)	657	2,331	7,775	7,284
Soy products	137	341	2,294	1,582
Cotton	..	1,378	2,267	2,232
Manufactures	226	439	2,326	2,505
Total imports (cif)	1,237	1,510	11,549	10,756
Food	170	188	806	813
Fuel and energy	145	239	1,507	1,694
Capital goods	404	425	4,413	3,682
Export price index (2000=100)	..	..	..	..
Import price index (2000=100)	..	..	..	..
Terms of trade (2000=100)	..	..	..	..



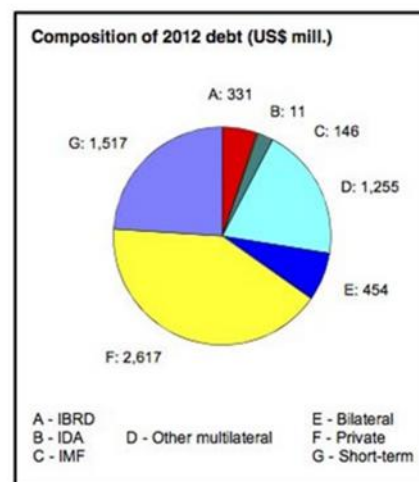
BALANCE of PAYMENTS

	1992	2002	2011	2012
<i>(US\$ millions)</i>				
Exports of goods and services	..	3,432	13,386	12,681
Imports of goods and services	..	2,330	12,640	11,985
Resource balance	..	1,102	747	697
Net income	..	-598	-1,171	-1,401
Net current transfers	..	126	740	773
Current account balance	..	630	315	69
Financing items (net)	..	-714	469	-93
Changes in net reserves	..	84	-784	25
Memo:				
Reserves including gold (US\$ millions)	573	641	4,983	4,995
Conversion rate (DEC, local/US\$)	1,500.3	5,716.3	4,183.1	4,407.8



EXTERNAL DEBT and RESOURCE FLOWS

	1992	2002	2011	2012
<i>(US\$ millions)</i>				
Total debt outstanding and disbursed	1,688	3,041	5,918	6,331
IBRD	213	216	245	331
IDA	39	25	12	11
Total debt service	633	343	459	796
IBRD	62	26	41	34
IDA	1	2	2	1
Composition of net resource flows				
Official grants	45	19	82	69
Official creditors	-89	-15	-47	26
Private creditors	-168	105	260	466
Foreign direct investment (net inflows)	118	10	134	363
Portfolio equity (net inflows)	0	0	0	0
World Bank program				
Commitments	52	9	100	100
Disbursements	10	14	23	117
Principal repayments	43	17	37	30
Net flows	-33	-3	-14	86
Interest payments	21	11	5	5
Net transfers	-54	-14	-19	81



Note: This table was produced from the Development Economics LDB database.

3/15/14

Apéndice III: Marco de gestión de los resultados del COSOP

Marco Estratégico Nacional (Plan Nacional de Desarrollo, 2014-2030)	Objetivos del Programa País FIDA	Metas a Finales de 2022 (para los Indicadores Clave)	Base de Estimación de la Meta			Medidas de Verificación	Temas para el Involucramiento Político
			PPI	PROMAFI	Proyectos nuevos ⁸		
Eje 1 (Reducción de la pobreza y desarrollo social) y Eje 2 (Crecimiento económico inclusivo)	Finalidad de la estrategia del FIDA en el país: Contribuir a la reducción de la pobreza rural.	<ul style="list-style-type: none"> • 27.400 familias mejoran sus medios de vida de manera sostenible o incrementan sus activos • De los cuales: 5.780 familias indígenas 	<ul style="list-style-type: none"> • 7.600 familias • 800 familias 	<ul style="list-style-type: none"> • 7.800 familias • 1.980 familias 	<ul style="list-style-type: none"> • 12.000 familias • 3.000 familias 	Base de datos de los proyectos	
<p>Objetivo 6 - Competitividad e innovación: fomentar el desarrollo de la agricultura familiar y de la seguridad alimentaria</p> <p>Objetivo 5 - Empleo y protección social para grupos vulnerables: alcanzar la inclusión financiera del 100% de los hogares en 2030</p> <p>Objetivo 12 – Sostenibilidad del hábitat global: planificar la mitigación y adaptación al cambio climático</p>	Objetivo estratégico 1 Oportunidades económicas logradas sosteniblemente	<ul style="list-style-type: none"> • 25.800 familias mejoran su producción⁹ • 23.800 familias mejoran sus ventas • 22.100 familias cuentan con acceso a crédito para capital de trabajo • 3.000 familias cuentan con acceso a seguro agrícola • 15.000 familias cuentan con acceso a ahorro • 9.000 familias de pequeños productores mejoran su adaptación al cambio climático 	<ul style="list-style-type: none"> • 6.000 familias • 6.000 familias • 8.000 familias • 0 • 0 • 0 	<ul style="list-style-type: none"> • 7.800 familias • 7.800 familias • 4.100 familias • 0 • 0 • 6.000 familias 	<ul style="list-style-type: none"> • 12.000 familias • 10.000 familias • 10.000 familias • 3.000 familias • 15.000 familias • 3.000 familias 	<p>Encuesta final de cada proyecto</p> <p>Base de datos de los proyectos</p> <p>Base de datos de los proyectos</p>	<p>Participación en la ejecución de políticas de compras públicas</p> <p>Políticas de integración de los vulnerables rurales</p> <p>Participación en el desarrollo y ejecución de políticas de inclusión financiera rural</p> <p>Diseño y ejecución de políticas e instrumentos para la gestión del riesgo climático y la adaptación al cambio climático</p>
Objetivo 3 - Desarrollo local participativo	Objetivo estratégico 2 Capital social fortalecido	<ul style="list-style-type: none"> • El 80% de las organizaciones rurales participantes incrementan su capacidad institucional de gestión¹⁰ • El 60% de las organizaciones productivas participantes incrementan su capacidad de gestión de negocios¹¹ 	<ul style="list-style-type: none"> • 80% • 60% 	<ul style="list-style-type: none"> • 80% • 60% 	<ul style="list-style-type: none"> • 80% • 60% 	<ul style="list-style-type: none"> • Base de datos de madurez institucional (PROMAFI) • Encuesta final de cada proyecto 	

⁸ Incluye el primer nuevo proyecto, suponiendo que será el Proyecto para la Inclusión Financiera Rural (PIFIR).

⁹ Incluye sistema y nivel de producción de productos de consumo y renta, y de producción de empresas rurales.

¹⁰ Incluye gobernanza de las organizaciones (de la agricultura familiar y de las comunidades indígenas), y sus capacidades de organizar actividades y servicios en común.

¹¹ Se refiere especialmente a las capacidades de las organizaciones de la agricultura familiar de organizar servicios comerciales en común.

Apéndice IV: Marco de gestión de los resultados del COSOP anterior

El COSOP de 2004 no cuenta con un marco de gestión de los resultados.

Apéndice V: Áreas temáticas para posibles operaciones

Introducción

1. Con base en el análisis de los antecedentes, de las prioridades y de las principales políticas del GdP, de las experiencias, de las lecciones acumuladas por el FIDA y de la situación actual de oportunidades, el GdP y el FIDA han identificado y acordado tres áreas temáticas prioritarias en el marco de las cuales identificar operaciones, acciones y actividades que conduzcan al logro de los objetivos planteados por el COSOP-BR. Las áreas temáticas, y las respectivas operaciones que se identificarán en ese marco, responden estratégicamente asegurando la coherencia de las actividades del FIDA, la complementariedad con los otros donantes y el alineamiento a las políticas y prioridades nacionales. El orden de presentación de las propuestas no representa necesariamente un orden de prioridades para eventuales operaciones, sin embargo, de acuerdo con el GdP desde un punto de vista estratégico, una atención prioritaria y una programación secuencial debiera considerar primero la atención al área de Inclusión Financiera, seguida por el área de desarrollo y consolidación de Organizaciones Rurales, apoyo a la producción y acceso a mercados; y el área de microempresas rurales.

I. Área temática de Inclusión Financiera Rural

Introducción

2. En el país, un obstáculo relevante a los procesos de desarrollo es la ausencia o debilidad de mecanismos de inclusión y de acceso a servicios financieros, en particular en el ámbito rural. De acuerdo a estudios y diagnósticos de múltiples fuentes, el sistema nacional financiero, público y privado, para el financiamiento rural no ofrece cobertura, productos ni servicios suficientes para atender las necesidades, además los avances e innovaciones logrados por el FIDA y el GdP con el PPR (y actualmente con el PPI) son parciales y de alcance limitado. La propuesta del PROMAFI (proyecto todavía en etapa de aprobación) avanza sustancialmente proponiendo un mecanismo de Fondo de Garantía institucionalizado, que facilitará el acceso al crédito para capital de trabajo y propone esquemas piloto para micro seguros. Para el FIDA, la priorización estratégica de la inclusión financiera rural como un área dentro de cual podría identificarse una futura operación del Fondo en el país se justifica por:

- a) **Las lecciones aprendidas con los proyectos anteriores.** A partir del 1989, el FIDA apoyó el fortalecimiento y modernización del sistema de financiamiento rural por medio de la creación de un banco de segundo piso, el Fondo de Desarrollo Campesino (FDC), que canalizó recursos crediticios por intermedio de las cooperativas, con presencia en el medio rural. La experiencia del FDC concluyó en 2004 cuando, por medio de la fusión de varios programas de financiamiento, el Gobierno del Paraguay (GdP) creó la Agencia Financiera de Desarrollo (AFD) como banco de segundo piso para el desarrollo. A partir de la Estrategia del FIDA para el país (COSOP) del 2004, se aprobó el Proyecto Paraguay Rural (PPR), que se implementó en los departamentos de Concepción, San Pedro, Caaguazú, Guairá y Caazapá. El PPR, permitió atender unas 16.600 familias rurales y 280 Organizaciones Rurales (OR). Conectado con el PPR, el FIDA otorgó una donación a la Federación de Cooperativas de Producción (FECOPROD) que promovió un proceso de integración y de acceso al crédito por parte de pequeños grupos, comités y pequeñas cooperativas fortalecidas por el PPR, por medio de la asociación en negocios con las cooperativas.
- b) La vigencia de la temática y problemática del tema del financiamiento rural, en parte contemplado por el Proyecto Paraguay Inclusivo (PPI), con un costo total de USD 25,8 millones y financiamiento del FIDA por USD 10 millones, actualmente en implementación a cargo del Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG), por intermedio de la Dirección Nacional de Coordinación de Proyectos (DINCAP). Su conclusión está prevista para marzo del 2018. En 2014, se inició el diseño del Proyecto Mejoramiento de Ingresos de la Agricultura Familiar Campesina e Indígena en Departamentos de la Región Oriental del Paraguay

(PROMAFI) que se encuentra actualmente en etapa final de aprobación. En el caso de aprobarse el PROMAFI, **habría dos proyectos que se beneficiarían de un proyecto especializado en inclusión financiera, permitiendo una fuerte articulación y complementariedad estratégica.**

- c) En 2013, el Gobierno de Paraguay comenzó el desarrollo de una Estrategia Nacional de Inclusión Financiera (ENIF) con el apoyo del Banco Mundial y el BID. Con inclusión financiera el GdP entiende: *“el acceso y uso de una gama de servicios financieros de calidad, en forma oportuna, conveniente, informada y con un costo accesible, bajo una regulación apropiada”*. La inclusión financiera apunta a promover la oferta integral de productos financieros a precios justos y sin los riesgos que enfrentan los pobres. El objetivo del Gobierno es mejorar las condiciones de acceso al financiamiento de largo plazo y fomentar la inclusión financiera de una gran parte de la población, especialmente de sectores rurales, y MiPyMEs que hasta hoy han estado excluidas. La visión de la inclusión financiera de Paraguay es: *“Servicios financieros asequibles y de calidad para todas las personas que los quieran a través de un mercado diverso y competitivo”*. Según el GdP, un sistema financiero inclusivo puede ayudar a reducir la pobreza y promover el bien común.

3. **Principales lecciones aprendidas por el FIDA en este tema.** La Oficina de Evaluación Independiente del FIDA (IOE) señaló que los objetivos del FDC fueron alcanzados solo en forma parcial: “no es suficiente contar con una oferta de recursos financieros y técnicos, si no existe un desarrollo paralelo de las capacidad de las intermediarias financieras, si no se genera una demanda genuina, si no se desarrolla oportunidades de negocio y si no se apoya al tejido organizacional y social de los pobres rurales para que alcance una capacidad de gestión de negocios y de acumulación”. El FDC fue convertido en la AFD, en el 2006, en el marco de una reforma de la banca pública que quedó incompleta dado que no se pudo completar la reforma del BNF y del CAH. Sin embargo, el Informe de Terminación de Proyecto del PPR señala que el proyecto ha logrado un significativo empoderamiento de las OR participantes, mejorando la calidad de las iniciativas de inversión y la sostenibilidad. La donación del FIDA a FECOPROD ha demostrado la importancia de fortalecer los vínculos entre OR débiles y organizaciones más desarrolladas.

4. El PPR demostró la importancia de la armonización de acciones entre los distintos servicios e instituciones del estado para mejorar la articulación de instrumentos, el apalancamiento de recursos y la participación de los beneficiarios. El PPR aplicó un mecanismo innovador: los Certificados de Depósito de Ahorro (CDA) que se utilizan como garantía de la OR. Éste instrumento fue exitoso en estimular a las Instituciones Financieras (IFIs) privadas (cooperativas, financieras y bancos) y públicas (Crédito Agrícola de Habilitación - CAH y Banco Nacional de Fomento - BNF), ampliando la cobertura y el acceso al financiamiento de la Agricultura Familiar (AF). Sin embargo, el sistema es incompleto, circunscrito a la intervención del Proyecto y manifiesta limitaciones: un bajo nivel de apalancamiento con algunas IFIs que solo prestaron el monto del CDA, un margen alto entre intereses activos y pasivos, y la posibilidad de efectivizar el CDA por parte de la OR, dándole otros usos, la limitación a créditos para capital de trabajo, la ausencia de otros servicios financieros. La experiencia acumulada con el PPR recomienda ampliar, replicar y fortalecer los acuerdos con instituciones privadas de intermediación financiera, ampliando el acceso al crédito de los beneficiarios. El proyecto también mostró el manejo especialmente responsable de los recursos de crédito por las mujeres socias de las organizaciones.

Contexto estratégico y justificación de la posible involucración del FIDA

5. La política general del sector responde al Marco Estratégico Agrario, período 2009-2018 cuyos objetivos son: “Incrementar en forma sostenida y sostenible, la competitividad de la producción agropecuaria y forestal orientada por demandas de mercado, con visión de sistemas agroalimentarios, socialmente incluyentes y equitativos, orientados a satisfacer el consumo interno y apuntando igualmente a las demandas del sector externo, promoviendo otras producciones rurales no agrarias generadoras de ingresos y empleos en el medio local- territorial interior”, contribuyendo al objetivo específico de apoyar: “el desarrollo de la AF y seguridad alimentaria como eje de la política sectorial, generar las condiciones institucionales adecuadas para el acceso a los servicios, promoviendo la producción competitiva de alimentos suficientes y de otros rubros comerciales, generadores de ingresos garantizando su inserción equitativa y sostenible en el complejo agroalimentario reflejado finalmente, en la reducción sustantiva de la pobreza y la exclusión social.”

Este marco ha sido actualizado en el año 2014 con un documento en etapa de borrador denominado: "Marco Estratégico Institucional del MAG" que amplía el concepto de desarrollo territorial y apunta a la inclusión social, económica y financiera.

6. De acuerdo a los datos de la Encuesta Permanente de Hogares (EPH) realizada en 2012, el 24% de los 6,8 millones de personas en el país son pobres (extremos y no extremos). El 40% de la población total (2,7 millones de personas) vive en el medio rural, y de estas, el 34% (912 mil personas) son pobres y el 18% extremadamente pobres. El actual Gobierno ha definido como prioridad política la reducción de la pobreza, en particular la pobreza rural. El Plan de Gobierno de combate a la pobreza y a la exclusión social, establece entre sus objetivos estratégicos, la generación de condiciones que permitan aumentar los ingresos familiares, promoviendo la igualdad entre hombres y mujeres, a fin de mejorar las condiciones de vida de poblaciones en situación de pobreza y vulnerabilidad.

7. **El sistema financiero paraguayo y el financiamiento rural.** El sistema se caracteriza por un sector bancario y financiero regulado por el Banco Central de Paraguay (BCP) y un sector cooperativo regulado por el Instituto Nacional de Cooperativismo (INCOOP), además de instituciones no reguladas. El sistema bancario regulado comprende 15 instituciones. Las 593 cooperativas de ahorro y crédito se clasifican en tres categorías: A, B y C (las A son las más desarrolladas) y la mayoría son urbanas. Las organizaciones de la sociedad civil del sector, como la Fundación Paraguaya, están focalizadas hacia los microemprendedores y los sectores más pobres. Las principales entidades presentes en el financiamiento rural son: i) el CAH, una dependencia del MAG que otorga financiamiento y asistencia técnica a campesinos que forman parte de los programas de desarrollo rural. Recientemente se ha planteado la posibilidad de convertir a la institución en una entidad financiera privada o mixta, que actúe en términos del mercado; ii) El BNF, una institución financiera pública de primer piso que financia a los sectores agrícola, ganadero, forestal, artesanal, industrial y de comercio de los productos originarios del país, mediante créditos de corto, mediano y largo plazo; iii) La AFD conformada en 2005 con la fusión del FDC, del Fondo de Desarrollo Industrial y de la Unidad Técnica Ejecutora de Proyectos del BCP, que tiene como misión "Impulsar el desarrollo económico y la generación de empleo a través de la canalización de financiamiento de mediano y largo plazos al sector privado"; iv) El Banco Cooperativo (BANCOOP), creado en 2011 por 27 cooperativas multiactivas de producción; v) Visión Banco, la principal entidad financiera privada del Paraguay; vi) la Financiera El Comercio, la segunda entidad de microfinanzas privada del Paraguay. En los últimos años se ha consolidado un programa para la aplicación de la "Tecnología Crediticia en Banca Comunal" que fomenta el ahorro y el microcrédito solidario.

8. La Encuesta Nacional de Inclusión Financiera, realizada como trabajo preparatorio para la estrategia nacional, indica que sólo el 29% de los adultos en Paraguay reportan que tienen una cuenta en una institución financiera formal y las brechas más grandes son a través de líneas de ingresos (brecha de 17%), educación (brecha de 21%) y a través de las categorías de empleo (20% entre desempleados). Las mujeres son más propensas que los hombres a tener una cuenta. Un 58% de los adultos utilizan algún tipo de producto financiero formal o comercial para gestionar sus finanzas. Sin embargo, el 42% de los adultos permanecen casi totalmente excluidos del sistema financiero: no tienen una cuenta ni piden un préstamo a una institución financiera formal, no utilizan un cajero automático o tarjeta de crédito, no usan dinero móvil, no tienen seguro, y reciben los salarios o transferencias sólo en efectivo. Estos adultos - los "totalmente excluidos" - son pobres, residen principalmente en áreas rurales y tienen una educación primaria o menos. Las áreas rurales del país tienen limitado acceso a servicios financieros formales: el 30% de los distritos con más de 2.000 habitantes no tienen ni presencia de bancos ni de sucursales de cooperativas.

9. Durante la última década, el gobierno y el sistema nacional de pensiones han comenzado a realizar los pagos de salarios y pensiones de forma electrónica. Los pagos digitales se pueden ampliar para mejorar la eficiencia y la seguridad de los pagos de transferencias con mecanismos de bajo costo. Algunos bancos e instituciones especializadas prestan servicios de remesas que son de gran utilidad para la población rural, pero muy costosos y con pocos puntos de acceso. Existe un gran potencial de ampliación de la utilización de medios electrónicos: con una población de 6,8 millones de personas, hay más de 7 millones de celulares en Paraguay. El dinero móvil es la manera más popular para enviar o recibir dinero entre familiares o amigos que viven en otros lugares en Paraguay. La ENIF tiene como objetivo convertir a medios electrónicos el 80% de todos los pagos del gobierno central a los consumidores y hacer que el 100% de todos los nuevos pagos del gobierno central sean vía medios electrónicos a través de cualquier banco.

Oportunidades de participación del FIDA

10. El tema de la inclusión financiera es central y estratégico para el FIDA y los avances y logros que se puedan obtener en esa área, permitirán integrar, articular y complementar las operaciones del FIDA que continúan apuntando a: a) fortalecer y crear capital social (empoderamiento) y humano y la participación social; b) promover la diversificación de la producción tradicional campesina, identificando nuevos productos que tengan claras oportunidades de mercado, de valor agregado y ventajas competitivas, medio ambiente y adaptación al cambio climático; c) promover instrumentos y mecanismos para el sistema de servicios financieros y de asistencia técnica y apoyo a la producción. Respecto a los primeros dos puntos, los proyectos del FIDA han logrado importantes resultados y se ha demostrado que las OR, oportunamente apoyadas y fortalecidas en su capital social y humano, pueden desarrollar y sustentar acciones de producción y de acceso a mercados. Respecto al tercer punto, si bien se han logrado avances parciales, principalmente enfocados al acceso al crédito, persiste la dificultad de acceso a los servicios financieros y a la inclusión.

11. Existe la posibilidad y la oportunidad de avanzar y profundizar los mecanismos y experiencias del PPR para el acceso al crédito y para el desarrollo de servicios financieros para la población rural pobre, incluyendo los pueblos indígenas. La ENIF y el proceso de inclusión financiera nacional es extremadamente amplio y ambicioso y es coordinado por el Banco Central y cuenta con el apoyo del Banco Mundial y del Banco Interamericano. La identificación y eventual implementación de la iniciativa de inclusión financiera rural obliga a relacionarse e interactuar con diferentes niveles y con numerosas instituciones públicas: las más relevantes, son: i) BCP con la Superintendencia de Bancos y la Intendencia de Inclusión Financiera; ii) la STP; iii) el Ministerio de Hacienda; iv) el MAG; vii) el CAH; viii) la AFD; y ix) los otros donantes como el Banco Mundial y el BID que apoyan la Estrategia Nacional de Inclusión Financiera y el Fondo de Garantía para Microempresas.

12. El FIDA puede sumarse a ese esfuerzo, limitando su participación al sector rural y de la AF, aportando su experiencia y sus lecciones aprendidas en el tema. En particular los espacios de integración del FIDA en ese proceso serían:

- a) Enmarcar la propuesta en la ENIF y tomar en cuenta la Ley de Fondo de Garantía en discusión en el Congreso, así como las posibles evoluciones del CAH y de la reforma de la Banca Pública para aprovechar la experiencia del FIDA en promover el acceso a los servicios financieros rurales con propuestas innovadoras de crédito, en particular para capital de trabajo.
- b) La propuesta podría consistir en una operación especializada en los temas de la inclusión financiera, adscrita a las políticas nacionales con una iniciativa orientada a brindar a los pobres acceso a diversos productos y servicios financieros generando un entorno favorable para el desarrollo de la producción, el acceso a los mercados y la mejora de las condiciones de vida. Las actividades serían: a) directamente dirigidas al grupo objetivo del FIDA; y b) articuladas con las políticas e instituciones públicas y con los actores de mercado como los bancos, cooperativas, financieras, emisores de dinero electrónico, redes de pago, redes de agentes, aseguradoras e instituciones de microfinanzas.
- c) La propuesta se dirigiría a un grupo objetivo de aproximadamente 300 mil familias rurales pobres (incluyendo los indígenas), de las cuales 217 mil familias productores de la AF. La estrategia podría priorizar las OR fortalecidas por los proyectos del MAG, especialmente PPR, PPI y PROMAFI, aprovechando las capacidades institucionales, productivas y comerciales creadas por esos proyectos. Paulatinamente se ampliará la cobertura incorporando otras regiones.
- d) La operación se enfocaría en generar condiciones para el acceso a servicios financieros rurales y desarrollaría actividades que cubran un abanico amplio: i) educación financiera; ii) ahorro; iii) microcrédito; iv) fondos de garantía para crédito para capital de trabajo; v) transferencias eficientes y seguros, vi) pagos en el ámbito rural, especialmente mediante tecnologías de información y comunicación (TIC); y vii) micro seguros, incluyendo seguro agropecuario y seguro de vida. En ese abanico, algunas iniciativas se basarán en experiencias de operaciones financiadas por el FIDA (por ejemplo, crédito rural y fondos de

garantía), mientras que otros serán innovadores tanto para el FIDA como para el país. En ambos casos, se priorizarán servicios con relevancia para la agricultura familiar y para las mujeres rurales.

13. En este contexto, en línea con los objetivos estratégicos y tomando en cuenta los periodos estimados de implementación del PPI y del PROMAFI, el GdP y el FIDA han concluido que es prioritario explorar la oportunidad de encarar en los próximos meses, acciones para iniciar el diseño de una operación de inclusión financiera rural que debería implementarse en paralelo a los dos proyectos mencionadas, generando un entorno favorable para el desarrollo de la producción, el acceso a los mercados y la mejora de las condiciones de vida. Para ese fin, se finalizará un borrador de nota conceptual que será sometido al GdP.

II. Área Temática de desarrollo organizacional rural, producción y comercialización

Introducción

14. En los últimos 15 años, las operaciones del FIDA en Paraguay se han concentrado en un esfuerzo de desarrollo rural, particularmente exitoso en el caso del PPR, por medio de una metodología participativa de trabajo que permitió generar un capital social fuerte, a través de tres instrumentos principales: diagnósticos participativos, planes de fortalecimiento y planes de negocios, con transferencia de la autoridad de planificación y ejecución a las mismas organizaciones rurales (OR). En la actualidad, el Proyecto Paraguay Inclusivo (PPI) aplica la misma metodología y apunta con mayor énfasis a la inclusión de los productores y sus OR fortalecidas en cadenas de valor y en el mercado. Por su parte, el Proyecto Mejoramiento de Ingresos de la Agricultura Familiar Campesina e Indígena en Departamentos de la Región Oriental del Paraguay (PROMAFI), en etapa de aprobación, se orienta a mejorar los medios de vida de la población rural pobre de manera sostenible a través de OR consolidadas que utilizan activos productivos para incrementar su producción y comercialización de manera sostenible y adaptada al cambio climático, y que acceden a servicios financieros apropiados. Adicionalmente, el proyecto incluye acciones sustantivas para la adaptación al cambio climático y considera el apoyo a los pueblos indígenas. Por su parte, en caso de ejecutarse, una posible intervención de inclusión financiera rural (ver el área técnica más arriba) podría contribuir complementariamente por intermedio de servicios financieros rurales sostenibles de calidad al alcance de la población pobre. Se espera que el logro de este objetivo genere un entorno favorable para el desarrollo de la producción, el acceso a los mercados y la mejora de las condiciones de vida.

15. En conjunto, estas operaciones (PPR, PPI y PROMAFI) alcanzarían aproximadamente 40-50 mil familias de la AF y 3-4 mil familias indígenas. Estos beneficiarios estarán organizados en aproximadamente unas 700 OR. En el mediano plazo, por lo tanto, se podría contar con un conjunto de beneficiarios y de OR que han sido apoyados en el fortalecimiento de capital humano y social, han mejorado su producción y su ingreso, han avanzado en los procesos de inclusión social, económica y financiera y han mejorado su adaptación al cambio climático. De confirmarse los avances y logros en la implementación de dichos proyectos, al cabo de cuatro años a partir de la fecha, se podría contar con un contexto que presente un número significativo de OR fortalecidas y empoderadas, mejor acceso de la AF al mercado (directamente o en alianzas con empresas), diversificación productiva, seguridad alimentaria mejorada, instrumentos para la adaptación al cambio climático, mejor acceso a servicios y complementación de esfuerzos del sector público y avances en la inclusión financiera. Esto representaría una oportunidad de consolidación de las experiencias en forma de un programa a escala más amplia.

Enfoque estratégico

16. El área temática responde a las políticas del GdP y a la estrategia del FIDA en Paraguay y apunta a una ampliación, profundización y replicación de los logros de los proyectos de desarrollo financiados por el FIDA en el país. El posible Programa debería iniciarse a partir de las etapas finales de implementación del PPI, para integrar posteriormente las acciones del PROMAFI y eventualmente de una posible operación de inclusión financiera. El enfoque apunta a un escalamiento de las actividades y a una institucionalización de los mecanismos que deberían conformar un programa nacional para las políticas de desarrollo rural del MAG. Para ello, el Programa, manteniendo y fortaleciendo las metodologías e instrumentos validados por los proyectos, sería más inclusivo, más

articulado y articulador de las diferentes reparticiones del MAG (y de otros órganos del estado), articulador con el sector financiero público y privado, y descentralizado en sus operaciones con mayor participación de las instituciones locales y con el sector privado empresarial y cooperativo.

Contexto

17. El contexto está dado por la situación socio-económica del país, por el marco de políticas del Gobierno del Paraguay y de los resultados de los proyectos mencionados, y por los avances en la implementación del COSOP-BR. Es arriesgado hacer previsiones sobre el futuro. Sin embargo, en un horizonte de corto-mediano plazo, hay consenso de que la economía del país seguirá creciendo, probablemente a un ritmo un poco más lento del actual, de que la pobreza rural en el corto plazo disminuirá pero probablemente de manera muy modesta y de que la situación de la AF podría mejorar parcialmente como efecto de las políticas y de los proyectos en curso. Es posible que el número de productores de la AF disminuya ligeramente y la situación de cambio climático sea más crítica de la actual. En términos generales, las políticas de lucha contra la pobreza mantendrán su prioridad y solo habrían cambios de modalidades vinculadas en particular a las transferencias no reembolsables. En conclusión, el escenario y el contexto, dentro de aproximadamente cuatro años, no será dramáticamente diferente al actual.

18. Este escenario, que solo podrá confirmarse en el momento del diseño, permite afirmar que un Programa que, en el mediano plazo, apunte al escalamiento y consolidación de las operaciones y experiencias del programa país del FIDA será pertinente y responderá a las prioridades de desarrollo rural. Respecto a los avances de los proyectos financiados por el FIDA que se implementan o se implementarán, existe un moderado optimismo de que se lograrán avances concretos en todas las áreas y las temáticas en las que operan.

19. Las lecciones aprendidas con el PPR, los análisis de los avances actuales del PPI, así como el enfoque y estrategia del PROMAFI, ponen en primera plana tres oportunidades que recomiendan un nuevo esfuerzo del FIDA en esta área:

- a) quedará una muy amplia demanda insatisfecha y se registrarán crecientes necesidades de apoyo por crecimiento y escalamiento de los procesos, incluyendo las comunidades indígenas;
- b) los tiempos de intervención de los proyectos, en algunos casos, no permiten alcanzar la sostenibilidad y consolidación plena de los procesos y se necesita mantener el apoyo y avanzar en otras etapas de desarrollo. Es prioritario contar con instrumentos para avanzar en la consolidación de los logros alcanzados, fortaleciendo el capital humano y el capital social, así como avanzar en las experiencias de acceso a mercado y de desarrollo y diversificación productiva, escalando el tamaño de las OR y de sus redes, ampliando el volumen de los negocios, estabilizando la formación de activos, consolidando el acceso a los mercados y cadenas de valor;
- c) las propuestas, enfoques, metodologías e instrumentos validados por los proyectos deben superar el ámbito “confinado” en los proyectos y generalizarse como parte de instrumentos de la política de desarrollo rural del Gobierno;
- d) el fortalecimiento de las organizaciones debe potenciar los aspectos de inserción en cadenas de valor y de acceso a mercados (incluyendo las compras públicas), aumentar las inversiones en las organizaciones, generar activos físicos y monetarios, asegurar el acceso a servicio de asistencia técnica y financieros, incluyendo las capacidades de adaptación al cambio climático y las productivas de las comunidades indígenas.

20. El área de desarrollo y fortalecimiento de las OR y la consolidación de los procesos de desarrollo productivo, las necesidades de asegurar una cobertura con alcance nacional, la consolidación y escalamiento, representan un desafío y una oportunidad estratégica que se complementa con las políticas nacionales. Existe la oportunidad para el FIDA de acompañar el marco de políticas nacionales para: i) dar respuesta a la elevada demanda de apoyo insatisfecha; ii) profundizar el desarrollo de las OR fortaleciendo la participación, el empoderamiento y el acceso a mercados; iii) apoyar la inclusión de indígenas y de otras poblaciones vulnerables, con especial prioridad de mujeres y jóvenes; iv) desarrollar y consolidar servicios financieros rurales incluyentes;

v) aumentar la adaptación de los productores al cambio climático; y vi) fortalecer la institucionalidad sectorial promoviendo la colaboración entre el proyecto y el sistema MAG.

21. La implementación actual del PPI, del PROMAFI, en etapa de aprobación, y las experiencias acumuladas anteriormente por el PPR, así como los avances en el área de inclusión financiera rural, generarán un contexto que recomienda un proceso de escalamiento y de consolidación de las metodologías, de los mecanismos y de los instrumentos validados, en un programa nacional de desarrollo rural que se transforme en un instrumento central de la política del MAG y del GdP para el sector. Esto permitiría definir un “programa país” global, coherente y estratégico que responda a los objetivos de la política nacional agrupados en el COSOP-BR.

22. Una eventual operación a identificarse en esta área temática debería diseñarse tomando en cuenta los resultados y los avances que se puedan observar en el mediano plazo. Se deberán considerar las experiencias y lecciones aprendidas por los proyectos mencionados, y también la evolución de las reformas institucionales que actualmente están en la agenda política. Es recomendable diseñar una eventual operación con un calendario que permita iniciar la ejecución antes de que finalice el PROMAFI, para evitar interrupciones y aprovechar las experiencias y los recursos humanos e institucionales existentes. Se apuntaría a extender la capacidad de cobertura y de acciones de los proyectos anteriores, sintetizando las experiencias y lecciones aprendidas para consolidarlas en un instrumento de política que asegure la sostenibilidad.

Conceptualización del área temática

23. Esta área temática, de alcance nacional, podría focalizar intervenciones de consolidación en la región oriental del Paraguay, donde se concentra la mayoría de las explotaciones agrícolas familiares y donde los proyectos anteriores han sido ejecutados, e intervenciones de arranque del desarrollo rural en la región occidental, con un enfoque en zonas de relativa concentración de población escasa. La población objetivo estará formada por pequeños agricultores de la AF y por poblaciones indígenas, priorizando la participación de mujeres y jóvenes.

24. La focalización consistirá en una diferenciación geográfica, en una focalización estricta del grupo objetivo constituido en organizaciones de por lo menos 20 familias, y en las oportunidades de mercado en el territorio. La focalización responderá a la aplicación de un balance equilibrado de criterios: (i) responderá a priorizar beneficiarios que han contado con apoyo de los proyectos anteriores y necesitan asistencia técnica para la consolidación; y (ii) se aplicará una focalización geográfica para llegar a familias pobres rurales que no han sido atendidas anteriormente, con una “respuesta” a la demanda insatisfecha de apoyo, con asistencia técnica e inversiones productivas.

25. La atención a esta área temática tiene como objetivo central identificar operaciones para la consolidación y ampliación de las acciones de desarrollo rural conformando un instrumento de política del MAG para una visión de largo plazo, que podrá evolucionar en el tiempo, adaptándose a los avances logrados y a los cambios de contexto. En detalle, los objetivos fundamentales responden a que: (i) las OR sean consolidadas, incluyendo pequeños productores y comunidades indígenas; (ii) las OR utilicen activos productivos para incrementar su seguridad alimentaria, su producción y comercialización de manera sostenible, adaptada al cambio climático y de manera consolidada; y (iii) las OR accedan a servicios financieros y asistencia técnica apropiada, con énfasis a la sostenibilidad y la consolidación.

26. Las necesidades de la AF recomiendan la replicación de los instrumentos de fortalecimiento de OR validadas por proyectos anteriores, debidamente ajustados y mejorados. Será necesario apoyar a las organizaciones de base, para que logren identificar y ejecutar negocios productivos basados en el asociativismo, escalamiento en redes de OR y la agregación por medio de planes para asegurar la sostenibilidad y el progresivo crecimiento de escala de las OR y de los negocios. Para el desarrollo productivo sostenible, en primera instancia, será necesario aplicar los instrumentos validados por proyectos anteriores, debidamente ajustados y mejorados, con especial atención a la sostenibilidad y consolidación. En servicios financieros rurales será necesario mejorar y acompañar el desarrollo financiero de las OR para que accedan al crédito de capital operativo a través de Instituciones Financieras Intermediarias (IFIs) y el acceso a servicios financieros ampliados. En caso de contar con avances en la ejecución de la Estrategia de Inclusión Financiera Nacional y eventualmente de una operación del FIDA en esa área, se articularán y alinearán las actividades en los temas de educación financiera, de capacitación financiera de las OR y de los productores, y del diseño de productos financieros adaptados a la AF (tales como seguros agrícolas, créditos para sectores específicos, y productos especiales de ahorro). De acuerdo a los avances que existan en

relación al Fondo de Garantía propuesto por el PROMAFI y a las políticas nacionales al respecto, se deberán analizar los mecanismos más adecuados para asegurar el financiamiento del capital de trabajo (y parte de las inversiones).

27. El apoyo a esta área temática requiere de recursos proporcionales a las necesidades de asegurar una cobertura amplia del grupo objetivo del programa país del FIDA. Se estima que el costo de una eventual operación podría ubicarse en USD 80 millones, a los cuales se podrían agregar aproximadamente USD 12 millones para adaptación al cambio climático. En caso de optar por una cobertura geográfica parcial, el monto se podría reducir proporcionalmente: sin embargo, es probable que una operación menor a los USD 60 millones no tendría el impacto esperado. La decisión de avanzar en identificar una operación en esta área temática está vinculada a la confirmación de la priorización por parte del GdP y del avance y logros de resultados de la implementación del PPI, del PROMAFI y, eventualmente, una operación especializada de inclusión financiera rural.

III. Área temática de Microempresas Rurales

Antecedentes y contexto

28. Los relevantes procesos productivos y los cambios socioeconómicos que se han manifestado en el sector rural del Paraguay y la aceleración de los mismos en los últimos años se caracterizan, entre otras modificaciones, por una reorientación de la pequeña producción y una transición de la principal fuente de generación de ingresos para las familias pobres rurales, que se origina cada día más por fuentes múltiples y cada día es menos dependiente de la producción agropecuaria cuentapropista en las pequeñas parcelas.

29. La generación de ingresos por venta de fuerza de trabajo asalariado, temporario o estable, en el medio rural o en los centros poblados, es acompañada por un crecimiento del tejido tradicional de artesanía (incluyendo la artesanía indígena) y de nuevas microempresas rurales, como la microempresa manufacturera de madera, de transformación y producción de alimentos y microempresas de servicios. Algunas microempresas de artesanía logran un muy alto nivel cualitativo, como por ejemplo los tejidos de algodón Ñandutí, Encaje Yú, el Aho Poí (tejido especial típico) originario de la ciudad de Yataity en el departamento del Guairá, y los ponchos y los tejidos en lana, el cuero repujado, la orfebrería y la cerámica de Itá, Areguá, Tobatí.

30. Las microempresas rurales son un conjunto muy heterogéneo y con características diversas, generalmente informales y de difícil identificación y evidencias estadísticas. Una estimación muy aproximada (que no cuenta con respaldo estadístico) indica que existirían entre 20 y 30 mil microempresas rurales, con unas 50-80 mil personas ocupadas. Estos datos pueden variar sensiblemente dependiendo de los criterios con los cuales se clasifican y con los cuales se caracterizan las microempresas rurales.

31. Los datos disponibles son derivados del Censo poblacional y se obtienen extrapolándolos de la categoría estadística “cuentapropistas” que incluye los pequeños productores agropecuarios de la agricultura familiar. Se trata por lo tanto de datos secundarios, de difícil interpretación y poco confiables. Un estudio del Ministerio de Industria y Comercio (MIC), apoyado por el BID, indica que la mayor concentración de microempresas se encuentran, a parte Asunción, en el Departamento Central, Paraguari, Caaguazú, Guairá., Alto Paraná e Itapúa. Actualmente, el MIC está iniciando un proceso de identificación y de cuantificación de artesanos y microempresas rurales. En Paraguay, la definición de microempresas está consignada en la Ley 4457 del 2012 de microempresas, que presenta los lineamientos y las normas rectoras de las mismas.

32. En la actualidad la informalidad es la “regla” aplicada por el proceso de desarrollo de las microempresas rurales, que no están registradas como tales, no cuentan con trabajos formalizados, pago de seguros, contratos de empleo, en especial en las microempresas de carácter familiar. Es común observar familias que se dedican a actividades agropecuarias, y que desarrollan en paralelo o suman (o viceversa) actividades microempresariales aprovechando oportunidades y eventuales habilidades y conocimientos propios de uno o más miembros de las familias.

33. Hay evidencias empíricas derivadas de observaciones directas que señalan como crecientes los aportes a la generación de los ingresos familiares de la población rural que se generan en microempresas manufactureras o comerciales, servicios, remesas, transferencias, etc., y que son

complementarios (en algunos casos pasan a ser principales) a la generación de ingresos por actividad agropecuaria.

Perspectivas y actividades en curso

34. El Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG) ha iniciado una reflexión, novedosa para el sector público del país, que analiza la realidad sectorial rural a partir de una concepto y una visión de "economía rural", que supere la visión restringida a las actividades agropecuarias para ampliarlas a una aproximación más global, que tome en cuenta todas las actividades productivas y generadoras de ingreso que se dan en el campo, y finalmente más correspondiente a la realidad de la estructura socio económica rural. La reflexión es todavía incipiente, sin embargo ha iniciado a poner en evidencia la importancia de la microempresa (y artesanía) rural. El Crédito Agrícola de Habilitación (CAH), por su parte, se ha sumado a este proceso de reflexión y ha iniciado a estudiar la posibilidad de diversificar sus productos financieros para responder a una demandad de financiamiento rural multi sectorial.

35. Entre las iniciativas de apoyo al sector la más relevante está a cargo del MIC, Vice Ministerio de Micro y Pequeña Empresa, por medio de un financiamiento reciente del BID para un Programa de Financiamiento de las Micro, Pequeñas y Medianas Empresas (MiPyME) Paraguayas. El Programa prevé asignar USD 20 millones al producto de financiamiento Propyme de la Agencia Financiera de Desarrollo (AFD) y USD 8 millones para el Fondo de Garantía para MiPyME, administrado por la AFD (que se establecerá por medio de una Ley) y USD 2 millones para asistencia técnica y para mejorar las capacidades gerenciales y técnicas, y desarrollar planes de negocio para que las MiPyME puedan ser sujetos de crédito.

Área temática y posible participación del FIDA

36. La conceptualización y aplicación de políticas para reducir la pobreza rural necesitan tomar en cuenta las estrategias diversificadas de generación de ingresos de la población rural y de la evolución de la economía rural. Hasta la fecha, los esfuerzos del MAG y de los proyectos financiados por el FIDA se han centrado sobre los diferentes aspectos de la generación de ingresos vinculadas a la producción agropecuaria, y es evidente que es necesario ampliar esa aproximación a un concepto y visión más "rural" y de economía y generación de ingresos rurales multi sectoriales.

37. A la espera de poder contar con un estudio que aporte más conocimientos sobre el tema, la evidencia empírica y la observación directa indica que la principales limitantes al desarrollo de las microempresas rurales (MER) son: i) el funcionamiento discontinuo y baja actividades ligadas a la producción agropecuaria propia y el tamaño reducido de las MER, que sólo representan un complemento a los ingresos familiares; ii) poca racionalidad en el uso de los recursos productivos, cuya lógica se orienta prioritariamente a la reducción del riesgo; iii) bajos niveles de conocimientos y destrezas, de tecnología, de calidad y de volumen de producción; iv) falta de capital de trabajo y acceso muy restringido a fuentes de financiamiento; v) insuficiente vinculación a los mercados; y vii) deficiencias de infraestructura, sobre todo caminos y en algunos caso energía.

38. El involucramiento del FIDA en esta área temática responde estratégicamente a una visión global de los procesos de superación de las condiciones de la pobreza rural a través de la generación de ingreso rural, principal o complementario, así como de los procesos de posible agregación de valor para la producción primaria y la oferta de servicios para la misma. La atención del FIDA a esta área se justifica por la capacidad de esas empresas en contribuir a diversificar las actividades y generar puestos de trabajo y generar ingresos, reducir los riesgos, promover las relaciones y las alianzas con la producción agropecuaria local y con empresas más grandes como proveedoras de servicios y de bienes intermedios y finales. El involucramiento del MAG, a través de un posible servicio desde su presencia descentralizada, se justificaría en el vínculo entre la economía rural y la productividad de la agricultura familiar, y en los posibles aumentos de la productividad y la inserción comercial de la agricultura familiar en cadenas de valor. El involucramiento del MIC se deduce de su mandato general para el sector.

39. En esta área temática el FIDA podría impulsar una iniciativa para favorecer un desarrollo rural y territorial equilibrado y diversificado. Dada la escasa experiencia en el país en el tema de microempresas rurales, se considera de que el FIDA, por indicaciones y con el acuerdo del GdP, podría favorecer una articulación entre el MIC y el MAG para analizar la posibilidad de una operación piloto, pero de tamaño suficiente a generar impacto, que apoye principalmente las MERs existentes,

concentrando las actividades en la creación de capacidades técnicas, comerciales y gerenciales, en el emprendedurismo rural, en el acceso a servicios financieros, relacionados con la experiencia que pueda acumularse en la gestión del Fondo de Garantía para MiPyME apoyado por el BID. La operación podría tener un fuerte enfoque en jóvenes y mujeres, y abstenerse de apoyar actividades con impacto ambiental negativo.

40. El apoyo a la microempresa representa una alternativa posible de generación de ingreso primario o complementario, y puede desarrollar una función sinérgica con la producción primaria y vincularse con las actividades de la agricultura familiar apoyadas por el MAG (por ejemplo, en el marco de los Planes de Negocios apoyados por los proyectos financiados por el FIDA): pueden ofrecer una amplia gama de servicios para las cadenas de valor, incluyendo transformaciones agroindustriales intermedias, primeras etapas de manufacturación, provisión de insumos (por ejemplo embalajes) a las cadenas o servicios intermedios (por ejemplo selección y empaque), e insumos para la producción agropecuaria, como por ejemplo alimentos balanceados para el desarrollo de la lechería, equipos, servicios de transporte y de reparaciones mecánicas, etc. Existe también la oportunidad de apoyar la artesanía, por ejemplo indígena, y la producción y elaboración de productos típicos y étnicos. Esta última posibilidad podría contar con el apoyo de experiencias internacionales en este campo (ICCO, Slow Food, etc.)

41. El FIDA debería coordinar cualquier iniciativa en esta área con el MIC y el MAG, especialmente para definir las responsabilidades institucionales. Además, antes de avanzar con este tema sería necesario alcanzar un consenso respecto a las características y la definición de la microempresa rural en Paraguay. Una posible decisión de avanzar con la involucración del FIDA en esta área está condicionada a la confirmación de la priorización por parte del GdP, del avance y logros del proceso de reflexión del MAG en relación a su visión y políticas de desarrollo rural ampliada y en las posibilidades de articulación y de interés por parte del MIC.

Expediente principal 1: La pobreza rural y las cuestiones relativas a los sectores agrícola y rural

Áreas Prioritarias	Grupos Involucrados	Temas Principales	Acciones Necesarias
1. Reducción sostenible de la pobreza de la población rural, priorizando los departamentos con mayores índices de pobreza rural y menor desarrollo institucional	<p>Agricultores /as familiares (AF)</p> <p>Mujeres rurales</p> <p>Jóvenes rurales</p> <p>Organizaciones sociales de la AF</p> <p>Comunidades de Indígenas</p> <p>Instituciones públicas orientadas al desarrollo rural del Gobierno Nacional y los Gobiernos Departamentales</p>	<p>Implementar en las organizaciones asistidas instrumentos que permitan generar un incremento de los ingresos de los productores asociados, de manera sustentable por medio del capital social fortalecido y con inversiones para mejorar las actividades productivas.</p> <p>Dejar capacidad instalada e instrumentos validados en las organizaciones de aquellos departamentos más pobres para la gestión del desarrollo</p> <p>Incorporar la metodología de Diagnóstico Rural Participativo, entre los miembros de organizaciones sociales a ser beneficiarios.</p> <p>Apoyar el mejoramiento de la calidad de las políticas públicas para el desarrollo rural y la AF y maximizar el impacto de las mismas en los destinatarios.</p>	<p>Implementación de instrumentos de análisis organizacional, a través el diagnósticos participativos, para establecer los procesos requeridos para el fortalecimiento de las organizaciones</p> <p>Fortalecimiento de las organizaciones de campesinos, para mejorar la calidad de gestión para el desarrollo de los proyectos, a fin de aumentar y mejorar sus rubros productivas y el acceso al mercado</p> <p>Apoyar la implementar de metodologías de gestión de los proyectos en las dependencias del MAG, relacionadas con los programas y proyectos para el manejo eficiente de los recursos de los mismos</p> <p>Apoyar las instancias de diálogo, sobre las acciones de planificación estratégica en los territorios, entre el Gobierno nacional y el Departamental y entre ambos y las organizaciones sociales representativas de los beneficiarios</p>
2. Diversificación productiva, competitividad y agregado de valor	<p>Agricultores y agricultoras familiares</p> <p>Organizaciones económicas de servicios rurales a la AF</p> <p>Instituciones públicas departamentales y locales de asistencia técnica y extensión rural</p>	<p>El establecimiento de la competitividad de la AF, referida a diferentes rubros, condiciones de producción, cantidad, calidad, estructuración de la oferta, para asegurar el acceso a mercados (cadenas de valor – compras públicas)</p> <p>Inversión para la generación de</p>	<p>Generación de tecnologías apropiadas</p> <p>Asistencia técnica y extensión rural</p> <p>Visión interdisciplinaria y sistémica de los sistemas de producción/comercialización</p> <p>Organización de la producción y de los servicios dentro de las diferentes cadenas</p> <p>Asistencia técnica y facilitación de las inversiones en</p>

Áreas Prioritarias	Grupos Involucrados	Temas Principales	Acciones Necesarias
	<p>Pequeñas y medianas empresas agroindustriales rurales y/o de servicios a la producción</p> <p>Empresas agroindustriales y /o comerciales, que lideran las cadenas de valor seleccionadas</p>	<p>tecnologías de procesos (más allá de la finca), apropiadas para la agregación de valor por parte de sistemas agroindustriales con la participación de la AF</p> <p>Asistencia técnica eficiente con servicios interdisciplinarios y con una visión de accesos a cadenas” y la creación de “redes” para el mejorar las condiciones de negocios los requerimientos de las organizaciones</p> <p>Información estratégica a las organizaciones, que constituyan la fuente eficaz para la toma de decisiones adecuadas relativas a la producción y comercialización</p> <p>Alianzas con el sector privado, agroindustrial y/o comercial</p> <p>Identificación y aprovechamiento de nuevas oportunidades en los mercados institucionales</p> <p>Generar condiciones para que una parte de aumento de los ingresos que genera renta en el proceso de relacionamiento con las industrias y los comercios, por parte de las OSC de la AF y que ésta se transfieran a sus socios en forma de nuevos servicios.</p>	<p>las fincas para asegurar el cumplimiento de Programación de la producción de los AF que consideren los criterios en materia de calidad, inocuidad de los alimentos, sanidad animal y vegetal de modo que los habilite a insertarse en los diferentes mercados nacionales e internacionales</p> <p>Inversiones en infraestructura estratégica: (i) para mejora y oferta permanente de la producción; (ii) para el transporte y las comunicaciones; (iii) para el almacenaje y la conservación</p> <p>Estímulo para el asociativismo y fortalecimiento organizacional para que las OSC de la AF asuman la necesidad de integrarse en ellas para escalar sus volúmenes de producción y mejorar sus condiciones de negociación</p> <p>Sistemas Información Estratégica para los AF y sus organizaciones, para mejorar las condiciones técnicas y económicas de la producción (bajar costos), mejorar su capacidad de comercialización (acceso a mercados) y aumentar sus capacidades de negociación (precio, calidad y sostenibilidad de acceso a los mercados y a las empresas compradoras)</p> <p>Asistencia a las organizaciones sociales representativas de la AF y de servicios para mejorar sus capacidades en cuanto a la negociación comercial con las empresas privadas y su sostenibilidad y permanencia como proveedores</p>
<p>3. Acceso a Recursos Financieros</p>	<p>Agricultores/as familiares Mujeres rurales Jóvenes rurales Indígenas Empresas públicas y privadas del sector financiero</p>	<p>Implementación de mecanismos eficaces, especialmente sistemas de garantías, que faciliten el acceso a los servicios financieros rurales, a través de las entidades financieras con presencia en el campo, tanto del</p>	<p>Implementar los instrumentos a ser creados, conforme a la definición de la estrategia nacional de inclusión financiera, para el perfeccionamiento del mecanismo de acceso a las ventanillas de crédito, uno de los mecanismos es el sistema de garantía con el uso de colaterales que permitan el acceso a las ventanillas</p>

Áreas Prioritarias	Grupos Involucrados	Temas Principales	Acciones Necesarias
		<p>sector público, el privado y las empresas cooperativas. Fomentar los procesos de Inclusión Financiera con acciones especializadas</p> <p>Establecimiento, en las organizaciones de mecanismos de capitalización de sus asociados, a través de la aplicación de parte de los ingresos incrementados en forma de ahorros o capital institucional</p> <p>Establecer en las organizaciones la tecnología de manejo de créditos</p>	<p>especializadas para la AF</p> <p>Implementar los instrumentos de forma tal que una porción de los ingresos incrementados en forma de ahorros o capital institucional</p> <p>Implementar capacidad para el manejo de la cartera de créditos con fondos propios o créditos externos, desarrollo de nuevos servicios y productos financieros apropiados a este tipo de organización e implementar las herramientas de gestión financiera</p>
<p>4. Implementar el desarrollo de Capital Social en las Organizaciones Rurales</p>	<p>Organizaciones sociales de la AF, incluyendo a las que se dedican a la producción, y a la comercialización de sus productos</p> <p>Contratistas de servicios técnicos, profesionales independientes o empresas de servicios para la AF</p>	<p>Apoyo a las políticas de estímulo al asociativismo y a la construcción de redes y/o cooperativas para acceder a más y mejores bienes y servicios</p> <p>Representatividad y gestión de servicios de las OSC de la AF</p> <p>Alianzas público / privadas y privadas / privadas, entre el sector empresarial y las empresas de economía social de los AF</p>	<p>Asistencia técnica para el fortalecimiento de la gestión de las OSC de servicios y las pequeñas cooperativas de la AF</p> <p>Servicios de fortalecimiento organizacional, capacitación de dirigentes y apoyo financiero (subsidios parcial o créditos adecuados) a las inversiones y a la gestión de las mismas</p> <p>Fomentar la integración entre las OSC y cooperativas de la AF– compartiendo experiencias y conocimientos sobre buenas prácticas de gestión y buscar el establecimiento de negociaciones conjuntas</p>
<p>5. Reducción de las vulnerabilidades ambientales</p>	<p>Población Rural en general</p> <p>Comunidades rurales</p> <p>Pequeños agricultores/ as familiares</p>	<p>Apoyo a las Políticas de diversificación productiva, con información y asistencia técnica para favorecer la adaptación y mitigación de los efectos del cambio climático</p> <p>Generación y gestión del Conocimiento y la Información sobre nuevas oportunidades y opciones productivas y económicas.</p>	<p>Investigación y análisis sobre nuevas oportunidades de mercado internacional, nacional y local, derivado de una expansión de la demanda de alimentos por causa de los efectos del cambio climático</p> <p>Apoyar los programas de asistencia técnica en el manejo responsable de recursos naturales y rubros y tecnologías que más adapten las variables (i) tipo de producción o cultivo; (ii) sistema de producción; (iii) demanda; (iv) disponibilidad, características y calidad de los recursos naturales disponibles y oportunidades de acceso por parte de la AF</p>

Expediente principal 2: Matriz de organizaciones (análisis de las fortalezas, oportunidades, debilidades y amenazas)

Institución	Fortalezas	Debilidades	Oportunidades	Desafíos	Observaciones
1 Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG)	Institucionalidad con amplia presencia en todo el país, responsable por: (a) diseño, aplicación y evaluación de las políticas públicas en materia agropecuaria, forestal, y de alimentación; (b) estímulo a la producción y los servicios al sector rural; (c) la aplicación de las políticas de desarrollo rural, y diferenciadas para la AF; (d) la implementación del RENAF; (e) la definición e implementación de inversiones públicas a nivel nacional y departamental dirigidas a la infraestructura de apoyo a la producción agrícola y el desarrollo rural.	Deficiente comunicación entre las dependencias de la central y las Unidades Ejecutoras, en referencia a la implementación de las políticas en el territorio Falta de información estadística que respalde el diseño de las políticas públicas, a su aplicación y un eficiente sistema de SyE. Información censal desactualizada Riesgos en la continuidad de las políticas públicas y en la vigencia y soporte presupuestal a sus instrumentos	Demanda expandida y sostenida de alimentos a nivel internacional, sobre la que se pueden planificar acciones e inversiones productivas de aumento de la competitividad	Liderar un proceso de respaldo al desarrollo de las economías regionales, en el marco de una demanda creciente de alimentos a nivel mundial y las potencialidades del país para atender la misma	Desde el punto de vista de la Estrategia del FIDA en Paraguay, el MAG es el interlocutor político natural, aunque debe coordinar con: (a) Ministerio de Hacienda y la; (b) Secretaría Técnica de Planificación
2 Secretaría de Acción Social (SAS)	Secretaría con rango ministerial, que se encarga de la implementación de programas de alivio a la pobreza extrema. Tiene el liderazgo en la coordinación de los programas donde hay	Tiene una cantidad importante de población cuya atención debe priorizar, sobre todo en los asentamientos rurales. No cuenta con recursos	Los proyectos ejecutados en las diferentes zonas del país, han instalado el concepto de que los apoyos de estado llegan mejor si los campesinos están	Falta mejorar la capacidad institucional para la implementación del programa. Falta de coordinación con	Los proyectos ejecutados con recursos de otras instituciones y que provienen del financiamiento de la

	participación de varias instituciones relacionadas con el combate a la pobreza extrema	propios, su acción se basa en la participación de instituciones que integran el programa Sembrando Oportunidades que apoyan con técnicos y recursos financieros las acciones del programa	organizados, eso facilita la asistencia a los mismos.	otras entidades especializadas del sector y una mayor difusión de los programas, especialmente entre los beneficiarios	Cooperación internacional, están normados por convenios que en algunos casos impide utilizar sus recursos sin considerar esos convenios	
3	Instituto Nacional de Desarrollo Rural y de la Tierra (INDERT)	Se encarga de la ejecución de la política de reforma agraria y apoyo a los asentamientos. Cuenta con recursos adicionales para apoyar su gestión como el FIDES que se origina en los impuestos	Es un institución con un número elevado excesivo de funcionarios, muy antiguos y con una muy fuerte burocracia interna vigente.	Sigue vigente el problema de la falta de tierras para los pequeños productores, así como la falta de formalización de los títulos de propiedad de los ocupantes de predios	Formalizar la tenencia de títulos de propiedad de los ocupantes de las colonias de la reforma agraria, darles la seguridad jurídica que convierta los propietarios de sus tierras	Las constantes denuncias de corrupción en la central como en sus agencias
4	Crédito Agrícola de Habitación (CAH)	Es una institución financiera de 65 años de vigencia en el sector agropecuario y agroindustrial. Se ocupa del acceso a una ventanilla especializada en atender a los pequeños productores rurales de bajos ingresos para el acceso al financiamiento. Tiene patrimonio propio, además desde el año	Debe mejorar la eficiencia de su sistema de análisis de riesgo. La concentración de la decisión sobre las operaciones le resta agilidad en sus operaciones	Existe una amplia población rural que puede ser demandante de sus servicios, y que todavía utilizan los servicios financieros informales con altos costos que no le permiten generar renta	Llegar a una cobertura mayor de beneficiarios. Adecuar los productos financieros a las condiciones del deudor	Una de las acciones necesarias, constituye la descentralización de las decisiones en las sucursales, ya que algunas operaciones se concretan solo con la participación de

		pasado recibe asignación de recursos obtenidos con la venta de bonos para aumentar su capital y a través de convenios con el MAG, está consiguiendo otros recursos para crédito para beneficiarios de la DAAF Y PPA				las dependencias la matriz a fin de tener una mayor cobertura y agilidad en sus servicios
5	Instituto Nacional del Indígena (INDI)	Establece y aplica las políticas y programas que están dirigidos para la población indígena. La población indígena es el 10% del total de la población de pequeños productores pobres	Tiene una escasa cobertura en relación a las comunidades existentes, que por otro lado están dispersas en los territorios. Una las razones es la falta de presupuesto lo que no permite una asistencia integral	Tiene apoyo inclusive de organismos internacionales. El tema de la población indígena es de una especial atención	La instalación y operación de mecanismos y estrategias diferenciadas que estén dirigidas a la población indígena que es altamente vulnerable ya que se trata de la población con menores ingresos dentro de los grupos de la pobreza extrema	Falta una asistencia integral que abarque desde la salud, la capacitación y la oportunidad de realizar actividades productivas de generación de ingresos
6	Gobiernos Departamentales	Cercanía y conocimiento de las necesidades de desarrollo de comunidades y territorios Institucionalidad permanente vinculada con los Ministerios /las otras instituciones públicas, y las Secretarías de Agricultura de otros departamentos, cuentan con equipos	Falta de una definición conceptual clara sobre el desarrollo rural en sentido amplio Intervenciones básicamente asistencialistas o productivistas tomando de base un rubro o sector,	Una visión desde el Gobierno Nacional en general y el MAG en particular para impulsar el desarrollo de las economías regionales y departamentales, a través de la diversificación productiva, de actores y de	Baja capacidad de gestión de programas y proyectos, y baja eficacia en la aplicación de los recursos y en SyE en materia de desarrollo rural Faltan espacios	Necesidad de un mayor respaldo a los procesos de consolidación institucional de las áreas de desarrollo rural en los Gobiernos departamentales y locales Institucionalizar

	<p>técnicos de campo distribuidos por cada uno de los departamentos del país</p> <p>Vínculo institucional, político, operacional y presupuestal con los Municipios locales</p>	<p>definido por las Secretarías de Agricultura</p> <p>Desarrollo administrativo contable débil para la articulación de recursos e instrumentos</p> <p>Lejanía de los centros de decisión política</p> <p>Discontinuidad de las políticas públicas y los procesos de desarrollo con los cambios de gobierno</p>	<p>territorios</p> <p>La demanda expandida de alimentos a nivel global, que genera oportunidades para productos y cadenas de valor de las economías regionales y departamentales</p>	<p>de diálogo político con las organizaciones de la AF, que permitan mejorar el diseño y la aplicación de las políticas</p> <p>Simplificar, en la reglamentación de la ley de presupuesto nacional los mecanismos administrativos para la aplicación de recursos en el territorio</p>	<p>los procesos de diálogo de políticas entre el Gobierno Departamental, el Nacional y los destinatarios de las acciones de desarrollo rural</p>
<p>7</p> <p>Federación Nacional Campesina (FNC)</p>	<p>Es representativa de un buen número de organizaciones de productores de las organizaciones de la AF Campesina. 20.000 asociados</p>	<p>Falta de mayor participación de las bases en la toma de decisiones y en las negociaciones</p> <p>Participación relativamente baja en las instancias de diálogo político nacional y regional</p> <p>Recursos limitados para fortalecer su red de organizaciones de base y fortalecer su representatividad nacional</p>	<p>Fuerte respaldo de las políticas públicas al desarrollo de las economías regionales, a través de programas de desarrollo rural, de agregado de valor local a la producción y de inserción en los mercados de la AF</p> <p>Programas y proyectos que disponen de recursos e instrumentos para ser canalizados a través de OSC que pueden ser asociadas al FNC</p>	<p>Participar más activamente y con mayor visibilidad de los procesos de Diálogo político Nacional</p> <p>Usar la red de OSC adheridas al FNC como sistema o plataforma de información estratégica sobre tecnologías, mercados y servicios</p>	<p>Es una organización de segundo grado que tiene condiciones de participar activamente en el diálogo político con el Gobierno para la definición de políticas públicas y en la implementación de programas de desarrollo de la AF</p>

8	Organización Nacional Campesina (ONAC)	Representa a más de 15 mil productores de sus bases, que funciona en todo los departamentos de la región oriental país. Es una organización de carácter reivindicativo de las demandas de los campesinos que se centra principalmente en los problemas de acceso y tenencia de la tierra, problemas con las ventanillas de crédito, acceso a tierras fiscales entre otros	Su discurso y su accionar político va más hacia lo reivindicativo y no hacia los temas productivos y de comercialización. Hay muy poca rotación de sus dirigentes en los cargos principales	Tiene un potencial por el número de asociados. Puede facilitar el contacto con los mercados en forma directa o a través de empresas agroindustriales y/o comerciales, con los productos de la AF, reduciendo los costos de transacción y capturando parte de la renta generada en la cadena para sus rubros	Fortalecer su red de afiliadas y participar activamente de los espacios de diálogo político entre organizaciones sociales y las instituciones de gobierno nacional y provincial	Es una organización de segundo grado que tiene condiciones para participar activamente en el diálogo político con el Gobierno para la definición de políticas públicas y en la implementación de programas de apoyo para el desarrollo rural de la AF
9	Mesa Coordinadora Nacional de Organizaciones Campesinas (MCNOC)	Gestión participativa en las decisiones gremiales y empresariales, en todas las instancias de gestión y toma de decisiones políticas y comerciales. Cuenta con 48.000 familias asociadas	Su estructura no está totalmente consolidada en varios Departamentos Su gestión sobre aspectos productivos y comerciales es incipiente	Tiene un potencial por el número de asociados para llegar a los mercados en forma directa o a través de empresas agroindustriales y/o comerciales, con los productos de la AF, reduciendo los costos de transacción y capturando parte de la renta generada en la cadena para sus rubros	Buscar la participación en las instancias de definición de los instrumentos de la política pública nacional y departamental y agregar a sus servicios la inclusión en proyectos que apoyan el agregado de valor a los productos de sus asociados	Es potencialmente una organización que puede ser afín a la estrategia del FIDA, especialmente para constituirse en un medio para el acceso a los mercados para los productos de los asociados

<p>10 Federación de Cooperativas de Producción (FECOPROD)</p>	<p>Desarrolla proyectos conjuntos entre cooperativas de comercialización y agregado de valor y presta servicios de asistencia técnica a filiales de primer grado y sus asociados</p>	<p>Que no asistan a grupos muy vulnerables. Su cobertura es limitada al área de influencia de sus Cooperativas asociadas</p>	<p>Tiene buen acceso a la Cooperación internacional para aumentar su potencial de asistencia</p>	<p>Sus Cooperativas asociadas que tienen grandes inversiones en plantas industriales, siempre están interesadas en aumentar el acopio de materia prima, que puede ser proveído por los pequeños productores</p>	<p>Sus asociadas son las cooperativas de mayor porte, sus socios principales son los grandes productores.</p>
<p>11 Movimiento Campesino Paraguayo (MCP)</p>	<p>Promueve la reforma agraria integral, para las organizaciones asociadas, práctica de la democracia, lucha por una sociedad justa, el acceso equitativo de hombres y mujeres a los recursos gestionados por el Movimiento, busca la seguridad y soberanía alimentaria</p>	<p>Su estructura y el sistema de comunicación con las organizaciones asociadas no están consolidados en los departamentos donde opera</p>	<p>Tiene un potencial por el número de asociados Llegar a los mercados en forma directa o a través de empresas agroindustriales y/o comerciales, con los productos de la AF, reduciendo los costos de transacción y capturando parte de la renta generada en la cadena para sus rubros</p>	<p>Buscar la participación en las instancias de definición de los instrumentos de la política pública nacional y departamental y agregar a sus servicios la inclusión en proyectos que apoyan el agregado de valor a los productos de sus asociados</p>	<p>Es potencialmente una organización que puede ser afín a la estrategia del FIDA, especialmente para constituirse en un medio para el acceso a los mercados para productos de los asociados</p>

<p>12 <u>Asociaciones y Organizaciones Indígenas:</u></p> <p>Asociación Angaité para el Desarrollo Comunitario (ASADEC), de Presidente Hayes,</p> <p>Organización Payipie Ichadie Totobiegoso de (OPIT),</p> <p>Coordinadora de Comunidades Indígenas Cuenca Pilcomayo,</p> <p>Federación de Pueblos y Organizaciones Indígenas del Chaco Paraguayo (FEPOICHAPY),</p> <p>Coordinadora de Líderes Indígena del Bajo Chaco (CLIBCH),</p> <p>Federación Regional Indígena del Chaco Central (FRICC)</p> <p>Organización del Pueblo Nandeva (OPÑ),</p> <p>Mesa Coordinadora de Organizaciones Indígenas del Paraguay(MCOI-PY),</p>	<p>Los pueblos indígenas constituyen un universo de 115.000 personas, de los cuales 113.000 viven en comunidades en el medio rural, el 52% está localizado en la región oriental y 48% en la región occidental. Según datos de la Encuesta Nacional de la Dirección de Estadísticas Encuestas y Censos (DGEEC) y de UNICEF (mayo-junio 2008)</p>	<p>Los pueblos indígenas del Paraguay constituyen el 24% de la población rural más pobre. El “Informe Nacional sobre Alimentación y Nutrición de la FAO, el INDI y el MAG” (2014) sostiene que la pobreza extrema entre los indígenas es 2,4 veces más que la pobreza extrema de la niñez paraguaya, en tanto la desnutrición dobla los valores de la destrucción de la niñez no indígena; así, la frecuencia de la anemia en niños no indígenas es del 45,8 % mientras que en niños indígenas es del 74,4%. Esta pobreza extrema guarda relación directa con la falta de disponibilidad y acceso a alimentos en cantidades, calidades y variedades suficientes</p>	<p>En el caso particular de los pueblos indígenas, el gobierno tiene en marcha un conjunto de proyectos dirigidos a estos grupos, como el Plan Integral de Pueblos Indígenas, con el objetivo de mejorar la nutrición y las condiciones sanitarias de estas poblaciones, o el Programa de Agricultura y Economía Indígenas de la DEAg, que brinda asistencia técnica con el propósito de impulsar el arraigo, promoción y desarrollo de los pueblos originarios a través de intervenciones sostenidas, acorde a las características culturales y concepciones tradicionales. La DATSI, una dependencia de la DEAG, fue establecida para brindar asistencia técnica a los pueblos originarios.</p>	<p>Lograr que las diferentes organizaciones de integración que representan a las comunidades, acuerden entre sí la presentación conjunta de las demandas del sector en forma grupal y evitar dispersar los esfuerzos</p>	<p>Los pueblos indígenas se encuentran casi un 50% en cada una de las dos grandes regiones del país, pero en cada región la dispersión de las comunidades es grande, están muy separadas lo complica la asistencia sobre todo en los programas de aumento de ingresos, porque para lograr un volumen de su producción que les permita lograr mejores condiciones de mercado.</p>
---	--	---	---	--	--

<p>Organización del Pueblo Nivacle(OPN),</p> <p>Grupo de trabajo interétnico Asociación de Mujeres Artesanas Nivachei (Chaco).</p> <p>Federación de Asociaciones Indígenas de la región Oriental, que agrupa a 9 “Asociaciones”, con un total 152 comunidades miembros:</p> <p>Asociación de Comunidades Ava Guaraní del Alto Paraná (ACIGAP),</p> <p>Asociación de Comunidades Indígenas Ava Guaraní de Alto Canindeyú (AAGAC),</p> <p>(Otras)</p>					
---	--	--	--	--	--

Expediente principal 3: Posibilidades complementarias de asociaciones o iniciativas con donantes

Organismo/Agencia	Sectores prioritarios y áreas de acción	Estrategia en el país (periodo)	Programas/proyectos	Complementariedad/sinergias /potencialidades
<p>1 Banco Mundial</p>	<p>La Estrategia de Alianza con la República de Paraguay, propuesta por el BM está alineado al PND 2030 y tiene por fin contribuir al cumplimiento de sus objetivos generales en relación con la pobreza y la igualdad. Las áreas de resultados esperados en la EAP, que afectan al sector rural son:</p> <p>Resultado 1: Fortalecimiento de la resiliencia frente a los riesgos y la volatilidad</p> <p>Resultado 1.2: Mayor inclusión financiera</p> <p>Resultado 1.3: Mejora de la gestión ambiental</p> <p>Área de resultados 2: Fomento de la provisión de bienes y servicios públicos que favorezcan a los pobres</p> <p>Resultado 2.1: Aumento de los ingresos y de la progresividad de la gestión fiscal</p> <p>Resultado 2.2: Mejora del acceso a servicios públicos de calidad para los pobres</p> <p>Resultado 3.1: Mejora de la productividad agrícola y el acceso a los mercados para los pequeños agricultores.</p> <p>Se prevé que el apoyo financiero total del GBM será de entre USD 900 millones y USD 1.100 millones durante el periodo de la EAP.</p>	<p>2015 - 2018</p>	<p>El Proyecto de Desarrollo Rural Sostenible (PRODERS) En el año 2013 concluyó una primera etapa con un costo total de USD 37 millones y está en etapa de ratificación por el Congreso de Paraguay una nueva fase con un aporte total del BIRF de USD 100 millones y un costo total de USD 116 millones.</p> <p>Modernización del sector de agua y saneamiento: USD 83,50 millones.</p> <p>Incrementar la eficiencia, la cobertura y la sostenibilidad de los servicios de abastecimiento de agua y saneamiento en Paraguay.</p> <p>Proyecto de Conservación de la Biodiversidad y Gestión Sostenible de la Tierra en la Zona del Bosque Atlántico del Paraguay Oriental: USD 18.29 millones. El objetivo es conservar la biodiversidad en el ámbito productivo del Bosque Atlántico del Alto Paraná y de los ecosistemas asociados a éste.</p>	<p>Los diferentes proyectos que operan con la coordinación de la Dincap, deberían coordinar sus acciones en las áreas comunes de intervención, y también con relación a:</p> <ul style="list-style-type: none"> -los instrumentos que aplican, -la metodología de intervención de cada uno de ellos, -Evitando superposiciones y confusiones entre los productores organizados asistidos, y el solapamiento que en algunos casos puede restar efectividad a los proyectos en ejecución. <p>El Proyecto del BM que opera en algunas zonas comunes con el proyecto en ejecución del FIDA es PRODERS.</p> <p>El PPI, proyecto del FIDA en ejecución y también el PROMAFI, en proceso de aprobación prevén trabajar con áreas similares;</p> <ul style="list-style-type: none"> -AT, -Inclusión financiera, -Capital social, <p>Se pueden compartir experiencias y lecciones aprendidas de cada uno de los proyectos.</p>

<p>2 Banco Interamericano de Desarrollo (BID)</p>	<p>ESTRATEGIA DEL BID CON EL PAÍS (2014-2018), se alinea a los ejes del PND 2030.</p> <p>El objetivo de la estrategia, es apoyar la transformación productiva del país con miras a lograr un crecimiento económico sostenible e inclusivo, que se traduzca en una reducción de la pobreza y la desigualdad, a través de la generación de empleo formal, priorizando los siguientes sectores: (i) transporte y conectividad; (ii) agua y saneamiento; (iii) energía; (iv) desarrollo productivo; (v) sector financiero; y (vi) gestión pública.</p> <p>En cuanto al punto iv) desarrollo productivo, apoyará, con préstamos y asistencia técnica y en coordinación con las ventanillas del sector privado (FOMIN, IIC, OMJ, y SCF), iniciativas que promuevan las condiciones necesarias para mejorar la productividad y competitividad de las empresas, generar empleo (en particular, de las cadenas productivas y promover la participación económica de las mujeres. Estas son: (i) la consolidación de las políticas públicas de desarrollo del sector privado; (ii) la innovación organizacional y tecnológica en las empresas con énfasis en las PyMEs y asociaciones de pequeños productores agrícolas; (iii) la consolidación del sistema de catastro y registro a fin de promover la seguridad jurídica de la tierra; (iv) la provisión de bienes y servicios públicos agropecuarios, (v) fortalecimiento institucional de la</p>	<p>2014- 2018</p>	<p>Actualmente los proyectos en marcha en cuanto al área rural y el desarrollo rural, son: i) PAGRO. Programa de Modernización la Gestión Pública de Apoyos Agropecuarios Convenio de Préstamo 1800 OCPR Organismo Ejecutor: (DINCAP) Área de Intervención Territorial: Todos los departamentos del país. Cierra en 2015, cubre los departamentos de Paraguari y Cordillera. Objetivo General: Contribuir a la mejora de la productividad y el aumento de los ingresos de los pequeños y medianos productores Agropecuarios del Paraguay. Objetivos Específicos: Incrementar la tasa de adopción de tecnologías agropecuarias ambientalmente adecuadas con rentabilidad económica positiva. ii)PR-T1168 : Microseguro Paramétrico Agrícola para Pequeños Productores en Paraguay USD 794.000: Busca contribuir a mantener el nivel de ingresos y de activos de los pequeños productores cuando se presentan condiciones climáticas adversas que afectan sus cultivos, a fin de poder facilitar que alrededor de 5.000 pequeños productores aseguren sus cultivos por pérdidas derivadas condiciones climáticas adversas, derivadas del cambio climático, se espera tener un total de 15.000 hectáreas aseguradas de sésamo, maíz, poroto y chíá en el departamento de San Pedro, Alto Paraná y Caazapá. iii. PR-M1025 : La Frutihorticultura como Oportunidad de Acceso a</p>	<p>El proyecto PAGRO, tiene como componente el mejoramiento de los suelos de las parcelas y la adopción de tecnología para los pequeños productores, se puede articular la intervención en las áreas comunes donde se ubican los beneficiarios de ambos proyectos en la región</p>
--	--	-------------------	--	---

	<p>Secretaría del Ambiente para un manejo sostenible de los recursos naturales y la elaboración del Plan Nacional de Adaptación al Cambio Climático, (vi) el aumento y la diversificación de las exportaciones; En cuanto al punto (v) sector financiero; el BID apoyará, a través de intervenciones con préstamos al gobierno y cooperaciones con entidades públicas y privadas apoyadas con asistencia técnica, los proyectos conducentes a:</p> <p>(i) promover el acceso al financiamiento de largo plazo y la IF de las empresas locales, especialmente las micro, pequeñas y medianas empresas y las asociaciones de pequeños productores agrícolas; (ii) privilegiar el acceso al crédito a mujeres empresarias, y en particular a las mujeres campesinas; (iii) fortalecer la banca pública de desarrollo con capacidad de implementar políticas públicas en materia de acceso e IF a través de la implementación de un fondo de garantía estatal para las MIPYMES.</p>		<p>Mercados Alto Valor y Oferta: El proyecto fruti-hortícola desarrollara una mayor oferta de productos a través de la capacitación y la implementación de sistemas de calidad de aquellos productores rurales localizados en los departamentos Central, Cordillera, Caáguazu, Sur de San Pedro, Norte de Paraguari y Sur-Este de Presidente Hayes. Iv. El proyecto para acceso a créditos de las MYPIMES, esta estudio y consideración en el poder Legislativo</p>	
<p>3 FAO</p>	<p>Prioridades de FAO Paraguay. El Gobierno de Paraguay, la FAO y el IICA acordaron la elaboración del Marco de Programación Conjunta (MPC) 2013 – 2018, cuyas prioridades están vinculadas a los objetivos estratégicos adoptados por el Gobierno de la República del Paraguay en el Marco Estratégico Agrario Ampliado (MEA) 2009-2018, y con los objetivos globales y hemisféricos de ambos organismos de la FAO e IICA. El MPC FAO/IICA</p>	<p>2013-2018</p>	<p>Los programas apoyados por FAO, para el área rural son: Desarrollo y competitividad agraria. Fortalecer el acceso de los productos agrícolas a los mercados, con énfasis en los pequeños y medianos productores. Desarrollo de la agricultura familiar y seguridad alimentaria. Incrementar el acceso a los alimentos e insumos productivos como la tierra, así como el uso sustentable del suelo y el agua en el sector agropecuario. Se prevé el apoyo a la elaboración de un</p>	<p>Los proyectos de competitividad y desarrollo de la agricultura familiar, tienen componentes que pueden articularse en las regiones donde coinciden en su ejecución, debido a la complementariedad de sus respectivos objetivos</p>

	<p>se ha elaborado en base a criterios de priorización que tienen en cuenta las demandas manifestadas por el gobierno paraguayo, en el mediano plazo, una cooperación para el desarrollo sectorial basada en la coordinación de esfuerzos y en la generación de sinergias. Las prioridades establecidas en el MPC, son las siguientes:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Desarrollo y competitividad agraria, fortaleciendo el acceso de los productos agrícolas a los mercados, con énfasis en los pequeños y medianos productores -Desarrollo de la agricultura familiar y seguridad alimentaria para incrementar el acceso a los alimentos e insumos productivos como la tierra, así como el uso sustentable del suelo y el agua. -Desarrollo forestal sostenible y servicios ambientales, desarrollo pecuario y granjero, se tiene previsto apoyar el mejoramiento de la sanidad pecuaria y la adopción de tecnologías sustentables para la diversificación de la producción pecuaria a nivel de granjas. ; -Gestión de riesgos asociada a la variabilidad y el cambio climático, se busca generar condiciones que contribuyan a la previsibilidad y reducción de la incertidumbre y la vulnerabilidad en la producción agraria, promoviendo el acceso de los productores agropecuarios a instrumentos adecuados para la gestión de riesgos asociados a la variabilidad y al cambio climático. 		<p>programa para promover el arraigo de los productores a través del fortalecimiento de la producción agropecuaria y forestal sustentable, lo que implica analizar sistemas productivos adaptados para la agricultura familiar. Desarrollo pecuario y granjero. Mejorar la sanidad pecuaria y la adopción de tecnologías sustentables para la producción pecuaria y granjera. En este ámbito, se propone el diseño e implementación un sistema de incentivos para el fomento a la producción pecuaria, con énfasis en especies menores, así como el apoyo a la definición de una estrategia de extensión pecuaria para promover la diversificación y la sanidad pecuaria</p>	
--	--	--	--	--

<p>4 PNUD</p>	<p>El sistema de planificación del PNUD se encuentra orientado a dar respuesta a las prioridades nacionales. Por ello cada cinco años, en coordinación con las demás agencias del Sistema de las Naciones Unidas en Paraguay, formula un documento marco conforme las indicaciones brindadas por el país en cuanto a las áreas en las que es requerida la cooperación de la organización. Esta planificación se denomina "Plan de Acción del Programa de País", el cual pone de manifiesto el compromiso entre el Gobierno del Paraguay y el PNUD de llevar adelante conjuntamente las actividades planificadas. En los últimos años, y como parte de una renovación programática del PNUD Paraguay, se han consolidado las siguientes áreas temáticas, a través de las cuales se llevan adelante diversos proyectos de apoyo al desarrollo del país: 1. Gobernabilidad Democrática, 2. Desarrollo Humano y Social, 3. Gestión y Reducción de Riesgo y 4. Ambiente y Energía.</p>	<p>2014-2018</p>	<p>Los programas apoyados por el PNUD, en el área 2 Desarrollo humano y social son: el Proyecto de Apoyo a la Agricultura Familiar (DAAF): Busca mejorar la calidad de vida de hombres y mujeres que se encuentran en situación de pobreza y cuya actividad es la agricultura familiar, fomentando el acceso a servicios, el aumento de ingresos y la inserción equitativa y sostenible del sector en el complejo agroalimentario. Proyecto apoyo a la producción de alimentos por la Agricultura Familiar (PPA): El objetivo del proyecto es mejorar la disponibilidad de alimentos de calidad, cantidad e inocuos en la finca y el acceso a los mismos, mediante el incremento de la productividad, la producción sustentable, diversificada, la comercialización y a la vez el fortalecimiento del capital humano y capital social. Proyecto fomento de la producción pecuaria en la Agricultura Familiar: Busca garantizar la disponibilidad de alimentos diversificados en cantidad, calidad e inocuos provenientes de la Agricultura Familiar (AF), destinado tanto para el consumo.</p>	<p>Los proyectos de apoyo a la agricultura familiar y a la producción de alimentos de la agricultura familiar, tienen componentes que pueden articularse en las regiones donde coinciden en su ejecución, debido a la complementariedad de sus respectivos objetivos</p>
----------------------	--	------------------	--	--

Expediente principal 4: Identificación del grupo-objetivo, cuestiones prioritarias y posible actuación

Tipología	Causas de la pobreza	Medidas recomendadas	Necesidades prioritarias	Apoyo de otras iniciativas	Respuesta del COSOP
1 Pequeños agricultores/as familiares en territorios con altos índices de pobreza y bajo desarrollo institucional	<p>Bajos ingresos y elevado riesgo de volatilidad en los precios de sus productos.</p> <p>Bajos niveles de productividad y por consiguiente de competitividad</p> <p>Alta vulnerabilidad a riesgos climáticos y baja capacidad de adaptación al cambio climático</p> <p>Dificultades de acceso al mercado de factores, insumos y productos</p> <p>Tienen deficiente diversificación productiva y poca inserción en los servicios financieros</p>	<p>Implementación de estrategias de diversificación productiva en los territorios</p> <p>Establecimiento de Políticas Públicas diferenciadas e instrumentos que favorezcan la inserción de estos productores en los diferentes mercados, en las Cadenas de Valor, el sistema de Compras Públicas, e Inserción Financiera, mediante una mejora sostenida en su competitividad</p> <p>Estímulo a las alianzas con otros actores empresas agroindustriales y/o de comercialización</p> <p>Gestión para la reducción del riesgo climático a nivel de las fincas (manejo y tecnología de adaptación, mitigación, alerta)</p>	<p>Establecimiento de un marco de incentivos para la diversificación e inserción en cadenas</p> <p>Fortalecimiento de sus organizaciones sociales y económicas para maximizar la obtención de renta en su participación en las cadenas</p> <p>Infraestructura de comunicaciones, transporte, riego y acondicionamiento de la producción</p> <p>Acceso a tecnologías adaptadas y apropiadas a los procesos de agregado de valor</p> <p>Acceso a servicios de asistencia técnica y extensión rural</p> <p>Accesos a servicios financieros</p> <p>Fortalecimiento de sus capacidades (capital humano) en identificación de oportunidades de negocios</p>	<p>Contar con un marco de políticas diferenciadas para el sector de los AF</p> <p>Registro Nacional de la AF,</p> <p>Plataforma de tecnologías apropiadas para la AF (IPTA),</p> <p>Programas y proyectos de desarrollo rural, diversificación y mejoras en la competitividad, con financiamiento externo y recursos presupuestales</p> <p>Programas de inversión pública en infraestructura agrícola, con financiamiento externo y recursos presupuestales</p>	<p>Estrategia de acción con priorización territorial, focalización de actores y la diversificación de productos</p> <p>Operaciones con enfoque ajustados a territorios, con inserción en cadenas competitivas y relevantes</p> <p>Transferencias para capitalización, servicios de asistencia técnica y extensión rural</p> <p>Apoyo a la generación de alianzas con el sector privado</p> <p>Implementación de instrumentos de acceso al financiamiento crediticio bancario y no bancario</p>

<p>2 Mujeres y jóvenes rurales</p>	<p>Bajo nivel de ingresos</p> <p>Limitaciones para el acceso a recursos productivos</p> <p>Escasas oportunidades para mujeres jefas de hogar y para los jóvenes</p> <p>Limitaciones para el acceso a la educación y capacitación</p> <p>Bajos niveles de integración a los procesos económicos y de desarrollo</p> <p>Bajo nivel de participación a nivel ciudadano, comunitario y en organizaciones</p> <p>Limitaciones para el reconocimiento de la propiedad sobre bienes, especialmente la tierra</p>	<p>Capacitación y formación (desarrollo de habilidades y destrezas) esto es especialmente válido para jóvenes (hombres y mujeres)</p> <p>Generación de nuevas oportunidades de trabajo a partir de la diversificación productiva y nuevas cadenas de valor</p> <p>Acceso a recursos de asistencia técnica y financieros apropiados y adaptados a sus condiciones</p> <p>Desarrollo de capacidades e impulso para la incorporación de jóvenes y mujeres en la dirección de las organizaciones sociales representativas</p>	<p>Educación, capacitación e inserción laboral y productiva</p> <p>Programas de seguridad social y de salud que reconozcan las condiciones especiales de la mujer rural</p> <p>Marco jurídico favorable a los emprendimientos productivos y comerciales, también de nuevos servicios</p> <p>Marco normativo para el reconocimiento de los derechos a la propiedad y el acceso a bienes productivos</p> <p>Acciones afirmativas que permitan potenciar la participación social</p>	<p>Programas Nacionales con transferencias públicas</p> <p>Programas Nacionales para el desarrollo de capacidades en el trabajo</p>	<p>Estímulo a la inserción laboral y productiva de jóvenes y mujeres rurales</p> <p>Énfasis en Cadenas de Valor que generen mayores oportunidades para estos grupos de beneficiarios</p> <p>Apoyo para el acceso a los factores de producción</p> <p>Programas y proyectos con acciones orientadas al desarrollo de nuevos conocimientos, habilidades y destrezas</p>
<p>5 Comunidades indígenas</p>	<p>Muy bajos ingresos, bajos niveles de instrucción y capacitación</p> <p>Altos índices de pobreza e inseguridad alimentaria y problemas de salud</p>	<p>Establecimiento de Políticas de Tierras, para la regularización de la propiedad y tenencia y programas para el reconocimiento de derechos y la titulación</p> <p>Seguridad alimentaria</p> <p>Subsidios y Acciones No Reembolsables para inversiones prediales y</p>	<p>Acceso a servicios y bienes públicos</p> <p>Inversiones en infraestructura social y comunitaria, e infraestructura física (agua potable, caminos, comunicaciones)</p> <p>Regularizar los problemas latentes para formalizar la tenencia de</p>	<p>Inversiones en proyectos productivos comunitarios a través del acceso a los programas y proyectos públicos</p>	<p>Focalización en los territorios determinados, identificación e implementación de proyectos productivos y comunitarios para la seguridad alimentaria</p> <p>Identificación de productos con oportunidades de</p>

	<p>Alta vulnerabilidad a eventos climáticos adversos</p> <p>Baja integración con el ambiente socio /económico y aislamiento territorial</p> <p>Problema de acceso e inseguridad en la tenencia de la tierra</p> <p>Limitadas oportunidades para la generación de ingresos, por limitaciones en el acceso a los mercados y a los beneficios de las inversiones, servicios y bienes públicos</p>	<p>comunitarias</p> <p>Nuevos servicios y bienes públicos, especialmente infraestructura</p> <p>Asistencia Técnica y Extensión Rural con un enfoque sistémico e interdisciplinario adaptado a su realidad</p> <p>Fortalecimiento de capital humano y social</p> <p>Inserción en el tejido económico y social local con proyección de mercado</p>	<p>la tierra</p> <p>Fortalecimiento de formas de producción acordes a su estructura y organización social</p>		<p>mercado y en algunos casos con posibilidades de vinculación a las cadenas de valor</p> <p>Asistencia legal y social para resolver problemas de acceso y tenencia de la tierra</p> <p>Apoyo al fortalecimiento de sus organizaciones sociales y económicas</p>
--	--	--	---	--	--